



Ministère des Finances et de l'Économie

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS DU QUÉBEC

Édition 2013



Cette publication a été préparée par :

Pascal Beaulieu, économiste

Avec la collaboration de :

Sylvie Gingras, économiste

Geneviève Grenier, adjointe administrative

Sous la direction de :

Denise Lacroix, directrice

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :

Direction de l'analyse économique

710, place D'Youville, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 4Y4

Courrier électronique : dae@mfeq.gouv.qc.ca

Signes conventionnels

x	Données confidentielles
..	Données non disponibles
...	N'ayant pas lieu de figurer
e	Estimations

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage
\$	Dollar
k	Millier
M	Million
G	Milliard
km ²	Kilomètre carré
hab./km ²	Habitants au kilomètre carré

Blocs régionaux**Régions manufacturières**

Saguenay–Lac-Saint-Jean
Mauricie
Estrie
Chaudière-Appalaches
Lanaudière
Laurentides
Montréal
Centre-du-Québec

Régions ressources

Bas-Saint-Laurent
Abitibi-Témiscamingue
Côte-Nord
Nord-du-Québec
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Régions urbaines

Capitale-Nationale
Montréal
Outaouais
Laval

Avant-propos

La publication annuelle du *Portrait économique des régions du Québec* propose un aperçu de la situation et de l'évolution des régions du Québec. Il permet d'en saisir les caractéristiques, la dynamique, les forces et le potentiel d'amélioration.

Ce document d'analyse interrégionale compte une trentaine de sections, regroupées selon cinq grands thèmes : l'économie, la structure industrielle, l'investissement, le marché du travail et la démographie.

Chaque thème est enrichi de plusieurs indicateurs qui en éclairent diverses facettes. Ces thèmes couvrent généralement des périodes de 5 à 10 ans et ils permettent de cerner les tendances fondamentales des différentes régions.

La présentation se veut simple et accessible. Chaque section présente un tableau d'indicateurs par région administrative, accompagné de graphiques et de textes indiquant les faits saillants.

Cette année, l'accent a été mis sur les dimensions économiques de la réalité des régions. La présentation des aspects sociétaux, notamment au chapitre de la démographie, a été limitée aux éléments qui ont une incidence plus déterminante à cet égard. En contrepartie, l'analyse des indicateurs économiques a été bonifiée.

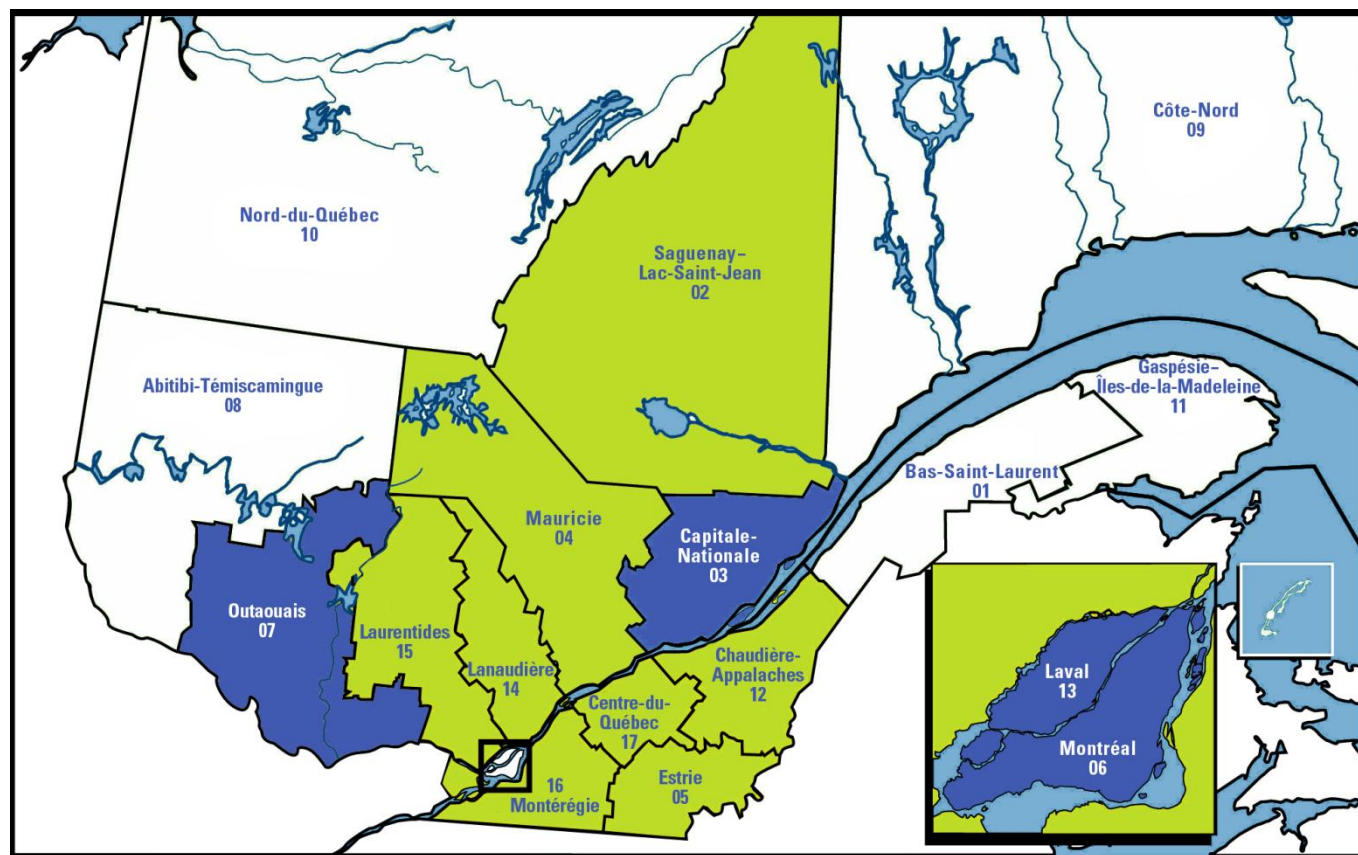
Ainsi, les textes sont plus détaillés et, pour chacun des indicateurs, les faits saillants sont présentés selon les trois niveaux de regroupement géographique suivants : l'ensemble du Québec, les blocs régionaux et les régions administratives.

Bonne lecture!

Table des matières

Avant-propos	4
Carte des régions administratives du Québec	6
Présentation des régions	7
Chapitre 1 – Économie.....	9
1.1 Développement économique	10
1.2 Produit intérieur brut	13
1.3 Produit intérieur brut, par habitant	16
1.4 Productivité	19
1.5 Revenu primaire des ménages, par habitant.....	22
1.6 Revenu disponible des ménages, par habitant	25
1.7 Transferts gouvernementaux.....	28
Chapitre 2 – Structure industrielle.....	32
2.1 Diversité industrielle.....	33
2.2 Établissements, par grand secteur d'activité	36
2.3 Établissements, par taille	39
2.4 Produit intérieur brut, par catégorie d'industrie.....	42
2.5 Emploi, par grand secteur d'activité.....	45
2.6 Emploi, par domaine de fabrication	48
2.7 Emploi, par grand groupe de services	51
Chapitre 3 – Investissement.....	55
3.1 Investissements des secteurs privé et public	56
3.2 Investissements non résidentiels.....	59
3.3 Investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie	62
3.4 Construction résidentielle	65
Chapitre 4 – Marché du travail	69
4.1 Emploi.....	70
4.2 Taux d'emploi.....	73
4.3 Taux de chômage	76
4.4 Niveau de scolarité des travailleurs	79
4.5 Niveau de scolarité des personnes à la recherche d'un emploi	82
Chapitre 5 – Démographie	86
5.1 Structure de la population	87
5.2 Évolution de la population et perspectives	90
5.3 Migration interrégionale, selon l'âge	93
5.4 Rapport de dépendance démographique	96
5.5 Indice de remplacement	99

Carte des régions administratives du Québec



 Régions ressources

 Régions manufacturières

 Régions urbaines

Présentation des régions

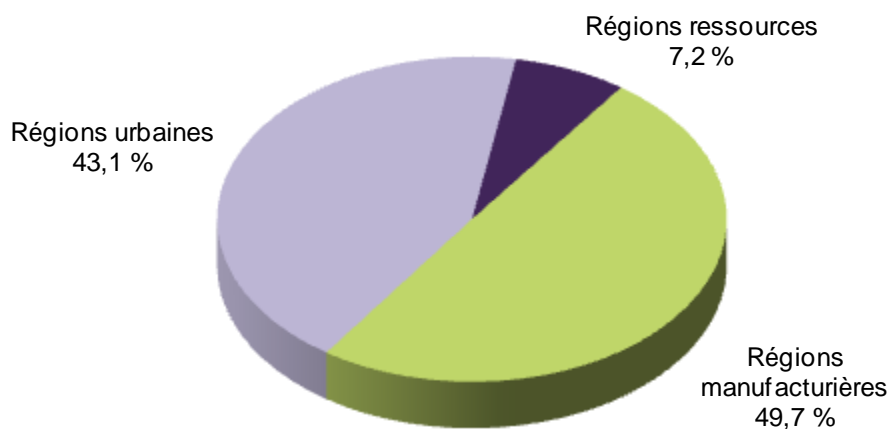
Le Québec compte actuellement 17 régions administratives. Les limites de ces territoires ont été établies en 1987, à l'exception des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec, créées en 1997.

Les régions administratives du Québec peuvent être regroupées en trois grands blocs qui se démarquent les uns des autres par leur structure économique et leurs conditions de développement.

- **Les régions ressources** comprennent le Bas-Saint-Laurent, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Ces régions regroupent 7,2 % de la population et comptent pour 7,5 % du PIB du Québec. Toutefois, elles représentent 80,4 % de la surface du territoire québécois. La densité de la population y est donc faible. L'économie y est particulièrement tributaire de l'hydroélectricité et de l'extraction des ressources dont la production est acheminée en majorité à l'extérieur du Québec. Ces régions présentent un niveau de développement économique inférieur à la moyenne.
- **Les régions manufacturières** comprennent le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Estrie, la Chaudière-Appalaches, Lanaudière, les Laurentides, la Montérégie et le Centre-du-Québec. Avec 49,7 % de la population québécoise et 40,2 % du PIB, ces régions, par leur proximité des régions urbaines, constituent parfois un bassin de main-d'œuvre incontournable pour celles-ci. Dans ces régions, la grande majorité des exportations de marchandises provient du secteur manufacturier, lequel y occupe généralement une place importante. Au chapitre de leur développement économique, ces régions se situent en milieu de peloton.
- **Les régions urbaines** comprennent la Capitale-Nationale, Montréal, l'Outaouais et Laval. Ces régions regroupent 43,1 % de la population mais comptent pour plus de 50 % de l'économie du Québec. Elles se distinguent des autres régions, par un faible pourcentage d'emplois dans le secteur primaire et une place prépondérante du secteur tertiaire dans la structure économique. Enfin, la place du monde rural y est plus ténue et le niveau de développement économique y est plus élevé.

Graphique I

Poids démographique selon les blocs régionaux, 2012 (en pourcentage)



Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau I
Population, superficie et économie, 2012¹

Régions administratives	Population	Poids démographique	Superficie terrestre	Densité	Poids économique ²
	Nombre	%	km ²	Hab/km ²	%
01 Bas-Saint-Laurent	199 834	2,5	22 185	9,0	2,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	273 009	3,4	95 892	2,8	3,2
03 Capitale-Nationale	707 984	8,8	18 638	38,0	9,8
04 Mauricie	263 269	3,3	35 452	7,4	2,7
05 Estrie	315 487	3,9	10 195	30,9	3,2
06 Montréal	1 981 672	24,6	498	3 977,9	34,8
07 Outaouais	372 329	4,6	30 503	12,2	3,7
08 Abitibi-Témiscamingue	146 753	1,8	57 339	2,6	1,9
09 Côte-Nord	95 647	1,2	236 661	0,4	1,8
10 Nord-du-Québec	42 993	0,5	718 229	0,1	0,9
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	92 536	1,1	20 272	4,6	0,8
12 Chaudière-Appalaches	408 188	5,1	15 071	27,1	4,3
13 Laval	409 718	5,1	246	1 665,7	4,1
14 Lanaudière	476 941	5,9	12 313	38,7	3,6
15 Laurentides	563 139	7,0	20 560	27,4	5,4
16 Montérégie	1 470 252	18,3	11 108	132,4	15,3
17 Centre-du-Québec	235 005	2,9	6 921	34,0	2,6
Ensemble du Québec	8 054 756	100,0	1 312 082	6,1	100,0
Régions ressources	577 763	7,2	1 054 686	0,5	7,5
Régions manufacturières	4 005 290	49,7	207 511	19,3	40,2
Régions urbaines	3 471 703	43,1	49 885	69,6	52,4

1. Données provisoires.

2. Calculé à partir des données de 2011 sur le produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par région administrative.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Chapitre 1 – Économie

La capacité d'une économie à produire des biens et services est fondamentale pour répondre aux besoins de la population et pour générer de la richesse. Cette richesse demeure un indice important du bien-être économique des gens dans les régions du Québec. De plus, lorsqu'une population augmente son niveau de vie, elle acquiert de l'autonomie quant à son développement économique. Cependant, le développement économique est une réalité beaucoup plus complexe que la seule richesse d'une population.

Dans le très large éventail d'indicateurs liés à la richesse et au niveau de vie, voici ceux qui ont été retenus aux fins de la comparaison régionale :

- le développement économique;
- le produit intérieur brut;
- le produit intérieur brut par habitant;
- la productivité;
- le revenu primaire des ménages, par habitant;
- le revenu disponible des ménages, par habitant;
- les transferts gouvernementaux.

1.1 Développement économique¹

L'indice de développement économique permet d'analyser la réalité économique des régions selon quatre thèmes : la démographie, le marché du travail, le revenu et la scolarité. Un indice supérieur à 100 signifie que la région présente un niveau de développement économique supérieur à la moyenne québécoise. Ainsi, une augmentation de l'indice signale la performance supérieure d'une région par rapport aux autres régions.

Ensemble du Québec

Au Québec, de façon générale, les régions qui présentent un niveau de développement économique élevé affichent aussi un indice de diversité industrielle élevé. Cependant, à court terme, le développement économique d'une région profite de la spécialisation dans une activité économique en plein essor.

Blocs régionaux

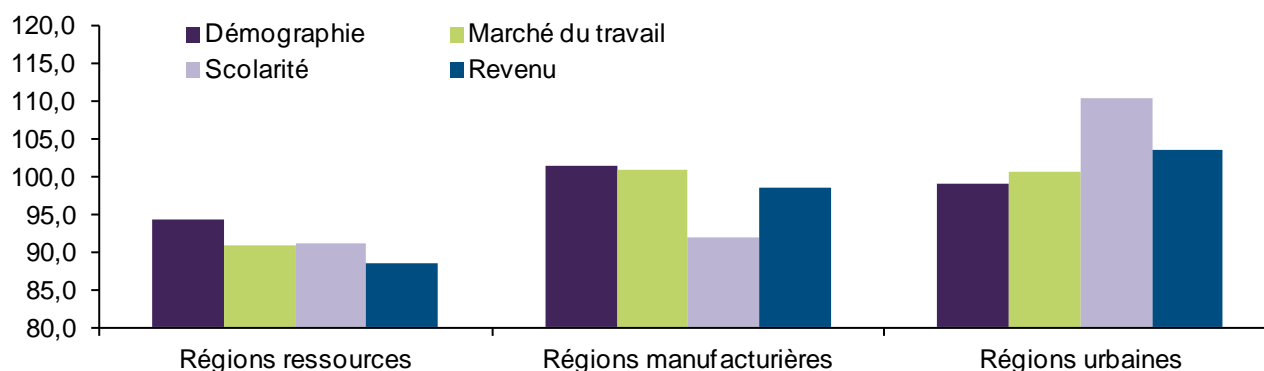
Historiquement, les régions urbaines (103,5) affichent un indice de développement économique plus élevé que les autres blocs régionaux. Elles sont suivies des régions manufacturières (98,2), puis des régions ressources (91,2). Cependant, depuis quelques années, on observe une réduction de l'écart en matière de développement économique entre les régions ressources et le reste du Québec.

- En 2012, au chapitre de la démographie, les trois blocs régionaux affichent des résultats qui se rapprochent de celui de la moyenne québécoise. Les régions manufacturières (101,5), les régions urbaines (99,2) et les régions ressources (94,4) sont à moins de 10 points d'indice d'écart.
- Pour le thème du marché du travail, les régions manufacturières (100,9) et les régions urbaines (100,6) présentent un sous-indice comparable à celui du Québec, alors que celui des régions ressources (90,9) s'arrête à près de 10 points d'indice en dessous de la moyenne du Québec.
- En ce qui a trait au sous-indice de la scolarité des régions urbaines (110,5), il se fixe nettement au-dessus de celui des régions manufacturières (91,9) et des régions ressources (91,2).
- Enfin, le sous-indice de revenu présente des résultats similaires à celui de l'indice global : les régions urbaines (103,6) arrivent en premier, suivies des régions manufacturières (98,4) puis des régions ressources (88,4).

Graphique 1.1a

Indice de développement économique, par thème, selon les blocs régionaux, 2012

(en points, Québec = 100)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

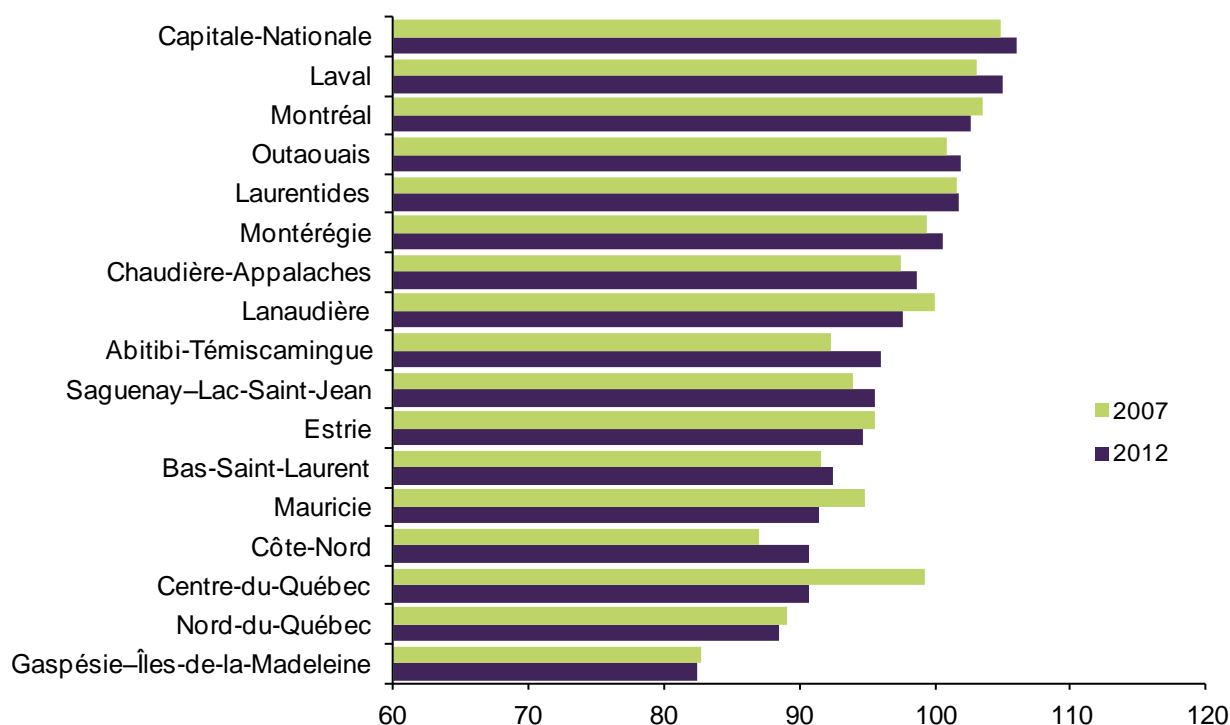
1. Données provisoires.

Régions administratives

- En 2012, au Québec, 7 régions présentent un indice de développement économique supérieur à la moyenne (100). Parmi celles-ci, 4 sont des régions urbaines : la Capitale-Nationale arrive en tête (106,0), suivie de Laval (104,9), de Montréal (102,6) et de l'Outaouais (101,9).
- Pendant la période de 2007 à 2012, les régions de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue (+3,7 points d'indice dans les deux cas) présentent la croissance la plus marquée de leur indice de développement économique. L'augmentation significative du revenu primaire des ménages, dont au premier chef la rémunération des salariés, explique la majeure partie de cette hausse. Dans le cas de la Côte-Nord, l'augmentation significative de la population contribue aussi à cette bonne performance.
- À l'inverse, les indices du Centre-du-Québec (-8,6 points d'indice) et de la Mauricie (-3,5 points) diminuent fortement. Dans les deux cas, cette baisse s'explique par le fléchissement marqué du taux d'emploi et la diminution de la proportion de personnes scolarisées dans la population active.
- De façon générale, les écarts interrégionaux en matière de développement économique se maintiennent pendant la période 2007-2012. Ainsi, 6 des 12 régions qui enregistraient un indice inférieur à la moyenne en 2007 connaissent une hausse de leur indice en 2012. Parmi celles-ci, on compte 3 régions ressources. Toutefois, 4 des 5 régions dont l'indice se situait au-dessus de la moyenne en 2007 s'éloignent davantage de celle-ci en 2012.

Graphique 1.1b

Indice de développement économique, selon les régions administratives, 2007 et 2012
(en points, Québec = 100, en ordre décroissant de 2012)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 1.1

Indice de développement économique¹, 2007 et 2012

Régions administratives	Indice		Écart	Thèmes (2012)			
	2007	2012	2007-2012	Démo- graphie	Marché du travail	Scolarité	Revenu
	Québec = 100		En point d'indice	Québec = 100			
01 Bas-Saint-Laurent	91,6	92,5	0,9	95,1	92,9	99,3	82,8
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	94,0	95,6	1,6	97,8	91,9	101,7	90,9
03 Capitale-Nationale	104,9	106,0	1,1	103,4	108,5	109,0	103,1
04 Mauricie	94,9	91,4	-3,5	98,8	81,8	100,2	84,8
05 Estrie	95,5	94,7	-0,9	98,8	92,3	97,3	90,3
06 Montréal	103,5	102,6	-0,9	96,8	95,4	114,5	103,6
07 Outaouais	100,8	101,9	1,1	99,4	106,3	97,4	104,4
08 Abitibi-Témiscamingue	92,3	96,0	3,7	96,3	98,6	89,3	99,9
09 Côte-Nord	87,0	90,7	3,7	93,1	91,6	79,0	99,0
10 Nord-du-Québec	89,0	88,5	-0,5	86,3	104,2	79,0	84,5
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	82,8	82,4	-0,3	95,2	73,1	91,1	70,3
12 Chaudière-Appalaches	97,5	98,6	1,1	97,6	107,3	93,6	95,9
13 Laval	103,0	104,9	1,9	103,0	105,7	106,8	104,2
14 Lanaudière	99,9	97,6	-2,3	106,2	101,0	85,9	97,3
15 Laurentides	101,6	101,8	0,2	106,6	107,3	91,2	102,1
16 Montérégie	99,4	100,5	1,1	101,3	105,3	90,6	104,8
17 Centre-du-Québec	99,2	90,7	-8,6	99,3	89,9	84,6	88,9
Ensemble du Québec	100,0	100,0	...	100,0	100,0	100,0	100,0
Régions ressources	89,2	91,2	2,0	94,4	90,9	91,2	88,4
Régions manufacturières	98,6	98,2	-0,4	101,5	100,9	91,9	98,4
Régions urbaines	103,4	103,5	0,0	99,2	100,6	110,5	103,6

1. L'indice de développement économique permet d'analyser la réalité économique des régions selon quatre thèmes : la démographie, le marché du travail, le revenu et la scolarité. Un indice supérieur à 100 signifie que la région présente un niveau de développement économique supérieur à la moyenne québécoise.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

1.2 Produit intérieur brut²

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur des biens et des services produits à l'intérieur des frontières d'une économie. Il sert à en mesurer la taille, alors que son évolution est un indicateur de la performance de cette économie.

Ensemble du Québec

Entre 2007 et 2012, le PIB du Québec augmente à un rythme annuel moyen de 3,1 %. En 2012, le PIB du Québec aux prix de base et en dollars courants se situe à 333 milliards de dollars.

Blocs régionaux

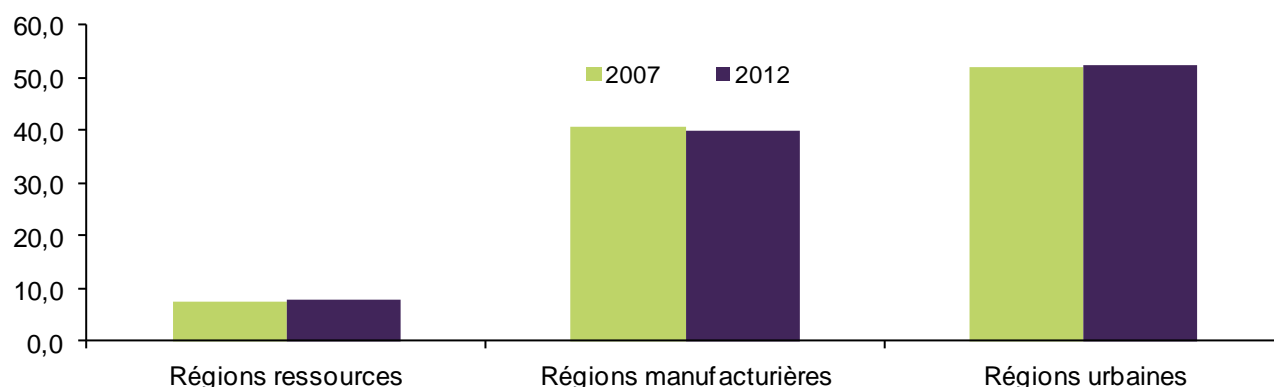
Entre 2007 et 2012, la répartition du produit intérieur brut du Québec selon les blocs régionaux est plutôt stable. Les régions urbaines obtiennent la part du lion du PIB, suivies des régions manufacturières et des régions ressources.

- À cet égard, en 2012, les régions urbaines représentent 52,2 % du PIB du Québec, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2007. Les régions manufacturières reculent de 0,9 point de pourcentage au cours de cette période, et elles indiquent 39,9 % en 2012. Les régions ressources, quant à elles, gagnent 0,5 point de pourcentage, de 7,4 % à 7,9 %.
- Entre 2007 et 2012, les régions ressources affichent la plus forte croissance économique malgré la récession (+4,5 % annuellement), notamment grâce aux chantiers miniers et hydroélectriques dans le nord québécois. Malgré des performances moins spectaculaires, l'économie des régions urbaines (+3,2 %) croît plus vite que la moyenne du Québec, alors que les régions manufacturières (+2,6 %) présentent une croissance économique moins rapide que celle du Québec (+3,1 %).

Graphique 1.2a

Part du produit intérieur brut du Québec, selon les blocs régionaux, 2007 et 2012

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

2. Pour mesurer l'évolution de la croissance économique, il est convenu d'utiliser le concept de PIB réel (qui exclut l'effet des prix). Toutefois, comme ce concept n'est pas accessible à l'échelle des régions administratives du Québec, l'analyse porte sur le PIB nominal qui inclut l'effet des prix.

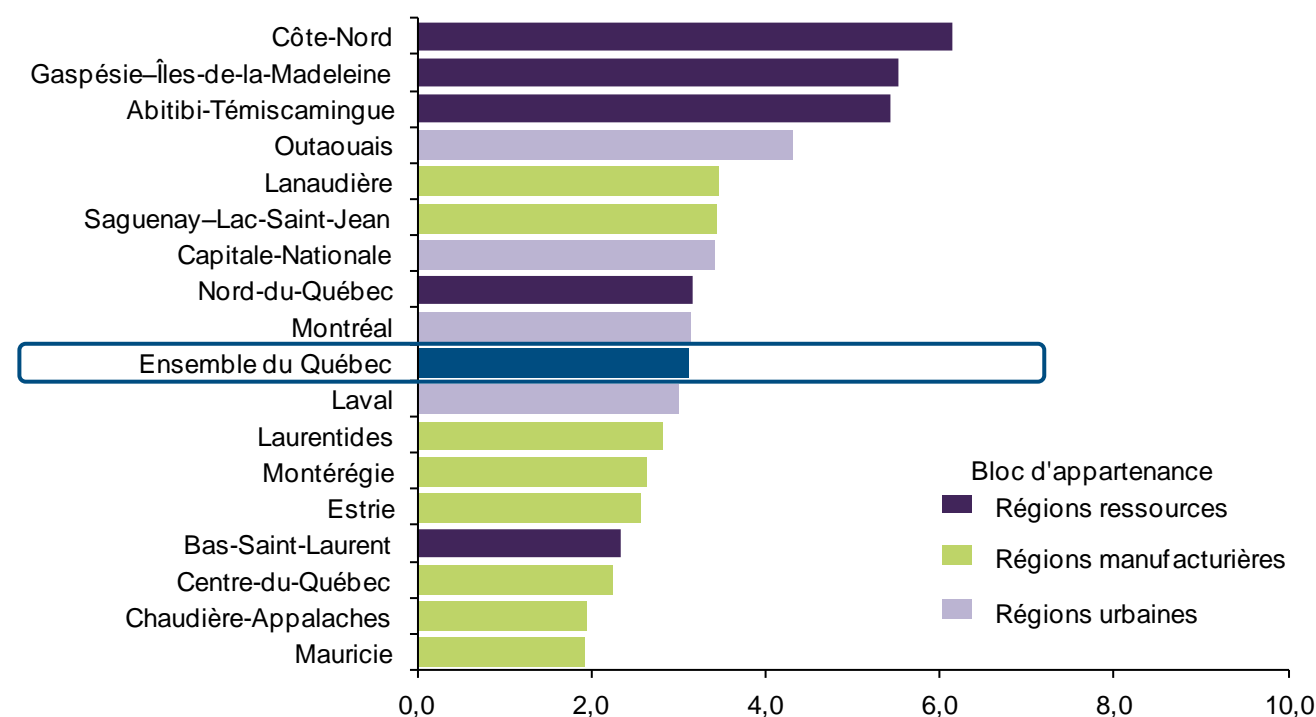
Régions administratives

- Entre 2007 et 2012, les régions de la Côte-Nord (6,1 % par année), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (5,5 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (5,4 %) et de l'Outaouais (4,3 %) affichent la plus forte augmentation annuelle de leur PIB. Ces régions sont généralement éloignées du cœur du Québec.
- Par ailleurs, les régions de la Mauricie (1,9 % par année), de la Chaudière-Appalaches (1,9 %), du Centre-du-Québec (2,2 %) et du Bas-Saint-Laurent (2,3 %) enregistrent une croissance plus modérée de leur PIB. Trois de ces quatre régions se situent le long du corridor Montréal-Québec et toutes les quatre possèdent une base manufacturière importante, mais dont certaines composantes sont en déclin.
- En 2012, la région de Montréal représente 34,6 % de l'économie québécoise. Le poids de la région dans l'ensemble du Québec explique la similarité des taux de croissance entre Montréal et le Québec. Avec la Montérégie (15,0 % du PIB de l'ensemble du Québec), c'est la moitié de l'économie québécoise qui se trouve dans ces régions.
- À l'opposé, en 2012, le PIB de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est le moins important parmi les régions, ce qui s'explique davantage par une population moins nombreuse que par un manque de dynamisme.
- Une faible majorité, soit 9 des 17 régions, voient leur PIB croître plus rapidement que celui de l'ensemble du Québec entre 2007 et 2012.

Graphique 1.2b

Variation du produit intérieur brut, selon les régions administratives, 2007-2012

(en pourcentage, par ordre décroissant)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 1.2

Produit intérieur brut (PIB), 2007 et 2012¹

Régions administratives	PIB		Part		Variation ²
	2007	2012	2007	2012	2007-2012
	En G\$		En %		En %
01 Bas-Saint-Laurent	5,9	6,6	2,1	2,0	2,3
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	9,3	11,0	3,3	3,3	3,4
03 Capitale-Nationale	27,6	32,5	9,6	9,8	3,4
04 Mauricie	7,9	8,7	2,8	2,6	1,9
05 Estrie	9,3	10,6	3,3	3,2	2,5
06 Montréal	98,8	115,2	34,6	34,6	3,1
07 Outaouais	10,0	12,4	3,5	3,7	4,3
08 Abitibi-Témiscamingue	5,4	7,1	1,9	2,1	5,4
09 Côte-Nord	5,0	6,7	1,8	2,0	6,1
10 Nord-du-Québec	2,7	3,2	1,0	1,0	3,2
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2,1	2,8	0,7	0,8	5,5
12 Chaudière-Appalaches	13,1	14,4	4,6	4,3	1,9
13 Laval	11,7	13,5	4,1	4,1	3,0
14 Lanaudière	10,0	11,8	3,5	3,6	3,4
15 Laurentides	15,2	17,4	5,3	5,2	2,8
16 Montérégie	43,9	49,9	15,4	15,0	2,6
17 Centre-du-Québec	7,8	8,7	2,7	2,6	2,2
Ensemble du Québec	285,8	332,6	100,0	100,0	3,1
Régions ressources	21,2	26,4	7,4	7,9	4,5
Régions manufacturières	116,5	132,6	40,8	39,9	2,6
Régions urbaines	148,1	173,7	51,8	52,2	3,2

1. Estimations préliminaires.

2. Taux de croissance annuel composé.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

1.3 Produit intérieur brut³, par habitant

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant permet de comparer la richesse relative d'un territoire par rapport à un autre. Bien qu'au niveau national ce ratio constitue une mesure appropriée du niveau de vie, il en est tout autrement pour les régions administratives. Le navettage des travailleurs entre les centres urbains et la périphérie fait en sorte qu'une part importante de l'activité économique n'est pas exercée dans la région de résidence de ces travailleurs. Ce phénomène a un effet marqué sur le niveau du PIB par habitant dans les régions touchées.

Ensemble du Québec

En 2012, au Québec, le PIB par habitant s'élève à 41 298 \$. Par rapport à 2007, il s'agit d'une augmentation de plus de 4 000 \$. Au cours de cette période, la croissance du PIB par habitant est de 2,1 % en moyenne par année, et ce, malgré la récession de 2009.

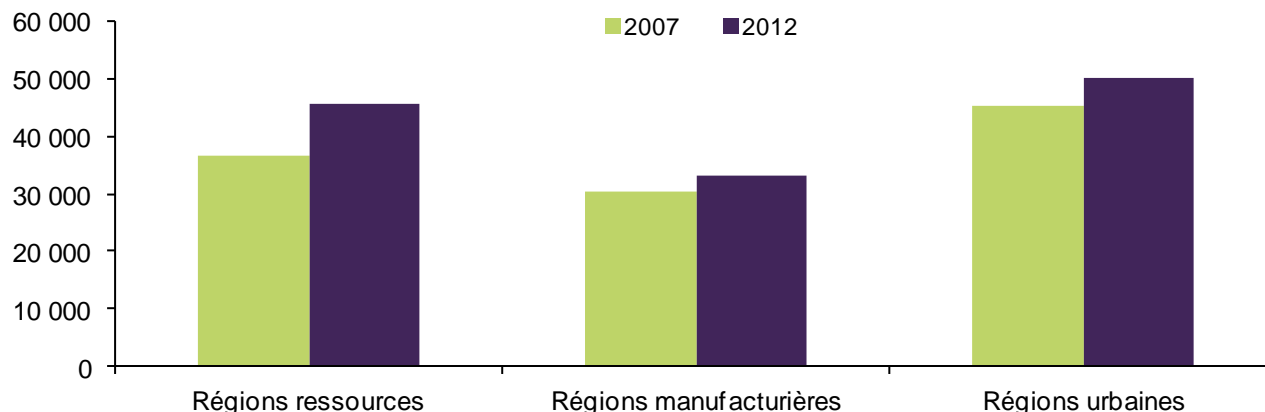
Blocs régionaux

Parmi les blocs régionaux, en 2012, les régions urbaines (50 020 \$) affichent le PIB par habitant le plus élevé, suivies des régions ressources (45 709 \$) et des régions manufacturières (33 102 \$). Le navettage entre les régions urbaines et manufacturières explique en partie l'écart de PIB par habitant, puisque l'activité économique est davantage exercée dans les villes, où les gens travaillent, que dans les banlieues, où les travailleurs résident.

- De 2007 à 2012, le PIB par habitant croît plus rapidement dans les régions ressources (+4,5 % par année) que dans les régions urbaines (+2,1 %) et les régions manufacturières (+1,7 %).
- Ainsi, en 2012, les régions urbaines affichent le PIB par habitant le plus élevé. Cependant, l'écart avec les régions ressources se rétrécit par rapport à 2007 (de 8 416 \$ à 4 310 \$), alors que l'écart du PIB par rapport aux régions manufacturières s'agrandit au cours de ces 5 années (de 14 671 \$ en 2007 à 16 918 \$ en 2012).

Graphique 1.3a

Produit intérieur brut aux prix de base, par habitant, selon les blocs régionaux, 2007 et 2012
(en dollars)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

3. En dollars courants.

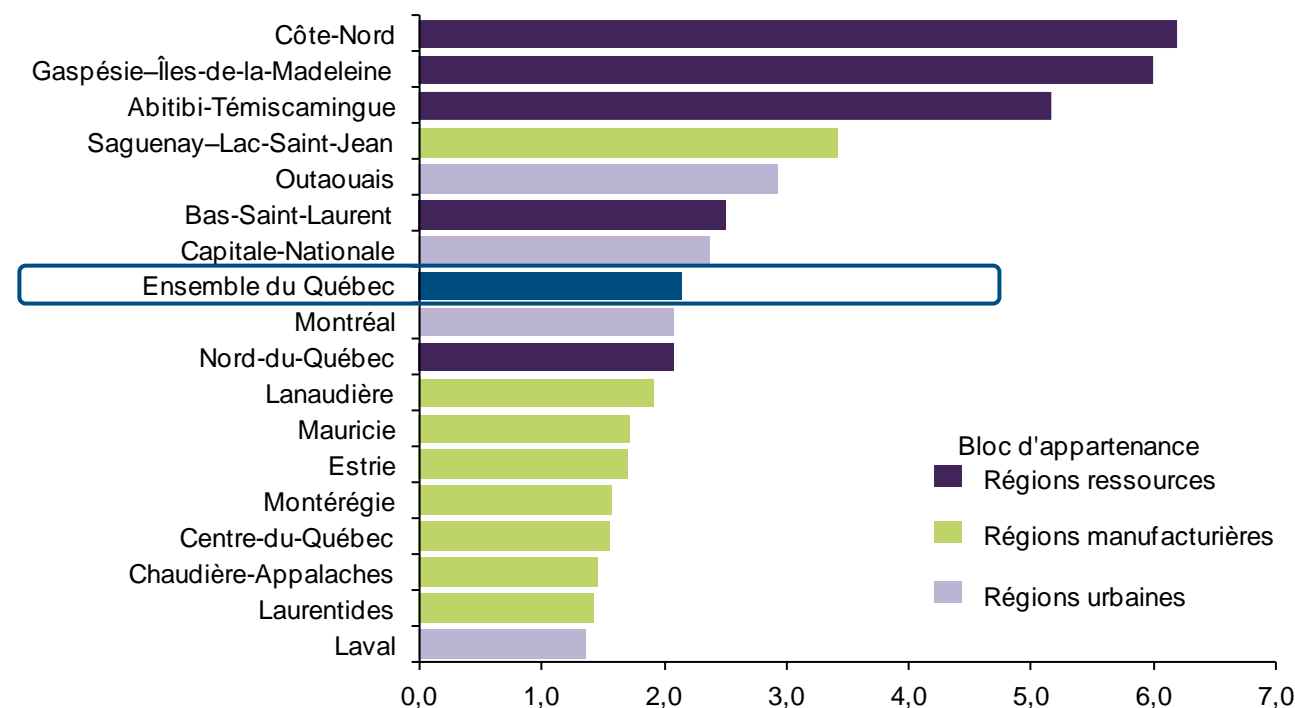
Régions administratives

- En 2012, 5 régions sur 17 présentent un PIB par habitant supérieur à la moyenne québécoise. Les niveaux de PIB par habitant les plus élevés sont observés au Nord-du-Québec (74 133 \$), sur la Côte-Nord (70 484 \$) et à Montréal (58 126 \$). Alors que le Nord-du-Québec et la Côte-Nord bénéficient des retombées des chantiers miniers et hydroélectriques, Montréal profite d'un bassin de travailleurs plus vaste que sa propre population, qui génère beaucoup de richesse dans la métropole elle-même.
- De 2007 à 2012, près de la moitié des régions, soit 7 sur 17, enregistrent une croissance de leur niveau de vie supérieure à celle du Québec. Parmi les régions où l'on observe une augmentation marquée se trouvent celles dont l'économie repose en général sur l'exploitation de leurs ressources naturelles.
- Ainsi, au cours de cette période, la Côte-Nord (+6,2 % par année), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+6,0 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+5,2 %), 3 des 5 régions ressources, dominent la croissance du niveau de vie au Québec. Laval (+1,3 %), les Laurentides et la Chaudière-Appalaches (+1,4 % dans les deux cas) sont au bas du classement à ce chapitre.

Graphique 1.3b

Variation du PIB, par habitant, selon les régions administratives, 2007-2012

(en pourcentage, par ordre décroissant en fonction de 2007-2012)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 1.3

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par habitant, 2007 et 2012¹

Régions administratives	PIB par habitant		Indice		Variation ²
	2007	2012	2007	2012	2007 - 2012
	En \$		Québec = 100		En %
01 Bas-Saint-Laurent	29 227	33 045	78,6	80,0	2,5
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	34 091	40 313	91,7	97,6	3,4
03 Capitale-Nationale	40 921	45 965	110,1	111,3	2,4
04 Mauricie	30 283	32 943	81,5	79,8	1,7
05 Estrie	30 810	33 502	82,9	81,1	1,7
06 Montréal	52 486	58 126	141,2	140,7	2,1
07 Outaouais	28 822	33 278	77,5	80,6	2,9
08 Abitibi-Témiscamingue	37 483	48 200	100,8	116,7	5,2
09 Côte-Nord	52 185	70 484	140,4	170,7	6,2
10 Nord-du-Québec	66 953	74 133	180,1	179,5	2,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 648	30 296	60,9	73,4	6,0
12 Chaudière-Appalaches	32 913	35 354	88,5	85,6	1,4
13 Laval	30 906	33 032	83,1	80,0	1,3
14 Lanaudière	22 581	24 814	60,7	60,1	1,9
15 Laurentides	28 841	30 940	77,6	74,9	1,4
16 Montérégie	31 410	33 938	84,5	82,2	1,6
17 Centre-du-Québec	34 471	37 220	92,7	90,1	1,5
Ensemble du Québec	37 175	41 298	100,0	100,0	2,1
Régions ressources	36 697	45 709	98,7	110,7	4,5
Régions manufacturières	30 441	33 102	81,9	80,2	1,7
Régions urbaines	45 112	50 020	121,4	121,1	2,1

1. Estimations provisoires.

2. Taux de croissance annuel composé.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

1.4 Productivité⁴

Le produit intérieur brut (PIB) par heure travaillée permet d'évaluer la productivité du travail. Par définition, la productivité du travail est en général plus élevée au sein des régions dont l'économie repose davantage sur des industries à forte intensité de capital (machinerie et équipement) que sur celles qui emploient plus de main-d'œuvre.

Ensemble du Québec

En 2010, au Québec, la productivité du travail atteint 48,54 \$ par heure, comparativement à 44,25 \$ par heure en 2007.

Blocs régionaux

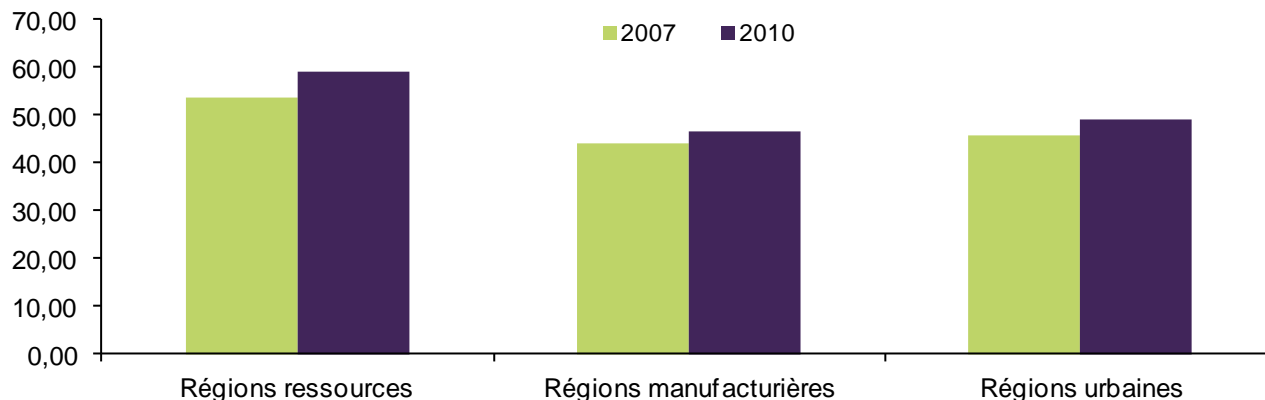
Historiquement, la productivité des régions ressources a dépassé celle des régions urbaines et manufacturières. En 2010, ce constat se vérifie de nouveau.

- En 2007, le PIB par heure travaillée des régions manufacturières (44,12 \$) et celui des régions (45,90 \$) urbaines sont similaires à celui du Québec. Les régions ressources (53,51 \$) affichent un taux nettement plus élevé.
- En 2010, la productivité des régions ressources (58,90 \$) est toujours de loin supérieure à celle des régions urbaines (49,02 \$) et des régions manufacturières (46,42 \$). L'intensité en capital des industries d'extraction de ressources naturelles pourrait expliquer cette différence.
- De 2007 à 2010, l'écart qui sépare le bloc des régions ressources des autres blocs régionaux s'élargit. Par rapport aux régions manufacturières, il passe de 9,39 \$ à 12,48 \$.

Graphique 1.4a

Productivité du travail, selon les blocs régionaux, 2007 et 2010

(en dollars par heure travaillée)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

4. Produit intérieur brut par heure travaillée, en dollars courants.

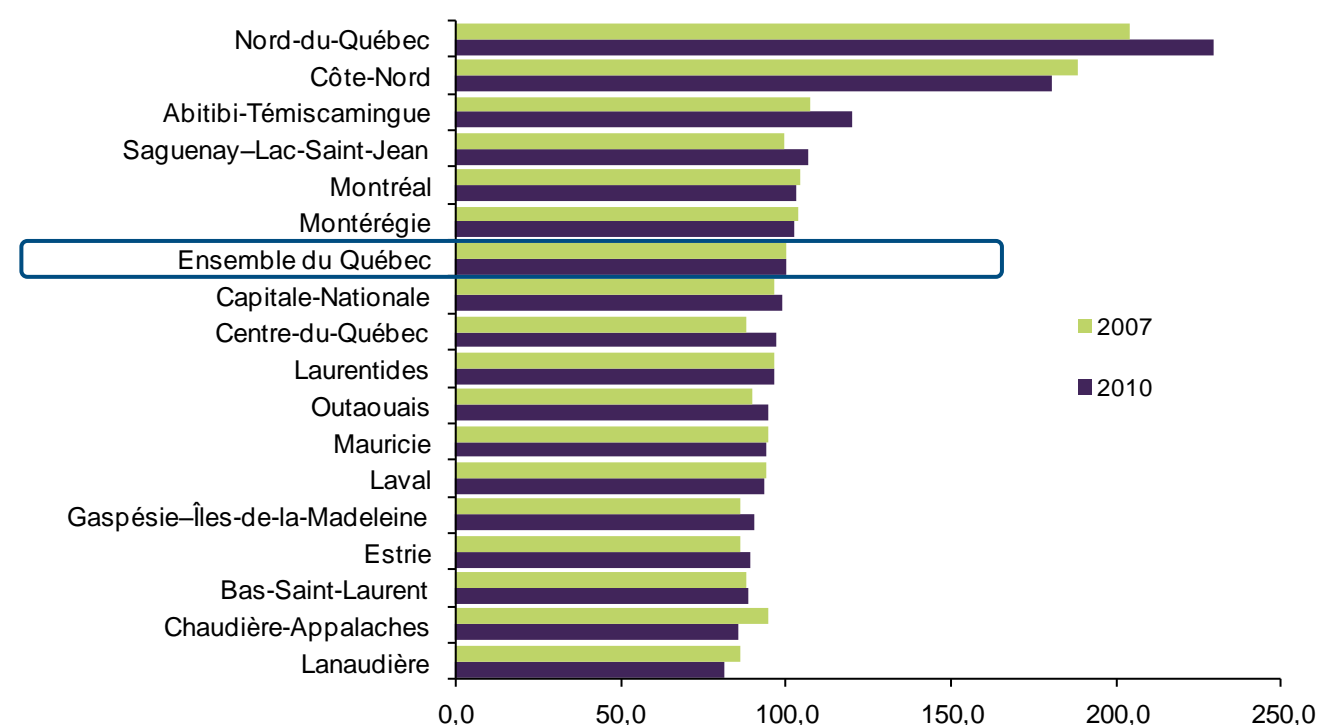
Régions administratives

- En 2010, 6 régions affichent une productivité du travail supérieure à celle de l'ensemble du Québec, comparativement à 5 régions en 2007.
- Au Québec, en 2010, les écarts de productivité du travail sont considérables entre les régions. Ainsi, le Nord-du-Québec et la Côte-Nord présentent un PIB par heure travaillée beaucoup plus élevé que celui observé au Québec. L'exploitation des ressources minérales et hydrauliques de ces régions pourrait expliquer cet écart.
- À l'inverse, Lanaudière, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, l'Estrie et le Bas-Saint-Laurent affichent une productivité du travail nettement inférieure à celle du Québec.
- De 2007 à 2010, par rapport à l'ensemble du territoire québécois, c'est dans le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et le Centre-du-Québec que la productivité augmente le plus rapidement.

Graphique 1.4b

Productivité du travail⁵, selon les régions administratives, 2007 et 2010

(en points, Québec = 100, par ordre décroissant en 2010)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

5. Produit intérieur brut par heure travaillée, en dollars courants.

Tableau 1.4

Productivité du travail, 2007 et 2010

Régions administratives	Productivité du travail		Indice		Écart
	2007	2010	2007	2010	2007-2010
	En \$ par heure		Québec = 100		En point d'indice
01 Bas-Saint-Laurent	38,87	43,13	87,8	88,9	1,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	44,03	51,75	99,5	106,6	7,1
03 Capitale-Nationale	42,77	48,12	96,7	99,1	2,5
04 Mauricie	41,85	45,65	94,6	94,0	-0,5
05 Estrie	38,24	43,32	86,4	89,3	2,8
06 Montréal	46,09	50,12	104,2	103,3	-0,9
07 Outaouais	39,79	46,11	89,9	95,0	5,1
08 Abitibi-Témiscamingue	47,52	58,22	107,4	119,9	12,5
09 Côte-Nord	83,36	87,60	188,4	180,5	-7,9
10 Nord-du-Québec	90,28	111,25	204,0	229,2	25,2
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	38,27	43,90	86,5	90,5	4,0
12 Chaudière-Appalaches	41,82	41,63	94,5	85,8	-8,8
13 Laval	41,55	45,27	93,9	93,3	-0,6
14 Lanaudière	38,07	39,52	86,0	81,4	-4,6
15 Laurentides	42,67	46,72	96,4	96,3	-0,2
16 Montérégie	46,00	49,65	104,0	102,3	-1,7
17 Centre-du-Québec	39,04	47,01	88,2	96,9	8,6
Ensemble du Québec	44,25	48,54	100,0	100,0	...
Régions ressources	53,51	58,90	120,9	121,3	0,4
Régions manufacturières	44,12	46,42	99,7	95,6	-4,1
Régions urbaines	45,90	49,02	103,7	101,0	-2,8

Les écarts peuvent ne pas correspondre à la différence de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

1.5 Revenu primaire des ménages, par habitant

Le revenu primaire des ménages permet de connaître le niveau des revenus générés par les habitants de chaque région avant les transferts gouvernementaux. Il correspond à la rémunération des salariés, au revenu mixte net des exploitants agricoles et au revenu net de propriété.

Ensemble du Québec

Au Québec, en 2011, le revenu primaire des ménages par habitant s'élève à 28 978 \$, en hausse de 2 023 \$ par rapport au niveau de 2007 (26 955 \$). Il s'agit d'une augmentation annuelle moyenne de l'ordre de 1,8 % au cours de cette période.

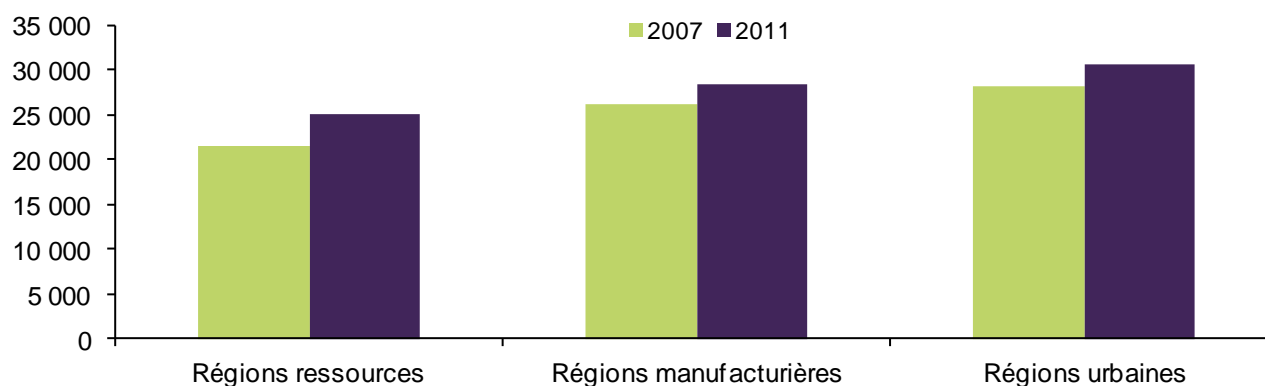
Blocs régionaux

Année après année, les régions urbaines affichent un revenu primaire des ménages par habitant plus élevé que les autres blocs régionaux. Elles sont suivies des régions manufacturières, alors que les régions ressources ferment la marche. De plus, seul le revenu primaire des ménages par habitant des régions urbaines se situe au-dessus de la moyenne de l'ensemble du Québec.

- Entre 2007 et 2011, les régions ressources (+3,9 % par année) connaissent la plus forte augmentation de leur revenu primaire des ménages par habitant parmi les blocs régionaux. Les régions manufacturières (+1,9 %) et urbaines (+1,4 %) enregistrent des augmentations plus modestes au cours de cette période.
- Par ailleurs, en 2011, on observe que le revenu primaire des ménages par habitant est toujours plus élevé dans les régions urbaines (30 414 \$). Viennent ensuite les régions manufacturières (28 293 \$), puis les régions ressources (25 099 \$).
- Toutefois, l'écart qui séparait les régions urbaines des autres blocs régionaux s'est amenuisé par rapport à 2007. Il est passé de 7 237 \$ à 5 315 \$ avec les régions ressources et de 2 563 \$ à 2 122 \$ avec les régions manufacturières.

Graphique 1.5a

Revenu primaire des ménages, par habitant, selon les blocs régionaux, 2007 et 2011
(en dollars)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

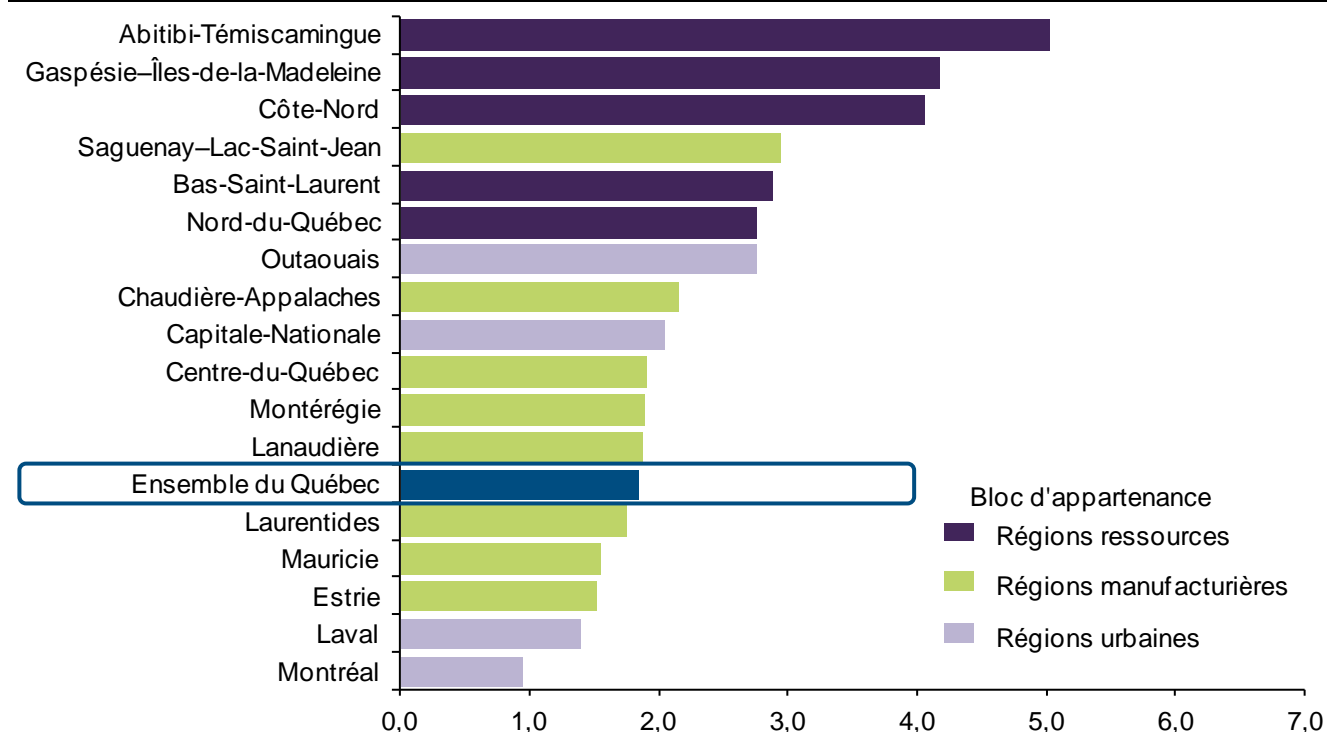
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- Entre 2007 et 2011, le revenu primaire des ménages par habitant augmente dans l'ensemble des régions qui composent le bloc des régions ressources. Parmi les régions des autres blocs régionaux, seules le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+2,9 %) et l'Outaouais (+2,7 %) enregistrent une variation annuelle qui se rapproche de celle des régions ressources.
- Ainsi, l'Abitibi-Témiscamingue (+5,0 % annuellement), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+4,2 %) et la Côte-Nord (+4,0 %) affichent la croissance de leur revenu primaire des ménages par habitant la plus élevée.
- À l'inverse, 5 régions voient leur revenu primaire des ménages par habitant croître moins rapidement que celui de l'ensemble du Québec (+1,8 %) : Montréal (+0,9 %), Laval (+1,4 %), l'Estrie (+1,5 %), la Mauricie (+1,5 %) et les Laurentides (+1,7 %).
- En 2011, la Montérégie (31 054 \$), la Capitale-Nationale (30 572 \$) et Laval (30 443 \$) présentent les revenus primaires des ménages par habitant les plus élevés, alors la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (19 545 \$) affiche celui le plus faible parmi les régions du Québec.
- Finalement, 2 régions ont vu leur revenu primaire des ménages par habitant passer d'un niveau inférieur à celui de l'ensemble du Québec en 2007 à un niveau supérieur en 2011. Il s'agit de l'Abitibi-Témiscamingue (29 793 \$) et de la Côte-Nord (29 738 \$).

Graphique 1.5b

Variation¹ du revenu primaire des ménages, par habitant, selon les régions administratives, 2007 à 2011
(en pourcentage, par ordre décroissant)



1. Taux de croissance annuel composé.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 1.5

Revenu primaire des ménages, par habitant, 2007 et 2011¹

Régions administratives	Revenu primaire des ménages par habitant		Variation ²	Indice		Écart
	2007	2011	2007-2011	2007	2011	2007-2011
	En \$		En %	(Québec = 100)		En point d'indice
01 Bas-Saint-Laurent	20 115	22 521	2,9	74,6	77,7	3,1
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	22 881	25 683	2,9	84,9	88,6	3,7
03 Capitale-Nationale	28 209	30 572	2,0	104,7	105,5	0,8
04 Mauricie	21 830	23 204	1,5	81,0	80,1	-0,9
05 Estrie	23 235	24 668	1,5	86,2	85,1	-1,1
06 Montréal	29 244	30 357	0,9	108,5	104,8	-3,7
07 Outaouais	27 281	30 388	2,7	101,2	104,9	3,7
08 Abitibi-Témiscamingue	24 497	29 793	5,0	90,9	102,8	11,9
09 Côte-Nord	25 384	29 738	4,0	94,2	102,6	8,4
10 Nord-du-Québec	20 443	22 781	2,7	75,8	78,6	2,8
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 600	19 545	4,2	61,6	67,4	5,9
12 Chaudière-Appalaches	24 785	26 978	2,1	92,0	93,1	1,1
13 Laval	28 816	30 443	1,4	106,9	105,1	-1,9
14 Lanaudière	25 833	27 806	1,9	95,8	96,0	0,1
15 Laurentides	27 899	29 879	1,7	103,5	103,1	-0,4
16 Montérégie	28 830	31 054	1,9	107,0	107,2	0,2
17 Centre-du-Québec	22 438	24 184	1,9	83,2	83,5	0,2
Ensemble du Québec	26 955	28 978	1,8	100,0	100,0	...
Régions ressources	21 537	25 099	3,9	79,9	86,6	6,7
Régions manufacturières	26 211	28 293	1,9	97,2	97,6	0,4
Régions urbaines	28 774	30 414	1,4	106,8	105,0	-1,8

1. Données provisoires pour 2011.

2. Taux de croissance annuel composé.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

1.6 Revenu disponible des ménages, par habitant

Le revenu disponible des ménages est la somme dont disposent en moyenne les ménages pour la consommation de biens et de services, ainsi que pour l'épargne. Il correspond au total des revenus (revenu primaire des ménages et transferts courants reçus), moins les transferts courants payés.

Ensemble du Québec

Entre 2007 et 2011, le revenu disponible des ménages par habitant du Québec augmente en moyenne de 2,2 % par année. Il passe ainsi de 23 480 \$ en 2007 à 25 646 \$ en 2011, pour une augmentation totale de 2 166 \$.

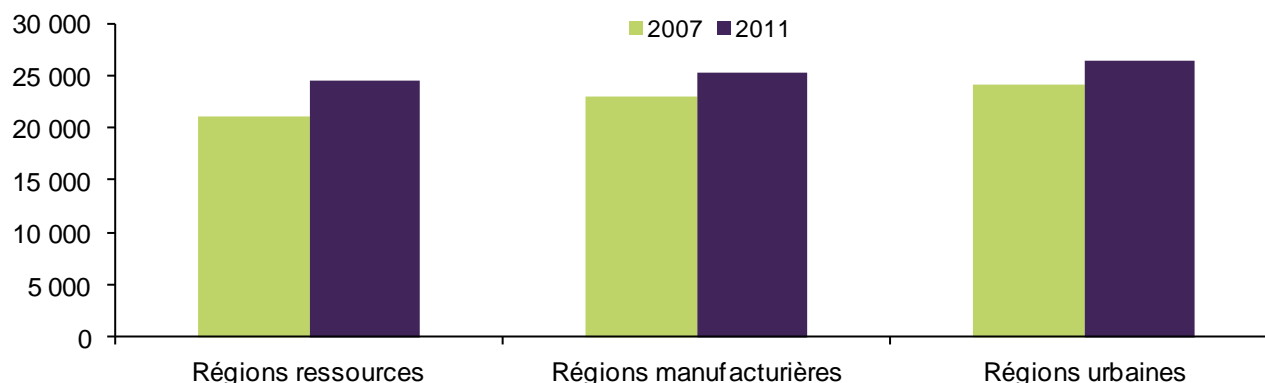
Blocs régionaux

Le revenu disponible des ménages par habitant des différents blocs régionaux présente moins de disparité qu'auparavant. Ainsi, l'écart en points d'indice (Québec = 100) passe de 14,6 points en 2007 à 7,1 points en 2011. Deux raisons peuvent motiver ce constat : l'augmentation inégale du revenu primaire des ménages parmi les régions et la variation du niveau des transferts courants nets reçus par la population de chaque région.

- En 2007, le revenu disponible des ménages par habitant des régions urbaines (24 481 \$) est le plus élevé des blocs régionaux. L'écart qui sépare les régions urbaines des régions manufacturières à cet égard est de 1 493 \$. Il est toutefois de 3 427 \$ avec les régions ressources.
- En 2011, les régions urbaines (26 294 \$) conservent une avance sur les autres blocs régionaux, mais celle-ci se rétrécit. L'écart positif avec les régions manufacturières est ramené à 1 041 \$ et celui avec les régions ressources à 1 824 \$.
- Entre 2007 et 2011, la diminution des écarts entre les blocs régionaux s'explique par la croissance plus rapide du revenu disponible des ménages par habitant dans les régions ressources (+3,8 % par année) et les régions manufacturières (+2,4 %) que dans les régions urbaines (+1,8 %).

Graphique 1.6a

Revenu disponible des ménages, par habitant, selon les blocs régionaux, 2007 et 2011
(en dollars)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

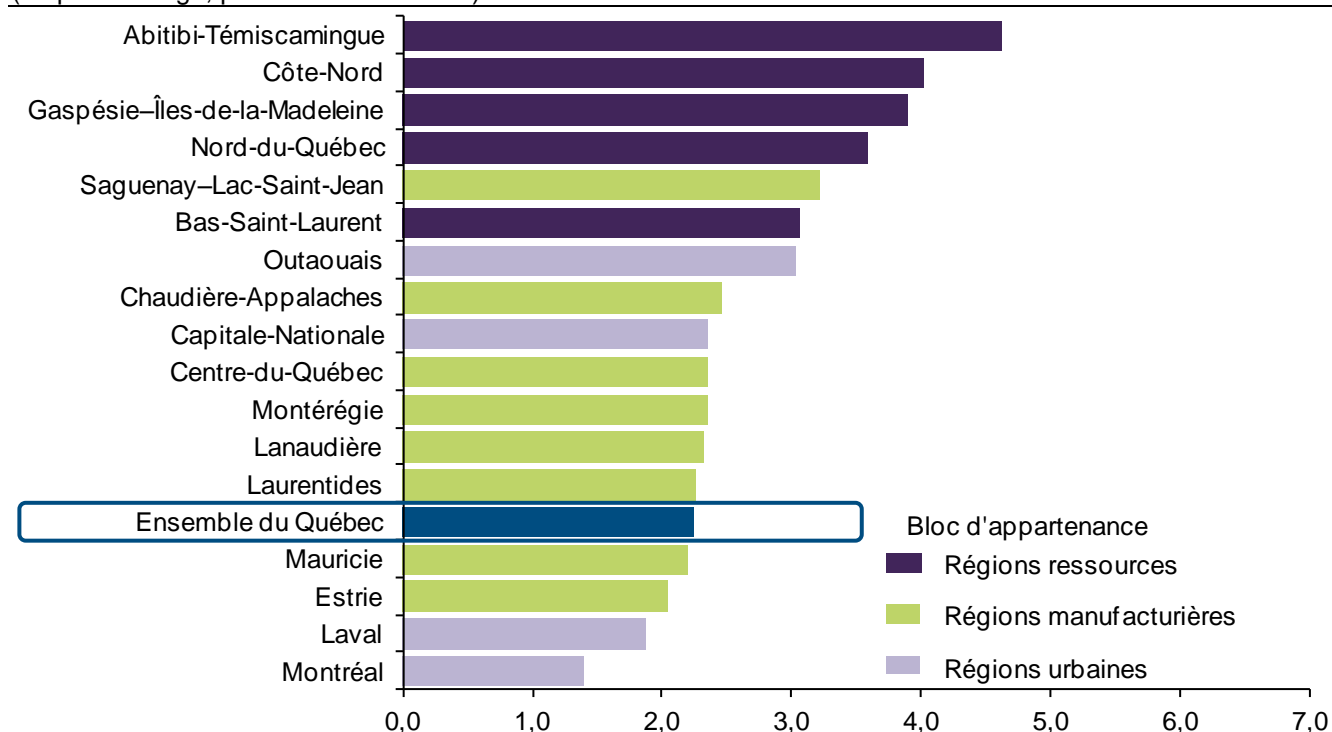
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- Entre 2007 et 2011, on observe dans les 17 régions du Québec une augmentation du revenu disponible des ménages par habitant, et 13 régions connaissent une augmentation plus rapide que l'ensemble du Québec.
- Au cours de cette période, l'Abitibi-Témiscamingue (+4,6 % par année), la Côte-Nord (+4,0 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+3,9 %) et le Nord-du-Québec (+3,6 %) enregistrent la croissance la plus rapide de leur revenu disponible par habitant.
- Entre 2007 et 2011, 4 régions affichent un rythme de croissance du revenu disponible des ménages par habitant plus modéré que celui de l'ensemble du Québec (+2,2 % annuellement) : Montréal (+1,4 %), Laval (+1,9 %), l'Estrie (+2,0 %) et la Mauricie (+2,19 %).
- En 2011, le revenu personnel disponible des ménages par habitant s'établit, selon les régions, entre 85,9 % et 105,5 % de la moyenne du Québec. En 2007, il se situait, selon les régions, entre 80,5 % et 106,4 % de la moyenne du Québec.
- Finalement, 2 régions affichent une croissance rapide du revenu disponible des ménages par habitant, ce qui leur permet de passer d'un niveau inférieur à celui de l'ensemble du Québec en 2007 à un niveau supérieur en 2011. Il s'agit de l'Abitibi-Témiscamingue (27 050 \$) et de la Côte-Nord (26 954 \$).

Graphique 1.6b

Variation¹ du revenu disponible des ménages, par habitant, selon les régions administratives, 2007 à 2011
(en pourcentage, par ordre décroissant)



1. Taux de croissance annuel composé.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 1.6

Revenu disponible des ménages, par habitant, 2007 et 2011¹

Régions administratives	Revenu disponible des ménages par habitant		Variation ²	Indice		Écart
	2007	2011	2007-2011	2007	2011	2007-2011
	En \$		En %	(Québec = 100)		En point d'indice
01 Bas-Saint-Laurent	19 937	22 484	3,1	84,9	87,7	2,8
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	21 221	24 077	3,2	90,4	93,9	3,5
03 Capitale-Nationale	24 104	26 448	2,3	102,7	103,1	0,5
04 Mauricie	20 819	22 700	2,2	88,7	88,5	-0,2
05 Estrie	21 344	23 128	2,0	90,9	90,2	-0,7
06 Montréal	24 991	26 412	1,4	106,4	103,0	-3,4
07 Outaouais	22 637	25 504	3,0	96,4	99,4	3,0
08 Abitibi-Témiscamingue	22 583	27 050	4,6	96,2	105,5	9,3
09 Côte-Nord	23 037	26 954	4,0	98,1	105,1	7,0
10 Nord-du-Québec	21 469	24 712	3,6	91,4	96,4	4,9
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18 901	22 017	3,9	80,5	85,9	5,4
12 Chaudière-Appalaches	22 264	24 533	2,5	94,8	95,7	0,8
13 Laval	24 314	26 173	1,9	103,5	102,1	-1,5
14 Lanaudière	22 794	24 975	2,3	97,1	97,4	0,3
15 Laurentides	23 903	26 120	2,2	101,8	101,8	0,0
16 Montérégie	24 305	26 666	2,3	103,5	104,0	0,5
17 Centre-du-Québec	21 227	23 290	2,3	90,4	90,8	0,4
Ensemble du Québec	23 480	25 646	2,2	100,0	100,0	...
Régions ressources	21 054	24 470	3,8	89,7	95,4	5,7
Régions manufacturières	22 988	25 253	2,4	97,9	98,5	0,6
Régions urbaines	24 481	26 294	1,8	104,3	102,5	-1,7

1. Données provisoires pour 2011.

2. Taux de croissance annuel composé.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

1.7 Transferts gouvernementaux

Les transferts gouvernementaux⁶ se mesurent à l'aide des transferts courants aux particuliers en provenance des administrations publiques, notamment les prestations d'assurance emploi et les prestations d'assurance parentale. Lorsqu'ils sont supérieurs à la moyenne québécoise pour une région, cela signifie que les revenus de cette population dépendent davantage des paiements de transfert gouvernementaux.

Ensemble du Québec

En 2011, les transferts gouvernementaux au Québec équivalent à 18,85 \$ par tranche de 100 \$ du revenu primaire des ménages. Par rapport à 2007, il s'agit d'une hausse de 1,37 \$.

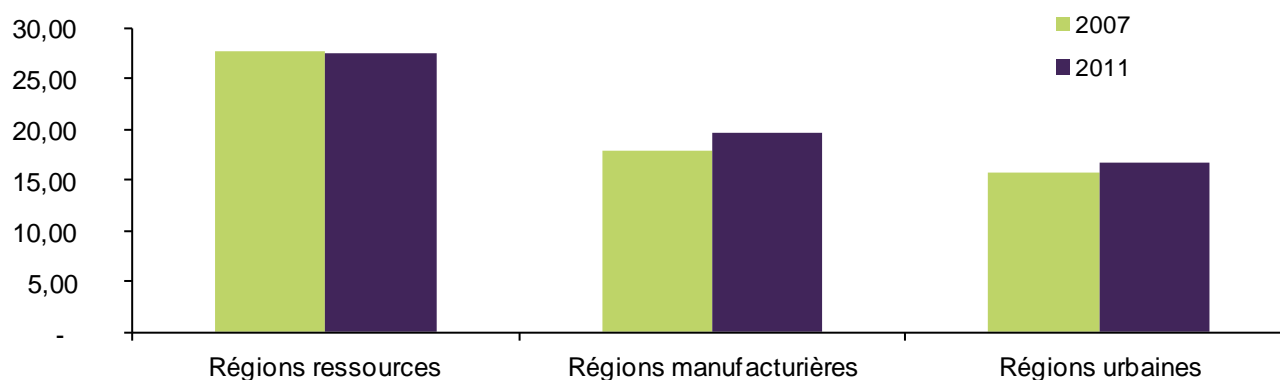
Blocs régionaux

Depuis 2007, les transferts gouvernementaux sont nettement plus importants dans les régions ressources qu'ailleurs au Québec. Dans une moindre mesure, la population des régions manufacturières affiche aussi une plus forte dépendance envers ces paiements comparativement à l'ensemble du Québec. Seul le bloc régional des régions urbaines en reçoit moins que la moyenne québécoise.

- En 2007, les transferts gouvernementaux sont 58,5 % plus importants dans les régions ressources qu'au Québec, alors qu'ils ne le sont que de 2,3 % dans les régions manufacturières. À l'inverse, ces transferts sont 10,2 % moins importants dans les régions urbaines que dans l'ensemble du Québec.
- En 2011, les transferts gouvernementaux atteignent 27,57 \$ par tranche de 100 \$ du revenu primaire des ménages dans les régions ressources. Cela représente 7,95 \$ de plus que les transferts observés dans les régions manufacturières (19,62 \$) et 10,76 \$ de plus que dans les régions urbaines (16,81 \$).
- De 2007 à 2011, les transferts gouvernementaux diminuent néanmoins dans les régions ressources (-0,14 \$ par tranche de 100 \$ du revenu primaire des ménages), alors qu'ils augmentent dans les régions manufacturières (+1,73 \$) et urbaines (+1,11 \$).

Graphique 1.7a

Transferts gouvernementaux, selon les blocs régionaux, 2007 et 2011
(en dollars, par tranche de 100 \$ du revenu primaire des ménages)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

6. Représente les transferts des administrations publiques par tranche de 100 \$ du revenu primaire des ménages.

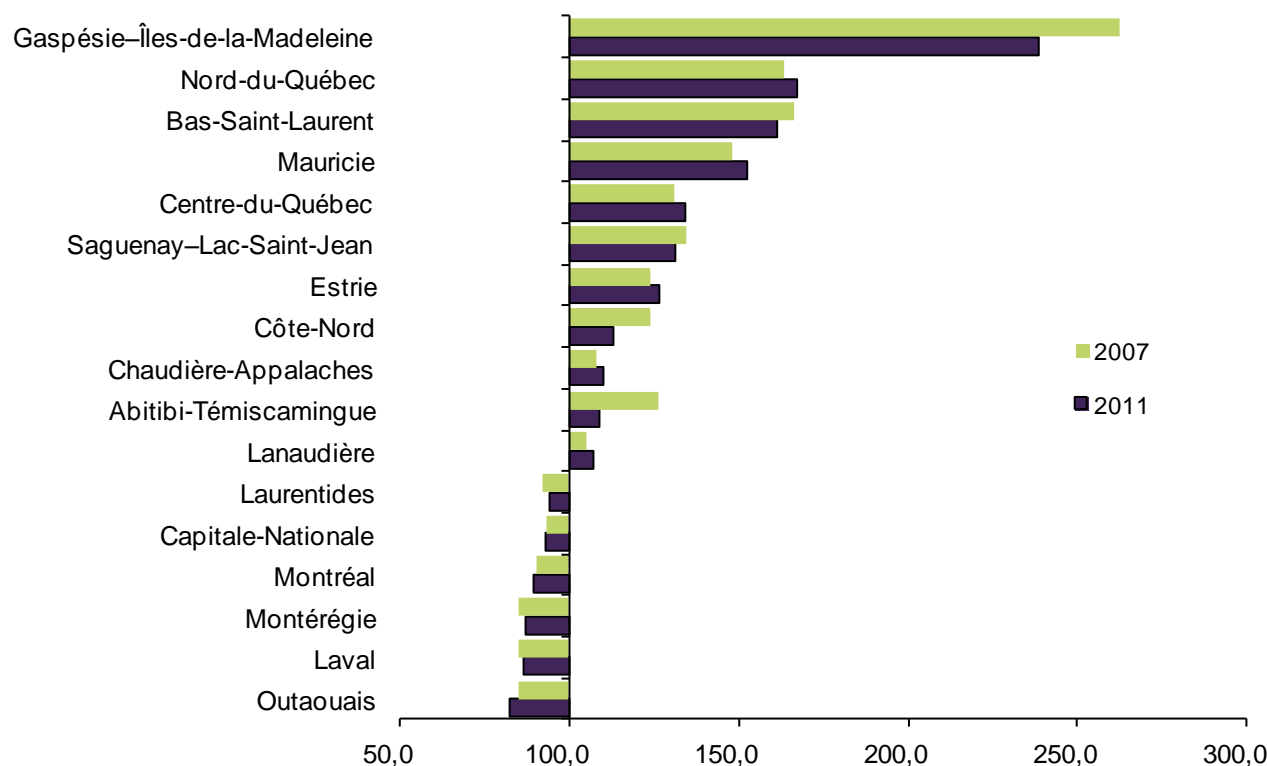
Régions administratives

- En 2011, 10 des 17 régions administratives du Québec reçoivent davantage de paiements de transferts gouvernementaux que l'ensemble du Québec.
- Année après année, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affiche, de loin, le niveau de transferts gouvernementaux le plus élevé, notamment à cause de l'importance des transferts d'assurance emploi et des prestations de sécurité de la vieillesse. Néanmoins, par rapport à l'ensemble du Québec (100), cette dépendance régresse significativement entre 2007 (262,3) et 2011 (238,6) dans la région.
- En 2011, parmi les autres régions administratives, le Nord-du-Québec (31,56 \$ par tranche de 100 \$ du revenu primaire des ménages), le Bas-Saint-Laurent (30,46 \$) et la Mauricie (28,78 \$) sont plus dépendants des transferts gouvernementaux.
- À l'inverse, l'Outaouais (15,54 \$ par tranche de 100 \$ du revenu primaire des ménages), Laval (16,26 \$) et la Montérégie (16,41 \$) enregistrent les plus faibles niveaux de transferts gouvernementaux.
- Enfin, en 2011, les transferts gouvernementaux se situent, selon la région, entre 82,5 % et 238,6 % de la moyenne québécoise.

Graphique 1.7b

Transferts gouvernementaux, selon les régions administratives, 2007 et 2011

(en point d'indice, Québec = 100, par ordre décroissant de 2011)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 1.7

Transferts gouvernementaux, 2007 et 2011¹

Régions administratives	Transferts gouvernementaux		Indice	
	2007	2011	2007	2011
	Par 100 \$ du revenu primaire		(Québec = 100)	
01 Bas-Saint-Laurent	29,10	30,46	166,5	161,6
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	23,56	24,76	134,7	131,4
03 Capitale-Nationale	16,33	17,54	93,4	93,1
04 Mauricie	25,86	28,78	147,9	152,7
05 Estrie	21,64	23,89	123,8	126,7
06 Montréal	15,79	16,90	90,3	89,7
07 Outaouais	14,89	15,54	85,2	82,5
08 Abitibi-Témiscamingue	22,03	20,52	126,0	108,9
09 Côte-Nord	21,65	21,33	123,8	113,2
10 Nord-du-Québec	28,61	31,56	163,6	167,5
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	45,85	44,97	262,3	238,6
12 Chaudière-Appalaches	18,92	20,71	108,2	109,9
13 Laval	14,89	16,26	85,2	86,3
14 Lanaudière	18,38	20,20	105,1	107,2
15 Laurentides	16,07	17,76	91,9	94,3
16 Montérégie	14,87	16,41	85,0	87,1
17 Centre-du-Québec	22,91	25,32	131,0	134,4
Ensemble du Québec	17,48	18,85	100,0	100,0
Régions ressources	27,71	27,57	158,5	146,3
Régions manufacturières	17,89	19,62	102,3	104,1
Régions urbaines	15,71	16,81	89,8	89,2

1. Données provisoires pour 2011.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Chapitre 2 – Structure industrielle

Au fil des ans, la structure industrielle évolue sous l'effet de différents changements profonds, tant internes qu'externes. Parmi les plus marquants, signalons la situation démographique, le développement technologique et l'économie du savoir, l'avènement d'une économie de loisirs, la concurrence locale et étrangère ainsi que la tertiarisation de l'économie. Ces changements se transposent dans les régions et ils en modifient l'évolution.

Les indicateurs disponibles les plus pertinents pour illustrer les transformations survenues au sein de la structure industrielle dans les régions relèvent principalement de la répartition de l'emploi et des entreprises. Parmi ces indicateurs, on compte :

- la diversité industrielle;
- les établissements, par grand secteur d'activité;
- les établissements, par taille;
- le produit intérieur brut, par catégorie d'industrie;
- l'emploi, par grand secteur d'activité;
- l'emploi, par domaine de fabrication;
- l'emploi, par grand groupe de services.

2.1 Diversité industrielle

La diversité industrielle⁷ d'un territoire dépend de plusieurs facteurs, notamment de sa dotation en ressources naturelles, de sa situation géographique, de la densité de sa population et de la taille de son économie. Au Québec, les écarts en matière de diversité industrielle se mesurent surtout dans les régions les plus éloignées des grands centres urbains. La diversité des assises industrielles assure une résistance accrue aux chocs économiques.

Ensemble du Québec

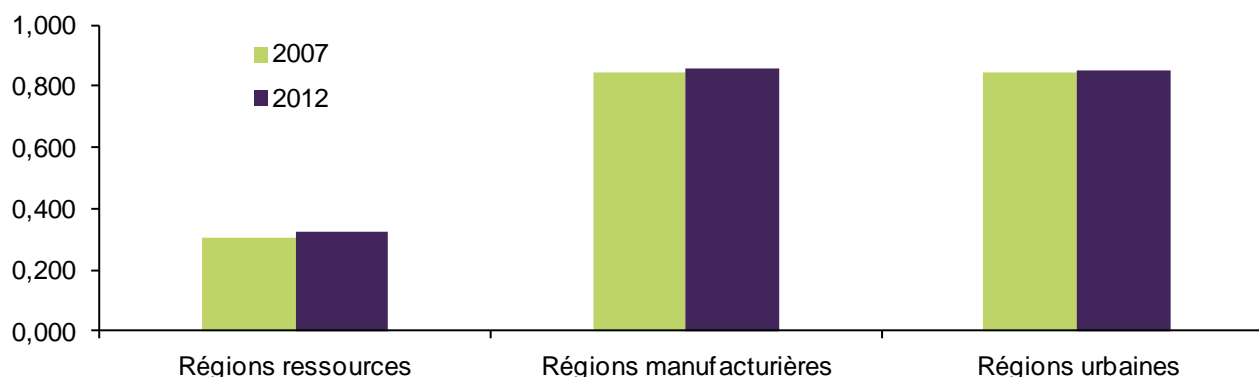
Le Québec est un territoire dont l'économie est fortement diversifiée. Au Canada, le Québec se compare avantageusement à toutes les autres provinces. Cela explique en partie la résilience dont a fait preuve le Québec au cours de la dernière crise économique.

Blocs régionaux

L'indice de diversité économique des blocs régionaux n'évolue que très lentement. Néanmoins, tous les blocs régionaux présentent une diversité accrue de leur structure industrielle depuis 5 ans.

- En 2012, pour la première fois, le bloc des régions manufacturières est celui dont la structure industrielle est la plus diversifiée, avec un indice de 0,860⁸. L'indice des régions urbaines s'établit à 0,854, soit un niveau similaire à celui des régions manufacturières. De plus, les régions ressources affichent un degré de diversité beaucoup moins grand que le Québec ou les autres blocs régionaux, soit un indice de 0,326.
- Enfin, de 2007 à 2012, l'indice de diversité industrielle des régions ressources (+0,021 point d'indice) est celui qui augmente le plus. Par ailleurs, avec une hausse de 0,015 point sur 5 ans, l'indice des régions manufacturières progresse plus rapidement que celui des régions urbaines (+0,007 point).

Graphique 2.1a
Indice de diversité industrielle, selon les blocs régionaux, 2007 et 2012
(en point d'indice)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

7. L'indice de diversité industrielle retenu, l'indice de Hachman, mesure la similarité entre la structure industrielle des régions administratives et celle du Québec.

8. Un indice qui se rapproche de 1 signifie que la structure industrielle de la région ressemble à celle du Québec (fortement diversifiée). À l'inverse, un indice qui se rapproche de 0 signifie que la structure de la région diffère de celle du Québec.

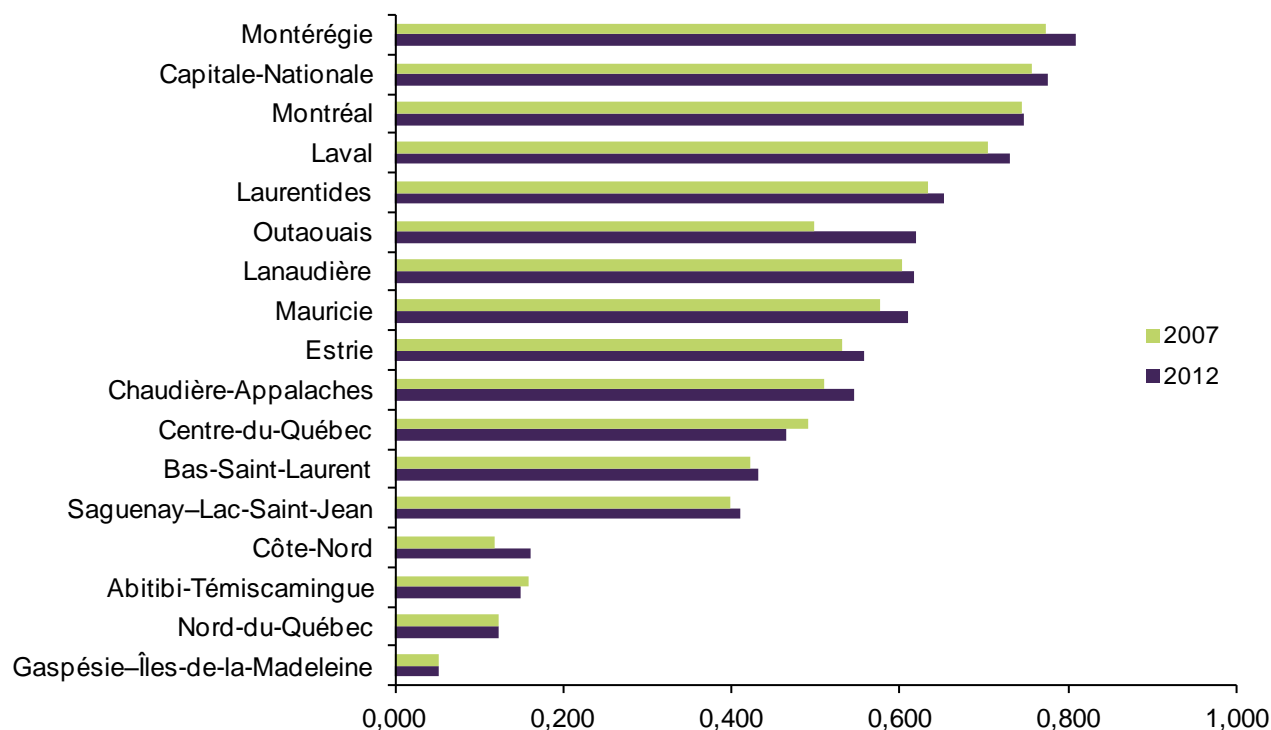
Régions administratives

- En 2012, la Montérégie (0,809 point), la Capitale-Nationale (0,776), Montréal (0,746) et Laval (0,730) affichent les indices de diversité industrielle les plus élevés au Québec⁹. Ces régions, toutes très peuplées et urbanisées, ont accès à un important bassin de main-d'œuvre et de consommateurs ainsi qu'à des infrastructures de transport international. Ces conditions favorisent l'émergence d'industries afin de répondre aux différents besoins de la région et d'ailleurs.
- À l'opposé, en 2012, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (0,052 point), le Nord-du-Québec (0,124), l'Abitibi-Témiscamingue (0,148) et la Côte-Nord (0,162) enregistrent un indice de diversité industrielle clairement plus faible que la moyenne québécoise. Ces régions sont généralement tournées vers l'exploitation des ressources naturelles, et leur agriculture est très peu développée. La prédominance de grands donneurs d'ordres, comme les scieries et les mines, ainsi que la faible présence de services moteurs explique la différence marquée avec les autres régions.
- Entre 2007 et 2012, l'Outaouais (+0,121 point) affiche une croissance notable de son indice de diversité, et elle passe du 10^e au 6^e rang parmi les régions du Québec. La Côte-Nord (+0,043) et la Chaudière-Appalaches (+0,036) connaissent aussi une hausse de leur indice de diversité.
- Au cours de la même période, seules 3 régions n'ont pas vu leur indice de diversité industrielle augmenter. Ces régions sont le Centre-du-Québec (-0,026 point), l'Abitibi-Témiscamingue (-0,009) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (-0,001).

Graphique 2.1b

Indice de diversité industrielle, selon les régions administratives, 2007 et 2012

(en point d'indice, par ordre décroissant de 2012)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

9. Un indice qui se rapproche de 1 signifie que la structure industrielle de la région ressemble à celle du Québec (fortement diversifiée). À l'inverse, un indice qui se rapproche de 0 signifie que la structure de la région diffère de celle du Québec.

Tableau 2.1

Indice de diversité industrielle, 2007 et 2012

Régions administratives	Indice de diversité industrielle ¹		Évolution
	2007 Québec = 1	2012	2007-2012 En point d'indice
01 Bas-Saint-Laurent	0,422	0,433	0,011
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	0,399	0,410	0,011
03 Capitale-Nationale	0,756	0,776	0,020
04 Mauricie	0,577	0,610	0,033
05 Estrie	0,532	0,557	0,025
06 Montréal	0,745	0,746	0,002
07 Outaouais	0,497	0,618	0,121
08 Abitibi-Témiscamingue	0,158	0,148	-0,009
09 Côte-Nord	0,119	0,162	0,043
10 Nord-du-Québec	0,123	0,124	0,001
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0,053	0,052	-0,001
12 Chaudière-Appalaches	0,509	0,545	0,036
13 Laval	0,704	0,730	0,026
14 Lanaudière	0,603	0,616	0,013
15 Laurentides	0,633	0,653	0,020
16 Montérégie	0,774	0,809	0,035
17 Centre-du-Québec	0,491	0,465	-0,026
Ensemble du Québec	1,000	1,000	...
Régions ressources	0,305	0,326	0,021
Régions manufacturières	0,845	0,860	0,015
Régions urbaines	0,847	0,854	0,007

1. Estimé selon la méthode de Hachman qui pondère les quotients de localisation selon la répartition de l'emploi. Un indice qui se rapproche de 1 signifie que la structure industrielle de la région ressemble à celle du Québec. À l'inverse, un indice qui se rapproche de 0 signifie que la structure de la région diffère de celle du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

2.2 Établissements, par grand secteur d'activité

Prise dans son ensemble, la base industrielle du Québec se tourne de plus en plus vers une économie de services plutôt que vers la fabrication de biens et l'exploitation de ressources naturelles. Cependant, on observe une grande disparité à cet égard selon les régions.

Ensemble du Québec

En 2012, au Québec, parmi les 234 833 établissements répertoriés, 3 sur 4 exercent leur activité dans le secteur tertiaire (services), 17,5 % sont actifs dans le secteur secondaire (construction et fabrication), alors que moins de 6 % le sont dans le secteur primaire. Cela illustre la tertiarisation de la structure industrielle québécoise.

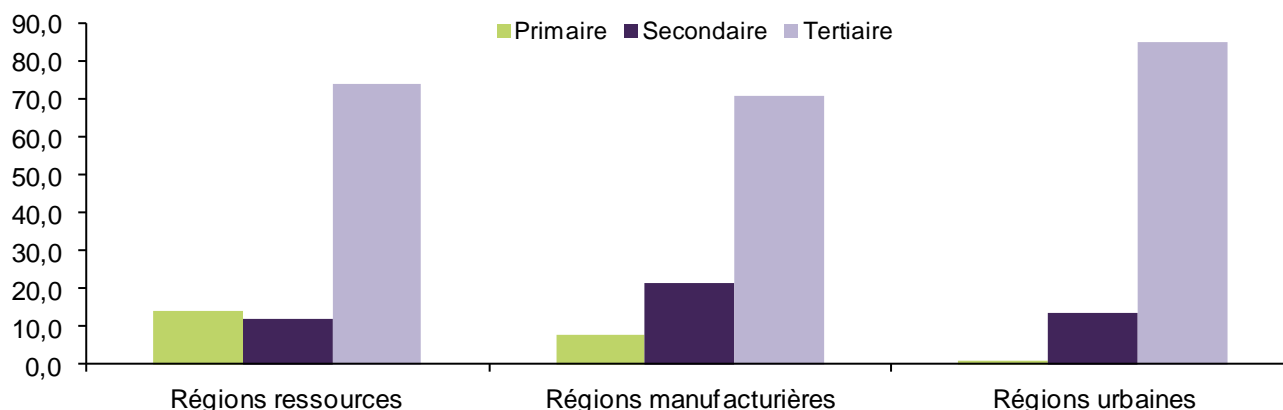
Blocs régionaux

Parmi les blocs régionaux, la part la plus élevée d'établissements du secteur primaire se trouve dans les régions ressources, celle du secteur secondaire dans les régions manufacturières et celle du secteur tertiaire dans les régions urbaines.

- En 2012, les établissements du secteur primaire sont davantage présents dans les régions ressources (14,1 %). Les régions manufacturières (8,0 %) ont tout de même une proportion d'établissements de ce secteur plus importante que celle observée dans l'ensemble du Québec (5,7 %). À l'inverse, les régions urbaines (1,2 %) affichent une présence plus faible du secteur primaire dans leur structure industrielle qu'ailleurs au Québec.
- Le secteur secondaire est particulièrement présent dans les régions manufacturières (21,4 %) où la construction résidentielle et la fabrication dominent la structure industrielle. Les régions urbaines (13,7 %) et ressources (12,2 %) affichent des proportions d'établissements dans le secteur secondaire plus faibles que l'ensemble du Québec.
- Finalement, en 2012, les établissements du secteur tertiaire sont très présents dans l'économie des trois blocs régionaux. Toutefois, ils représentent une proportion plus élevée dans les régions urbaines (85,1 %) que dans les régions ressources (73,8 %) et les régions manufacturières (70,7 %).

Graphique 2.2a

Répartition des établissements, par grand secteur d'activité, selon les blocs régionaux, 2012
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

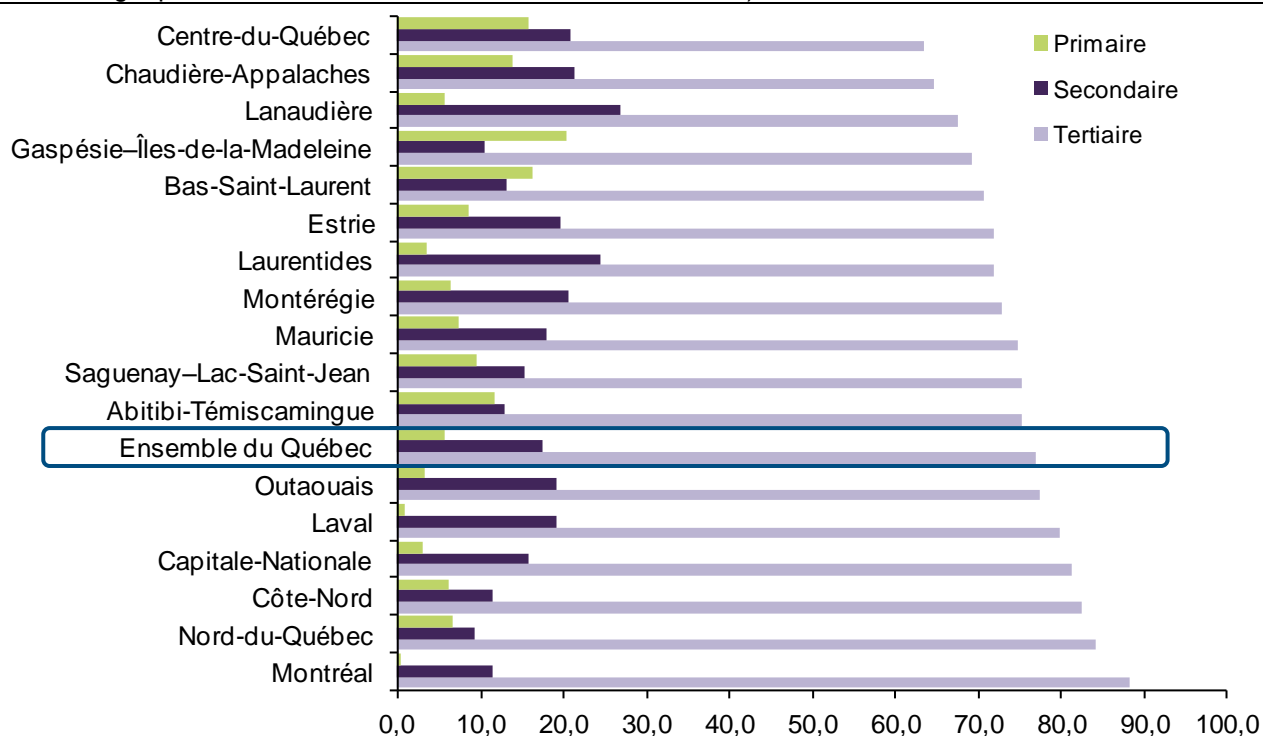
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- En 2012, seulement 6 des 17 régions ont une plus grande proportion d'établissements du secteur tertiaire que l'ensemble du Québec.
- Montréal (88,3 %), le Nord-du-Québec (84,1 %) et la Côte-Nord (82,5 %) enregistrent la plus importante proportion de ces établissements.
- À l'inverse, les régions du Centre-du-Québec (63,4 %) et de la Chaudière-Appalaches (64,6 %) affichent la plus faible part des établissements du secteur tertiaire dans leur structure industrielle.
- Lanaudière (26,8 %) et les Laurentides (24,5 %) présentent les plus fortes proportions d'établissements du secteur secondaire, notamment ceux qui ont trait à la construction. La croissance démographique de ces régions est à l'origine de ce phénomène.
- Au chapitre des établissements de fabrication, les plus fortes proportions sont observées dans le Centre-du-Québec (9,0 %), la Chaudière-Appalaches (7,7 %) et l'Estrie (7,3 %).
- Finalement, c'est en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (20,3 %) que l'on trouve la part la plus importante d'établissements du secteur primaire, conformément à son statut de région ressource.

Graphique 2.2b

Répartition des établissements, par grand secteur d'activité, selon les régions administratives, 2012
(en pourcentage, par ordre croissant en fonction du secteur tertiaire)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 2.2

Établissements, par grand secteur d'activité, 2012

Établissements, par grand secteur d'activité, 2012

Régions administratives	Établissements	Primaire	Secondaire		Tertiaire
			Fabrication	Construction	
	Nombre		En %		
01 Bas-Saint-Laurent	7 658	16,1	4,6	8,5	70,8
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	8 210	9,6	5,5	9,7	75,2
03 Capitale-Nationale	20 155	3,0	5,1	10,6	81,3
04 Mauricie	7 598	7,2	6,4	11,6	74,7
05 Estrie	9 572	8,5	7,3	12,4	71,8
06 Montréal	58 047	0,3	6,0	5,4	88,3
07 Outaouais	7 299	3,3	3,2	16,0	77,5
08 Abitibi-Témiscamingue	4 543	11,8	4,3	8,7	75,3
09 Côte-Nord	2 807	6,1	3,7	7,7	82,5
10 Nord-du-Québec	830	6,6	2,2	7,1	84,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 796	20,3	3,4	7,1	69,2
12 Chaudière-Appalaches	14 008	14,0	7,7	13,7	64,6
13 Laval	10 709	0,9	5,7	13,5	79,9
14 Lanaudière	13 211	5,7	5,9	20,9	67,5
15 Laurentides	16 413	3,6	5,4	19,1	71,9
16 Montérégie	40 906	6,4	6,2	14,5	72,9
17 Centre-du-Québec	8 662	15,8	9,0	11,8	63,4
Résidu ¹	409	20,5	6,6	5,9	67,0
Ensemble du Québec	234 833	5,7	5,9	11,5	76,8
Régions ressources	19 634	14,1	4,1	8,1	73,8
Régions manufacturières	118 580	8,0	6,5	14,9	70,7
Régions urbaines	96 210	1,2	5,6	8,2	85,1

1. Statistique Canada ne dispose pas de suffisamment d'information pour situer ces établissements avec précision.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

2.3 Établissements, par taille

La taille des établissements est un facteur important quant à leur capacité à investir et à s'adapter aux changements. Les plus petits établissements sont plus flexibles, mais le risque financier y est souvent plus élevé et peu partagé. Les grands établissements possèdent des moyens financiers plus importants et ils peuvent bénéficier d'économies d'échelle, mais leur structure administrative peut réduire leur autonomie lorsqu'il s'agit de prendre des décisions en matière d'investissement.

Ensemble du Québec

En 2012, au Québec, les microétablissements (moins de 5 employés) représentent plus de la moitié du nombre total des établissements. En ajoutant les établissements de petite et moyenne taille, les établissements de moins de 200 employés regroupent 99,1 % de l'ensemble des établissements. Les grands établissements (200 employés et plus) sont donc en minorité.

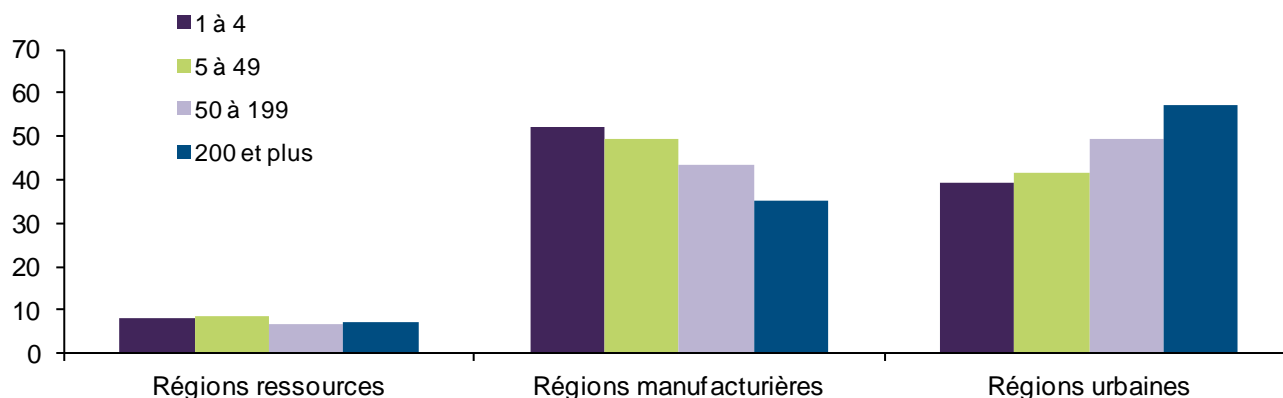
Blocs régionaux

En 2012, les établissements québécois de plus grande taille se trouvent davantage dans les régions urbaines, alors que ceux de petite taille sont regroupés dans les régions manufacturières.

- Au Québec, plus de la moitié des microétablissements (moins de 5 employés) se trouvent dans les régions manufacturières (52,1 %). Les régions urbaines (39,5 %) et ressources (8,2 %) en affichent une proportion beaucoup moins importante. Cependant, dans les trois blocs régionaux, les microétablissements représentent environ la moitié du nombre total d'établissements, tout comme dans l'ensemble Québec.
- Pour les petits établissements (5 à 49 employés), une répartition semblable est observée. Les régions manufacturières (49,6 %) en regroupent la plus grande proportion, suivies des régions urbaines (41,5 %), puis des régions ressources (8,7 %). La proportion de petits établissements dans la structure industrielle de chaque bloc régional est similaire à celle du Québec.
- Le constat est différent pour les établissements de moyenne (100 à 199 employés) et grande (200 employés et plus) taille. Pour ces établissements, ce sont plutôt les régions urbaines (49,5 % et 57,2 % respectivement) qui regroupent la plus grande part des établissements québécois. Au total, ce sont 6,4 % des établissements des régions urbaines qui ont 100 employés ou plus, contre 5,2 % au Québec.

Graphique 2.3a

Répartition des établissements par taille (nombre d'employés), selon les blocs régionaux, 2012
(en pourcentage du total des établissements)



Source : Statistique Canada.

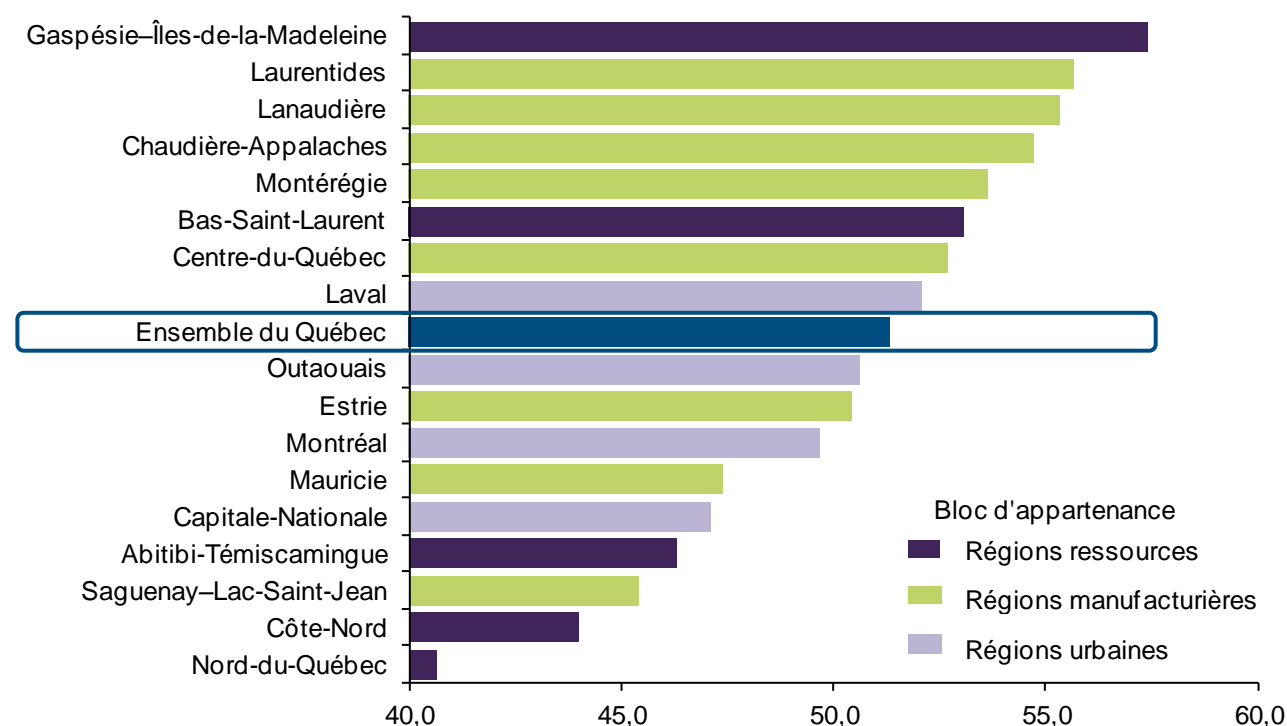
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- En 2012, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (57,4 %), les Laurentides (55,6 %), Lanaudière (55,3 %) et la Chaudière-Appalaches (54,7 %) affichent les plus fortes proportions de microétablissements dans leur structure industrielle.
- Les régions du Nord-du-Québec (40,6 %), de la Côte-Nord (43,9 %), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (45,3 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (46,3 %) ont une structure industrielle moins portée par les microétablissements que l'ensemble du Québec. Cela découle de la forte présence dans ces régions des industries d'exploitation et de transformation des ressources naturelles, dont la taille moyenne des établissements est plus élevée.
- En 2012, 8 des 17 régions administratives sont au-dessus de la moyenne de l'ensemble du Québec pour ce qui est de leur proportion de microétablissements.
- Enfin, les grands établissements occupent dans 4 régions une proportion supérieure à celle du Québec (0,9 %) : le Nord-du-Québec (2,0 %), Montréal (1,4 %), la Capitale-Nationale (1,0 %) et la Côte-Nord (0,93 %).

Graphique 2.3b

Proportion de microétablissements (1 à 4 employés), selon les régions administratives, 2012
(en pourcentage du total des établissements, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 2.3

Établissements, par taille (nombre d'employés), 2012

Régions administratives	Part en région				Part au Québec			
	1 à 4	5 à 49	50 à 199	200 et plus	1 à 4	5 à 49	50 à 199	200 et plus
	En % du total				En %			
01 Bas-Saint-Laurent	53,0	43,5	2,9	0,6	3,4	3,3	2,2	2,2
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	45,3	49,9	4,0	0,8	3,1	4,0	3,2	3,0
03 Capitale-Nationale	47,1	46,9	5,0	1,0	7,9	9,2	10,1	10,2
04 Mauricie	47,3	48,0	3,9	0,7	3,0	3,6	3,0	2,7
05 Estrie	50,4	45,2	3,7	0,7	4,0	4,2	3,5	3,3
06 Montréal	49,6	43,4	5,5	1,4	23,9	24,6	31,7	40,2
07 Outaouais	50,6	44,9	3,8	0,7	3,1	3,2	2,7	2,6
08 Abitibi-Témiscamingue	46,3	48,8	4,1	0,9	1,7	2,2	1,8	1,9
09 Côte-Nord	43,9	51,2	4,0	0,9	1,0	1,4	1,1	1,3
10 Nord-du-Québec	40,6	49,6	7,7	2,0	0,3	0,4	0,6	0,8
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	57,4	39,6	2,6	0,5	1,8	1,5	1,0	0,9
12 Chaudière-Appalaches	54,7	40,7	3,9	0,7	6,4	5,6	5,4	4,7
13 Laval	52,1	42,5	4,6	0,8	4,6	4,5	4,9	4,3
14 Lanaudière	55,3	41,5	2,9	0,4	6,1	5,4	3,8	2,6
15 Laurentides	55,6	40,4	3,4	0,6	7,6	6,5	5,5	4,4
16 Montérégie	53,6	41,9	3,9	0,6	18,2	16,8	15,8	12,3
17 Centre-du-Québec	52,7	42,9	3,9	0,5	3,8	3,6	3,3	2,3
Résidu ¹	50,6	43,0	4,4	2,0	0,2	0,2	0,2	0,4
Ensemble du Québec	51,3	43,6	4,3	0,9	100,0	100,0	100,0	100,0
Régions ressources	50,5	45,3	3,5	0,7	8,2	8,7	6,8	7,0
Régions manufacturières	52,9	42,8	3,7	0,6	52,1	49,6	43,6	35,4
Régions urbaines	49,4	44,2	5,2	1,2	39,5	41,5	49,5	57,2

1. Statistique Canada ne dispose pas de suffisamment d'information pour situer ces établissements avec précision.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

2.4 Produit intérieur brut¹⁰, par catégorie d'industrie

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur des biens et des services produits à l'intérieur des frontières d'une économie. La présence des catégories d'industries dans les économies régionales, telle que mesurée par le PIB, varie selon la dotation en ressources naturelles et la situation géographique.

Ensemble du Québec

En 2011, les industries productrices de services représentent 72,1 % du PIB du Québec, contre 27,9 % pour les industries productrices de biens. La fabrication contribue pour plus de la moitié de la production des industries productrices de biens.

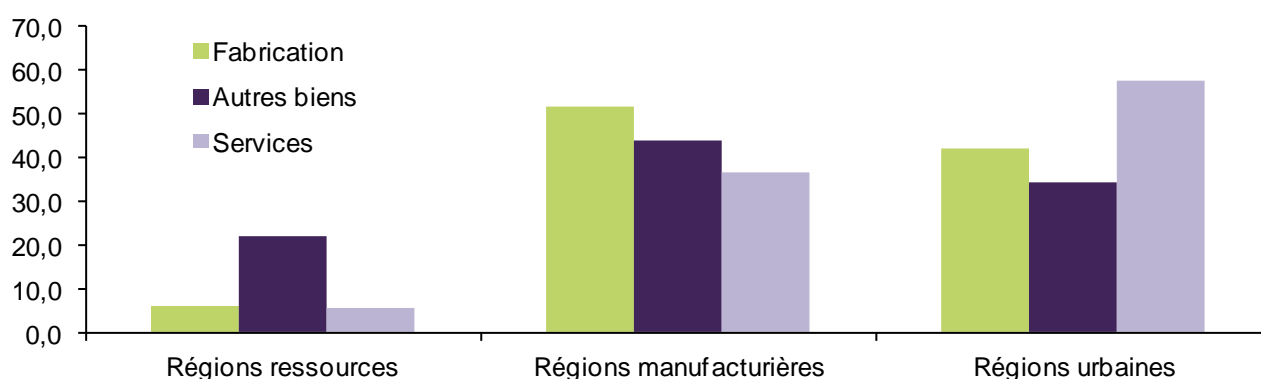
Blocs régionaux

En 2011, la plus grande part de la production des industries de services se trouve dans les régions urbaines, alors que dans les régions manufacturières et les régions ressources la production des industries de biens domine.

- Au Québec, plus de la moitié de la production du secteur de la fabrication se fait dans les régions manufacturières (51,8 %). Dans ces régions, le secteur de la fabrication représente près de 20 % du PIB, soit une proportion bien plus élevée qu'au Québec (14,3 %). Les régions urbaines suivent avec 42,2 % de la production de ce secteur au Québec, puis viennent les régions ressources avec 6,0 %.
- Par ailleurs, les régions manufacturières regroupent tout de même 43,8 % de la production des autres industries productrices de biens, suivies des régions urbaines (34,2 %) et des régions ressources (22,0 %). Dans ces dernières régions, ce secteur, qui inclut l'exploitation des ressources naturelles, les services d'utilité publique et la construction, est particulièrement important et il équivaut à 37,8 % du PIB de ce bloc régional.
- Finalement, le PIB des industries de services est principalement concentré dans les régions urbaines (57,6 %). Il s'agit du seul bloc régional dont le PIB est davantage tourné vers les industries de services (79,5 %) que l'ensemble du Québec. Les régions manufacturières (36,7 %) et les régions ressources (5,7 %) affichent une part plus faible de la production de ce secteur au Québec en 2011.

Graphique 2.4a

Part du produit intérieur brut du Québec, par catégorie d'industrie, selon les blocs régionaux, 2011
(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

10. Aux prix de base, en dollars courants.

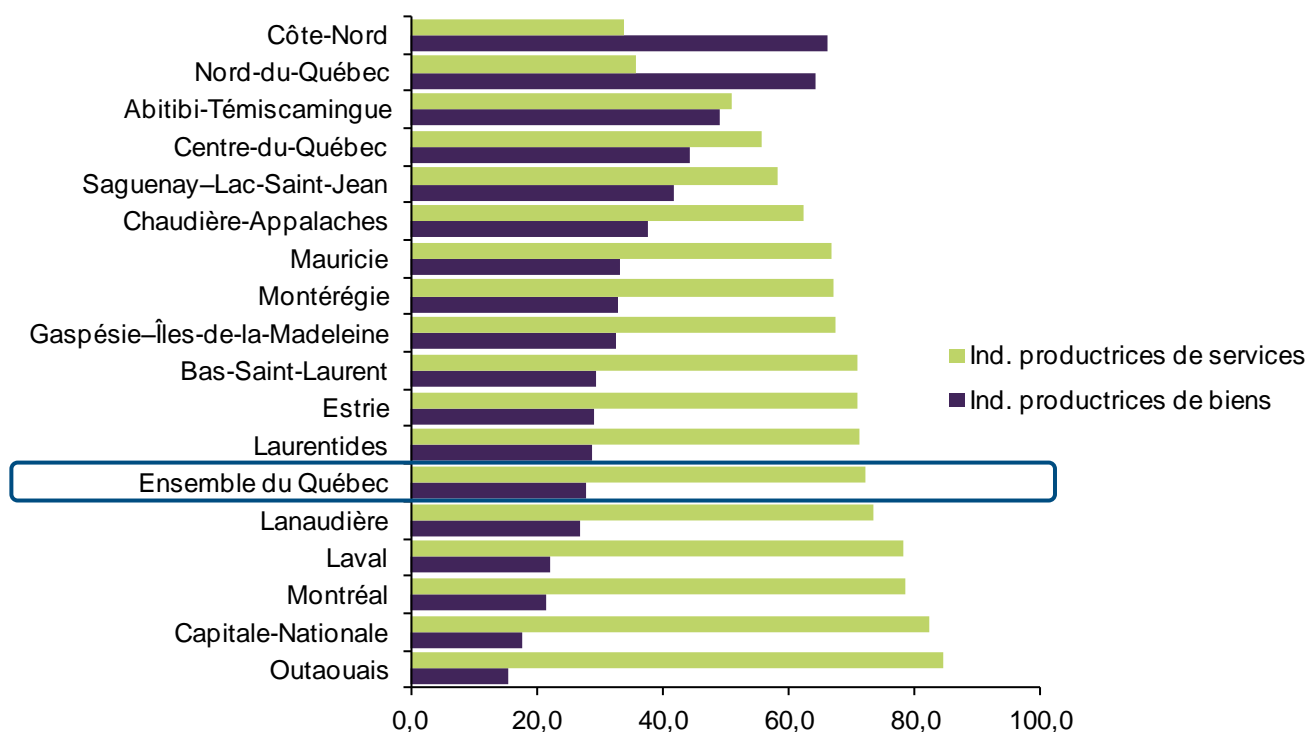
Régions administratives

- En 2011, les industries productrices de biens représentent une plus grande part du PIB des régions ressources que sont la Côte-Nord (66,2 %), le Nord-du-Québec (64,4 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (49,0 %) que dans les autres régions. C'est notamment la production des industries autres que la fabrication, comme l'exploitation minière et forestière, qui explique ce constat.
- À l'inverse, les régions urbaines que sont l'Outaouais (15,5 %), la Capitale-Nationale (17,6 %), Montréal (21,6 %) et Laval (22,0 %) affichent la plus faible part des industries productrices de biens dans leur économie. Ce résultat est la conséquence de la moindre importance des autres industries productrices de biens à Montréal et à Laval, où la quantité de ressources naturelles est limitée, et de la fabrication en Outaouais et dans la Capitale-Nationale.
- Par ailleurs, Montréal représente à elle seule 37,7 % du PIB des industries productrices de services du Québec, 32,3 % de celui de la fabrication et plus de 20 % des autres industries productrices de biens.
- À l'opposé, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ne correspond qu'à 0,8 % de la production de services du Québec, à 0,4 % de la fabrication et à 1,6 % des autres industries productrices de biens.
- La majorité des régions est davantage tournée vers les industries productrices de biens que l'ensemble du Québec. Seules les quatre régions urbaines et Lanaudière se situent sous la moyenne québécoise à cet égard.

Graphique 2.4b

Répartition du produit intérieur brut, par catégorie d'industrie, selon les régions administratives, 2011

(en pourcentage du total du produit intérieur brut, par ordre décroissant des industries productrices de services)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 2.4

Produit intérieur brut, par catégorie d'industrie, 2011

Régions administratives		Part en région			Part au Québec		
		Biens		Services	Biens		Services
		Fabrication	Autres ¹		Fabrication	Autres ¹	
		En %			En %		
01	Bas-Saint-Laurent	11,7	17,6	70,8	1,6	2,6	1,9
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	22,6	19,1	58,3	5,2	4,7	2,7
03	Capitale-Nationale	7,9	9,7	82,4	5,4	7,0	11,2
04	Mauricie	15,5	17,7	66,8	2,8	3,4	2,4
05	Estrie	18,1	11,0	70,9	4,0	2,6	3,1
06	Montréal	13,4	8,2	78,4	32,3	21,0	37,7
07	Outaouais	3,6	11,9	84,5	1,0	3,3	4,4
08	Abitibi-Témiscamingue	8,3	40,7	51,0	1,2	6,4	1,5
09	Côte-Nord	18,5	47,7	33,8	2,6	7,1	0,9
10	Nord-du-Québec	2,1	62,2	35,6	0,1	4,3	0,5
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,1	26,5	67,4	0,4	1,6	0,8
12	Chaudière-Appalaches	23,5	14,0	62,4	7,1	4,5	3,8
13	Laval	12,4	9,6	78,0	3,5	2,9	4,4
14	Lanaudière	12,4	14,4	73,2	3,1	3,8	3,6
15	Laurentides	13,8	14,9	71,3	5,0	5,7	5,2
16	Montréal	18,9	14,1	67,0	19,8	15,6	14,0
17	Centre-du-Québec	25,5	18,8	55,7	4,7	3,6	2,0
Ensemble du Québec		14,3	13,6	72,1	100,0	100,0	100,0
	Régions ressources	10,8	37,8	51,5	6,0	22,0	5,7
	Régions manufacturières	18,6	14,9	66,5	51,8	43,8	36,7
	Régions urbaines	11,6	8,9	79,5	42,2	34,2	57,6

1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse, mines, services d'utilité publique, construction.

Afin de connaître les niveaux de produit intérieur brut, se référer à la section 1.1 du présent document.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

2.5 Emploi, par grand secteur d'activité

La structure de l'emploi met en relief l'orientation que prend l'économie d'une société. Au Québec, la tertiarisation de l'économie, qui désigne le processus historique voulant que l'économie se tourne vers les services, se poursuit depuis plus d'un siècle.

Ensemble du Québec

En 2012, la part de l'emploi du secteur tertiaire dans l'économie du Québec s'élève à près de 80 %. Le secteur secondaire, composé de la fabrication et de la construction, regroupe 18,6 % de l'emploi total du Québec. Seuls 2,3 % des emplois se trouvent dans le secteur primaire.

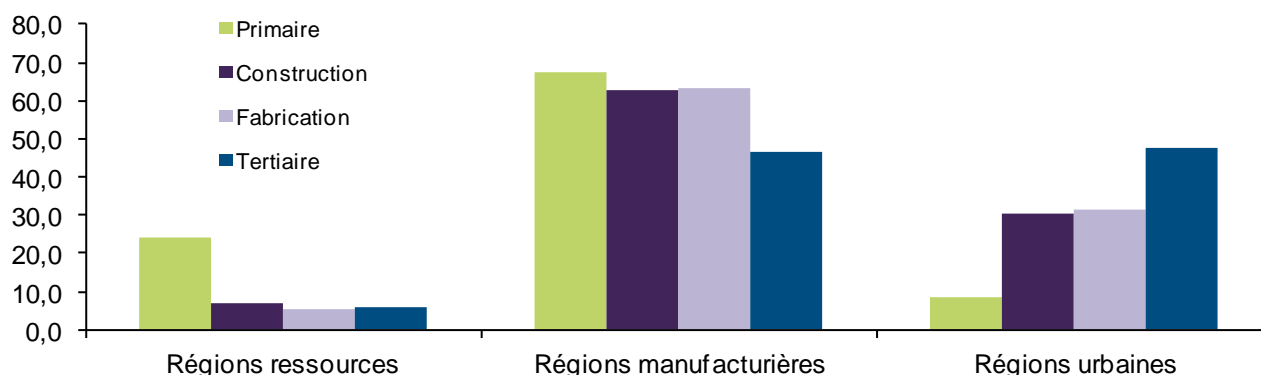
Blocs régionaux

La répartition des emplois selon les blocs régionaux démontre l'importance du secteur primaire dans les régions ressources, du secteur secondaire (fabrication et construction) dans les régions manufacturières et du secteur tertiaire dans les régions urbaines.

- Les emplois du secteur primaire sont principalement regroupés dans les régions manufacturières (67,2 % et ressources (24,2 %). Ce phénomène résulte de l'exploitation des ressources naturelles (forêts et mines) des régions ressources, dont 8,9 % des emplois dépendent, soit quatre fois plus qu'au Québec. Dans les régions manufacturières, ce secteur est davantage représenté par l'agriculture et l'extraction de ressources naturelles destinées à l'industrie de la construction (forêts et carrières de minerais non métalliques).
- Au Québec, les emplois des secteurs de la construction et de la fabrication se trouvent majoritairement dans les régions manufacturières (62,7 % et 63,3 % respectivement). Ainsi, à l'intérieur de ces régions, 23,5 % des emplois dépendent du secteur secondaire (fabrication et construction réunies), contre 18,6 % au Québec.
- Finalement, les emplois du secteur tertiaire se répartissent surtout entre les régions urbaines (47,5 %) et manufacturières (46,6 %). Cependant, au sein des régions urbaines, ce secteur revêt une importance relative beaucoup plus grande, car 86,3 % des emplois s'y trouvent, contre 79,0 % au Québec.

Graphique 2.5a

Part de l'emploi au Québec, par grand secteur d'activité, selon les blocs régionaux, 2012
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

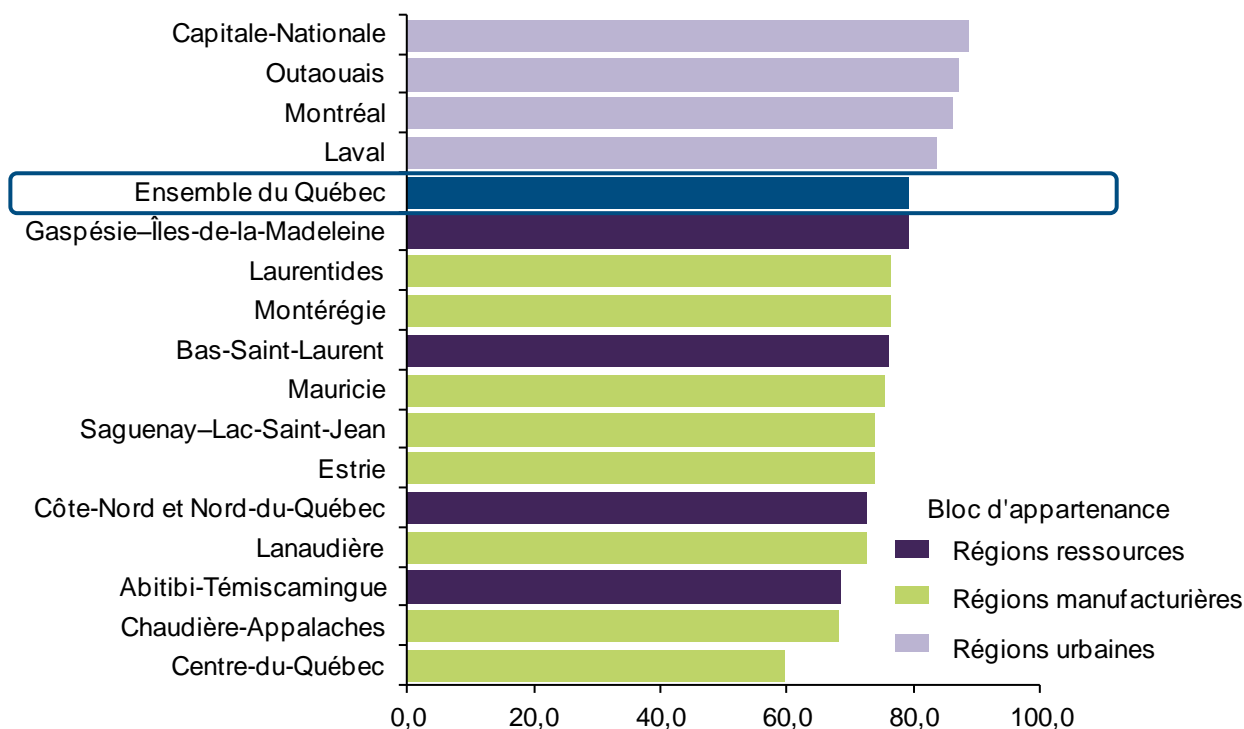
Régions administratives

- La majorité des régions comptent une part de l'emploi du secteur tertiaire légèrement inférieure à celle de l'ensemble du Québec. Cela s'explique par le poids des régions urbaines dans l'ensemble du Québec au chapitre de l'emploi, car la tertiarisation de l'économie est surtout le fait de celles-ci.
- À cet égard, en 2012, la Capitale-Nationale affiche la plus forte tertiarisation de son économie (88,4 % de l'emploi total), suivie de près par l'Outaouais (87,0 %) et Montréal (86,0 %), puis par Laval (83,3 %).
- À l'inverse, le Centre-du-Québec et la Chaudière-Appalaches sont les régions dont l'économie est la moins tournée vers le secteur tertiaire, notamment à cause du poids de leur secteur manufacturier (23,4 % et 20,8 % de l'emploi total, respectivement).
- De même, la forte présence du secteur primaire en Abitibi-Témiscamingue (15,7 % du total de l'emploi) explique la tertiarisation plus limitée de son économie, davantage tournée vers l'exploitation minière et forestière.
- La croissance démographique dans Lanaudière explique l'importance du secteur de la construction (12,0 % du total des emplois) dans cette région. Sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec, les grands projets d'infrastructures de transport, d'hydroélectricité et de mines favorisent aussi l'emploi dans la construction (10,0 %).

Graphique 2.5b

Part de l'emploi dans le secteur tertiaire, selon les régions administratives, 2012

(en pourcentage du total de l'emploi, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 2.5

Emploi, par grand secteur d'activité, 2012

Régions administratives		Part en région			Part au Québec				
		Primaire	Secondaire		Tertiaire	Primaire	Secondaire		Tertiaire
			Constr.	Fabr.			Constr.	Fabr.	
En % du total de l'emploi					En %				
01	Bas-Saint-Laurent	5,6	5,8	13,0	75,7	5,8	2,2	2,4	2,3
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	5,3	8,2	12,9	73,6	7,3	4,2	3,3	2,9
03	Capitale-Nationale	1,0	4,7	5,9	88,4	4,3	7,3	4,5	10,7
04	Mauricie	4,0	6,5	14,3	75,2	4,9	3,0	3,2	2,7
05	Estrie	2,9	4,6	18,9	73,5	4,7	2,7	5,5	3,4
06	Montréal	0,1 ^e	3,0	10,8	86,0	1,5 ^e	11,7	20,5	25,7
07	Outaouais	1,0	8,2	3,8	87,0	2,2	6,6	1,5	5,4
08	Abitibi-Témiscamingue	15,7	6,3	9,6	68,2	12,0	1,8	1,3	1,5
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	6,4	10,0	11,1	72,5	3,6	2,1	1,1	1,2
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7,4	6,8	6,8	78,9	2,9	1,0	0,5	0,9
12	Chaudière-Appalaches	4,5	6,9	20,8	67,8	10,4	6,0	8,9	4,6
13	Laval	0,2 ^e	5,2	11,3	83,3	0,4 ^e	4,5	4,8	5,6
14	Lanaudière	2,5	12,0	13,1	72,4	6,5	11,8	6,3	5,5
15	Laurentides	1,1	9,1	13,7	76,2	3,6	11,1	8,2	7,2
16	Montérégie	2,4	6,5	15,1	76,0	19,6	20,2	22,8	18,2
17	Centre-du-Québec	8,9	8,3	23,4	59,3	10,2	3,6	5,0	2,0
Ensemble du Québec		2,3	6,1	12,5	79,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Régions ressources		8,9	6,9	10,8	73,4	24,2	7,1	5,4	5,9
Régions manufacturières		3,1	7,7	15,8	73,5	67,2	62,7	63,3	46,6
Régions urbaines		0,4	4,2	9,0	86,3	8,5	30,1	31,3	47,5

Afin de connaître les niveaux d'emploi, se référer à la section 5.1 du présent document.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

2.6 Emploi, par domaine de fabrication

Le secteur de la fabrication représente plus de 12 % des emplois du Québec en 2012. Il peut être analysé selon deux grands domaines : l'un traditionnel (ressources naturelles et produits de consommation) et l'autre complexe. Le domaine de fabrication traditionnel inclut notamment les secteurs du bois, de l'alimentation, du papier, des vêtements et des meubles. Le domaine de fabrication complexe comprend, entre autres, l'impression, les machines, le matériel de transport et les produits informatiques et électroniques.

Ensemble du Québec

En 2012, le domaine de fabrication traditionnel (ressources naturelles et produits de consommation) représente 7,8 % du total de l'emploi au Québec, tandis que la fabrication complexe occupe 4,8 % des travailleurs. Le déclin qu'a connu le secteur manufacturier au cours de la dernière décennie a touché tous les domaines de la fabrication.

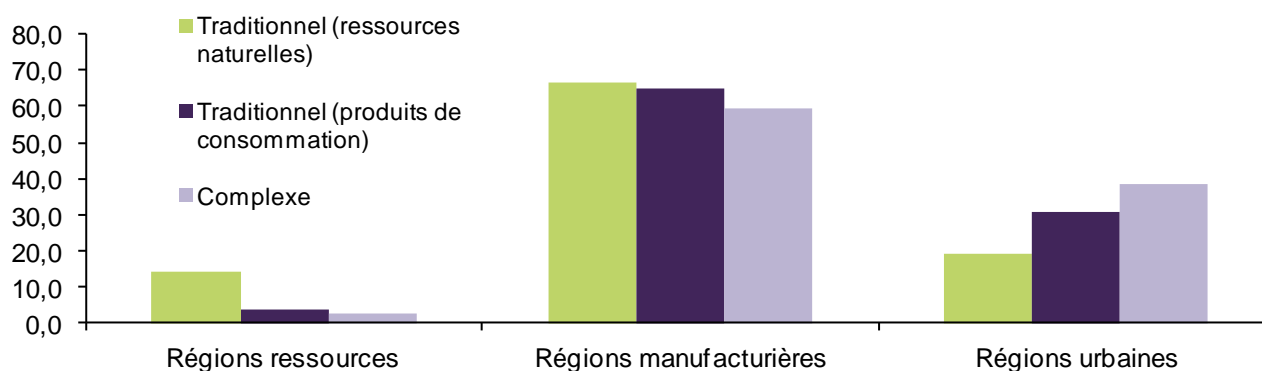
Blocs régionaux

En 2012, les régions manufacturières affichent la part la plus importante du total de l'emploi au Québec dans tous les domaines de la fabrication. Cependant, dans les régions ressources, la proportion des travailleurs domine dans le domaine de la transformation des ressources naturelles, alors que dans les régions urbaines la part des emplois de la transformation complexe est la plus importante.

- Au Québec, les emplois dans le domaine de la transformation des ressources naturelles sont majoritairement concentrés dans les régions manufacturières (66,8 % du total québécois). Néanmoins, ils représentent une part importante de l'emploi au sein des régions ressources (5,7 %). La part de l'emploi de ce domaine de fabrication demeure relativement peu importante à l'intérieur du bloc des régions urbaines (1,1 %).
- Le domaine de la transformation des produits de consommation dépend de la proximité des bassins de consommation et des voies de communication internationales. Au Québec, la majorité des emplois de ce domaine de fabrication se concentre dans les régions manufacturières (65,1 %) et urbaines (30,9 %). Dans les régions manufacturières, 6,7 % du total des emplois y sont consacrés.
- Finalement, la transformation complexe est surtout le fait des régions manufacturières (59,3 %) et urbaines (38,3 %). Ce domaine est le plus important pour les régions urbaines (4,2 % de l'emploi du bloc régional) qui bénéficient de la proximité de centres de recherche, de services financiers et scientifiques ainsi que de la disponibilité d'une main-d'œuvre très qualifiée.

Graphique 2.6a

Part de l'emploi au Québec, par domaine de fabrication, selon les blocs régionaux, 2012
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

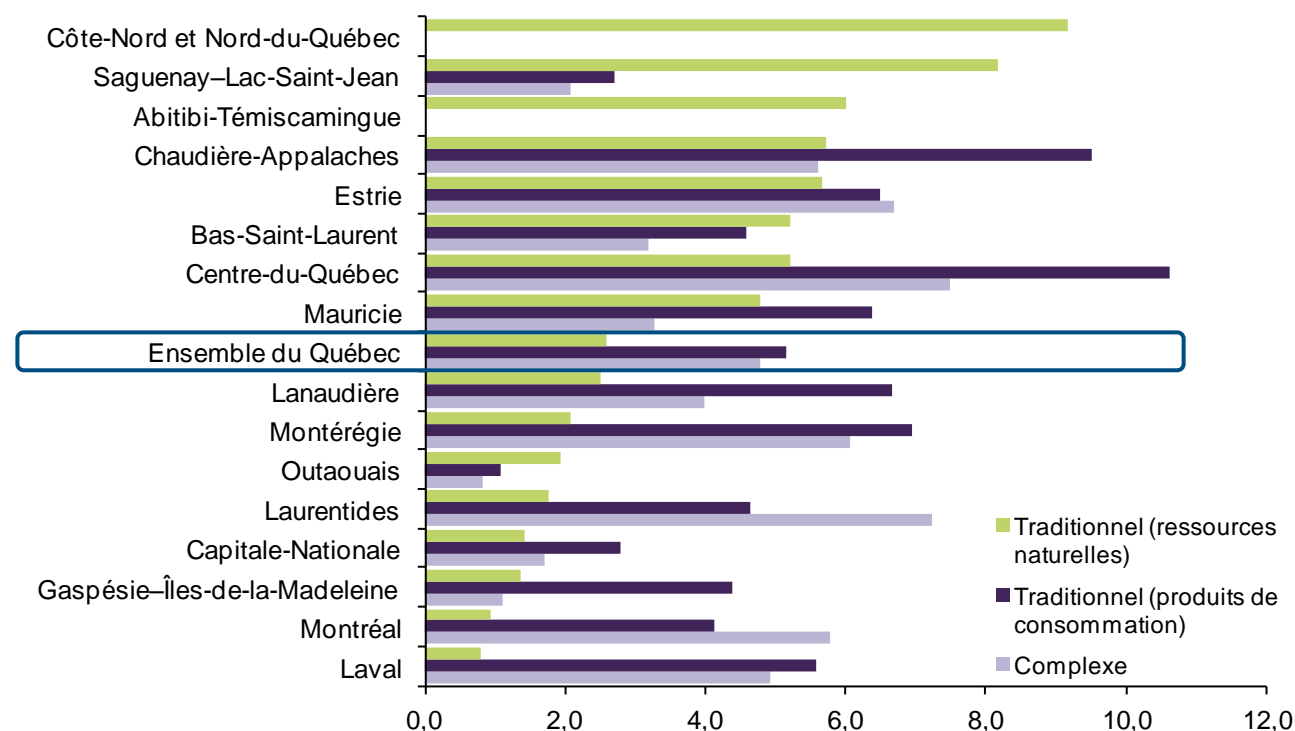
Régions administratives

- En 2012, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (9,2 % du total de l'emploi), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (8,2 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (6,0 %) enregistrent la plus forte proportion d'emplois spécialisés en transformation des ressources naturelles, notamment celles provenant de la forêt et des mines.
- Au chapitre de la part des emplois consacrés à la transformation de produits de consommation, le Centre-du-Québec (10,6 % du total de l'emploi) arrive premier, suivi de la Chaudière-Appalaches (9,5 %) et de la Montérégie (7,0 %). La proximité d'un bassin de consommateurs et la présence d'activités agricoles, auxquelles appartient la transformation alimentaire, procurent des emplois dans ce domaine.
- Les plus grandes parts de l'emploi dans la transformation complexe reviennent au Centre-du-Québec (7,5 % du total de l'emploi), aux Laurentides (7,2 %) et à l'Estrie (6,7 %). Les machines et le matériel de transport sont particulièrement importants dans ces régions, et notamment l'industrie aéronautique dans les Laurentides. La présence de Sherbrooke Innopole favorise aussi l'essor d'industries de transformation complexe en Estrie.
- Par ailleurs, Montréal regroupe la plus faible proportion de travailleurs dans le domaine de la transformation des ressources naturelles au Québec (0,9 %) en raison de la faible présence de ces ressources sur son territoire. De même, l'Outaouais affiche une structure industrielle qui s'appuie très peu sur la transformation de produits de consommation (1,1 %) ou complexe (0,8 %). Pour ces deux régions, l'importance du secteur tertiaire explique la faible part de l'emploi par domaine de fabrication.

Graphique 2.6b

Répartition de l'emploi, par domaine de fabrication, selon les régions administratives, 2012

(en pourcentage du total de l'emploi, par ordre décroissant de la transformation des ressources naturelles)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 2.6

Emploi, par domaine de fabrication, 2012

Régions administratives		Part en région			Part au Québec		
		Traditionnel ¹		Complexe ²	Traditionnel ¹		Complexe ²
		Ressources	Produits de		Ressources	Produits de	
		naturelles	consommation		naturelles	consommation	
		En % du total de l'emploi			En %		
01	Bas-Saint-Laurent	5,2	4,6	3,2	4,8	2,1	1,6
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	8,2	2,7	2,1	10,0	1,7	1,4
03	Capitale-Nationale	1,4	2,8	1,7	5,3	5,2	3,4
04	Mauricie	4,8	6,4	3,3	5,3	3,5	1,9
05	Estrie	5,7	6,5	6,7	8,1	4,6	5,1
06	Montréal	0,9	4,1	5,8	8,7	18,9	28,5
07	Outaouais	1,9	1,1	0,8	3,7	1,0	0,8
08	Abitibi-Témiscamingue	6,0	x	x	4,1	x	x
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	9,2	x	x	4,6	x	x
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1,4 ^e	4,4	1,1 ^e	0,5 ^e	0,8	0,2 ^e
12	Chaudière-Appalaches	5,7	9,5	5,6	11,9	9,9	6,3
13	Laval	0,8	5,6	4,9	1,7	5,8	5,5
14	Lanaudière	2,5	6,7	4,0	5,8	7,8	5,0
15	Laurentides	1,8	4,6	7,2	5,2	6,8	11,4
16	Montréal	2,1	7,0	6,1	15,2	25,5	24,0
17	Centre-du-Québec	5,2	10,6	7,5	5,4	5,4	4,1
Ensemble du Québec		2,6	5,2	4,8	100,0	100,0	100,0
Régions ressources		5,7	3,2	1,8	13,9	3,9	2,4
Régions manufacturières		3,4	6,7	5,7	66,8	65,1	59,3
Régions urbaines		1,1	3,7	4,2	19,3	30,9	38,3

1. Ressources naturelles : bois, papier, produits minéraux non métalliques et transformation des métaux. Produits de consommation : aliments, boissons et tabac, textiles, produits textiles, vêtements, cuir, caoutchouc et plastique, produits métalliques et meubles.

2. Complexe : impression, pétrole et charbon, produits chimiques, machines, produits informatiques et électroniques, matériel et appareils électriques, matériel de transport et activités diverses.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

2.7 Emploi, par grand groupe de services

L'accentuation de l'importance du secteur tertiaire constitue l'une des grandes transformations de la structure industrielle du Québec. En effet, le secteur tertiaire, ou secteur des services, regroupe à lui seul près de 80 % de tous les emplois. Ce secteur se répartit en trois groupes : les services aux ménages (commerce de détail, hébergement, etc.), les services publics (enseignement, santé, électricité, etc.) et les services moteurs (services financiers, commerce de gros, services professionnels et administratifs, etc.).

Ensemble du Québec

Au Québec, en 2012, parmi les grands groupes de services, ce sont les services publics qui présentent la proportion la plus élevée de l'emploi (27,2 %), suivis des services aux ménages (26,7 %) et des services moteurs (25,2 %).

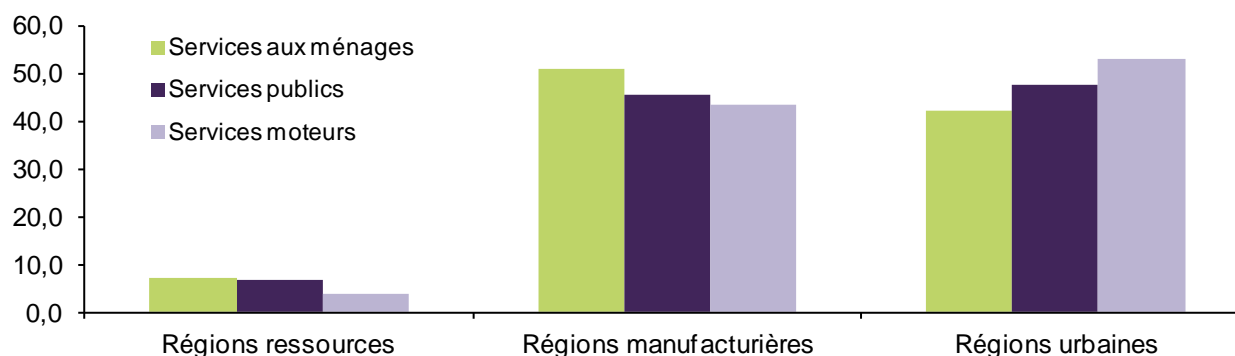
Blocs régionaux

En 2012, la répartition des emplois par grand groupe de services dépend principalement de la structure démographique de la région et de sa proximité des centres urbains.

- Les emplois associés aux services aux ménages se concentrent au Québec dans les régions manufacturières (51,0 %), suivies des régions urbaines (42,1 %) et des régions ressources (6,9 %). La villégiature et le tourisme expliquent une partie de la surreprésentation de l'emploi de ce groupe de services dans les régions ressources (29,2 %) par rapport à ce qui est observé au Québec (26,7 %).
- Les emplois du groupe des services publics se trouvent, dans une plus grande proportion, dans les régions urbaines (47,7 %) et manufacturières (45,6 %). Cependant, la population plus âgée des régions ressources entraîne une plus grande présence des services de soins de santé (29,0 % des emplois de ce bloc régional). Dans les régions urbaines, ce sont surtout les administrations publiques et les établissements d'enseignement (universités, cégeps, etc.) qui justifient la part plus importante de l'emploi régional de ce groupe comparativement à celle du Québec (29,8 % contre 27,2 % au Québec).
- Les emplois du groupe des services moteurs sont majoritaires dans les régions urbaines (53,0 %). Les services financiers, scientifiques, professionnels et techniques ainsi que l'importance du secteur de la culture et de l'information expliquent ce constat. Dans les régions urbaines, ce groupe de services représente près de 1 emploi sur 3, contre 1 sur 4 au Québec.

Graphique 2.7a

Part de l'emploi, par grand groupe de services, selon les blocs régionaux, 2012
(en pourcentage du total québécois)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

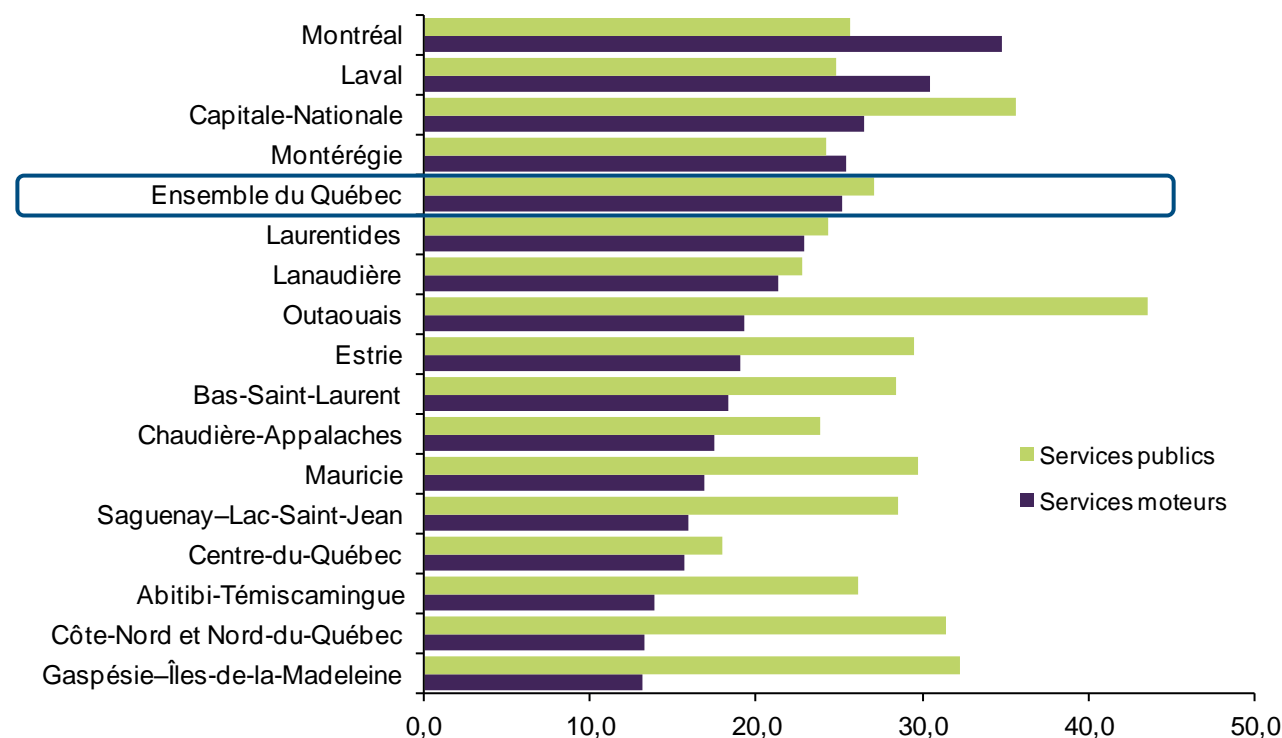
Régions administratives

- En 2012, les régions situées près des centres urbains affichent une prédominance des emplois dans les services moteurs. À cet égard, Montréal (34,8 % du total de l'emploi), Laval (30,4 %), la Capitale-Nationale (26,5 %) et la Montérégie (25,5 %) se situent au-dessus de l'ensemble du Québec (25,2 %).
- Les régions dont le groupe des services moteurs représente la plus petite part de l'emploi régional sont la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (13,2 % du total de l'emploi), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (13,3 %) ainsi que l'Abitibi-Témiscamingue (13,9 %).
- En 2012, les régions où les administrations publiques sont très présentes affichent une part de l'emploi dans les services publics supérieure à celle de l'ensemble du Québec (27,2 %). C'est le cas notamment de l'Outaouais (43,6 % du total de l'emploi) et de la Capitale-Nationale (35,6 %) compte tenu de la forte présence gouvernementale dans les villes d'Ottawa et de Québec.
- Les régions éloignées où la population plus âgée requiert davantage de services en matière de soins de santé, telles la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (32,3 % du total de l'emploi) ainsi que la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (31,4 %), enregistrent aussi une part importante de l'emploi dans les services publics.
- À l'inverse, les régions à proximité des centres urbains et dont la population est plus jeune affichent une part de l'emploi dans les services publics beaucoup plus faible. Le Centre-du-Québec (17,9 % du total de l'emploi), Lanaudière (22,8 %), la Chaudière-Appalaches (23,8 %) et la Montérégie (24,2 %) ferment la marche à ce chapitre.

Graphique 2.7b

Part de l'emploi dans les services publics et moteurs, selon les régions administratives, 2012

(en pourcentage du total de l'emploi, par ordre décroissant de la part des services moteurs)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 2.7

Emploi, par grand groupe de services¹, 2012

Régions administratives		Part en région			Part au Québec		
		Services aux ménages	Services publics	Services moteurs	Services aux ménages	Services publics	Services moteurs
		En % du total de l'emploi			En %		
01	Bas-Saint-Laurent	29,0	28,4	18,3	2,6	2,5	1,7
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	29,0	28,6	16,0	3,4	3,3	2,0
03	Capitale-Nationale	26,3	35,6	26,5	9,4	12,6	10,1
04	Mauricie	28,4	29,8	16,9	3,0	3,1	1,9
05	Estrie	25,0	29,5	19,1	3,4	4,0	2,8
06	Montréal	25,5	25,7	34,8	22,6	22,3	32,6
07	Outaouais	24,1	43,6	19,3	4,5	7,9	3,8
08	Abitibi-Témiscamingue	28,3	26,2	13,9	1,9	1,7	1,0
09	Côte-Nord	27,4	31,9	13,2	1,2	1,4	0,6
10	Nord-du-Québec	31,7	26,8	14,6	0,1	0,1	0,1
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	27,7	31,4	13,3	1,3	1,5	0,7
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	33,4	32,3	13,2	1,1	1,1	0,5
12	Chaudière-Appalaches	26,5	23,8	17,5	5,3	4,7	3,7
13	Laval	28,1	24,8	30,4	5,6	4,9	6,5
14	Lanaudière	28,2	22,8	21,4	6,4	5,1	5,1
15	Laurentides	28,9	24,4	22,9	8,2	6,7	6,8
16	Montréal	26,3	24,2	25,5	18,7	16,9	19,2
17	Centre-du-Québec	25,8	17,9	15,6	2,6	1,7	1,6
Ensemble du Québec		26,7	27,2	25,2	100,0	100,0	100,0
Régions ressources		29,2	29,0	15,3	6,9	6,7	3,8
Régions manufacturières		27,1	24,7	21,7	51,0	45,6	43,2
Régions urbaines		25,8	29,8	30,7	42,1	47,7	53,0

1. Les services aux ménages regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les services publics comprennent l'électricité, le gaz et l'eau, les services d'enseignement, la santé et les services sociaux ainsi que les administrations publiques. Les services moteurs incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des parties, du fait des arrondis.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Chapitre 3 – Investissement

De toutes les composantes de la croissance économique, les investissements sont certainement la plus structurante. Synonymes de productivité et de compétitivité, les investissements permettent d'en connaître davantage sur la structure économique d'une région, sur ses créneaux d'excellence ainsi que sur son dynamisme en général.

Les sections de ce chapitre ont été élaborées à l'aide des résultats de l'enquête Dépenses en immobilisations et réparations – réelles, provisoires, perspectives, réalisée par Statistique Canada. Pour l'année 2013, les données de l'enquête ont été recueillies au cours des mois d'octobre 2012 à janvier 2013. Il s'agit donc d'intentions d'investissement qui seront révisées par deux fois dans les années ultérieures, lorsque les données réelles seront disponibles.

Les indicateurs suivants permettent d'aborder les différentes facettes des investissements :

- les investissements des secteurs privé et public;
- les investissements non résidentiels, par catégorie de dépenses;
- les investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie;
- la construction résidentielle.

3.1 Investissements des secteurs privé et public

Les investissements des secteurs privé et public diffèrent quant à leur finalité. Les premiers sont réalisés par les entreprises dans le but de moderniser leurs équipements et d'accroître leur capacité de production, alors que les seconds visent à combler davantage des besoins socioéconomiques (infrastructures liées à la santé ou à l'éducation, par exemple), traditionnellement liés à la mission de l'État.

Ensemble du Québec

En 2013, les secteurs privé et public prévoient investir ensemble plus de 70 milliards de dollars dans l'économie québécoise. En moyenne, de 2009 à 2013, les investissements du secteur privé représentent 69,3 % de tous les investissements au Québec. Au cours de cette période, les investissements du secteur privé (+5,1 % par année) ont crû plus rapidement que ceux du secteur public (+3,9 %).

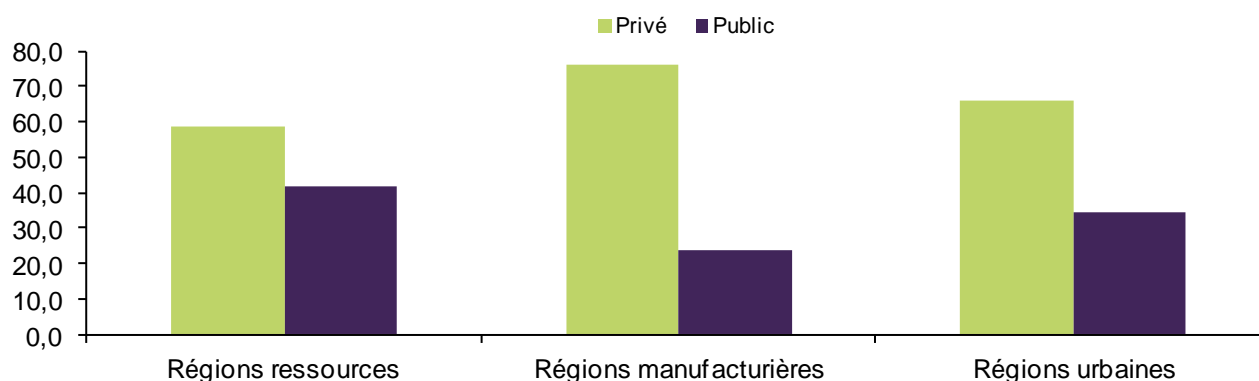
Blocs régionaux

En 2013, les investissements des secteurs privé et public des régions manufacturières devraient atteindre 31 milliards de dollars. Dans les régions urbaines, ils devraient être de près de 30 milliards de dollars, alors qu'ils devraient être trois fois moins importants dans les régions ressources.

- En moyenne, de 2009 à 2013, les régions manufacturières (76,2 %) présentent la plus forte proportion d'investissements issus du secteur privé, suivies des régions urbaines (65,8 %) et des régions ressources (58,5 %). Au cours de cette même période, les investissements du secteur privé augmentent néanmoins plus vite dans les régions ressources (+11,8 % annuellement) que dans les régions manufacturières (+4,9 %) et urbaines (+4,3 %). Le développement d'importants projets miniers dans le nord québécois, qui exigent des investissements majeurs, explique en bonne partie cette différence.
- De 2009 à 2013, les régions ressources (41,5 %) reçoivent, en moyenne, une part élevée des investissements du secteur public en raison de grands projets hydroélectriques comme celui de la Romaine. La différence entre les régions urbaines (34,2 %) et manufacturières (23,8 %) vient de la présence marquée des administrations publiques dans les régions urbaines. À cet égard, le secteur public continue d'investir plus dans les régions urbaines (+6,9 % par année) que dans les régions ressources (+4,4 %).

Graphique 3.1a

Répartition des investissements des secteurs privé et public, selon les blocs régionaux, moyenne 2009-2013
(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

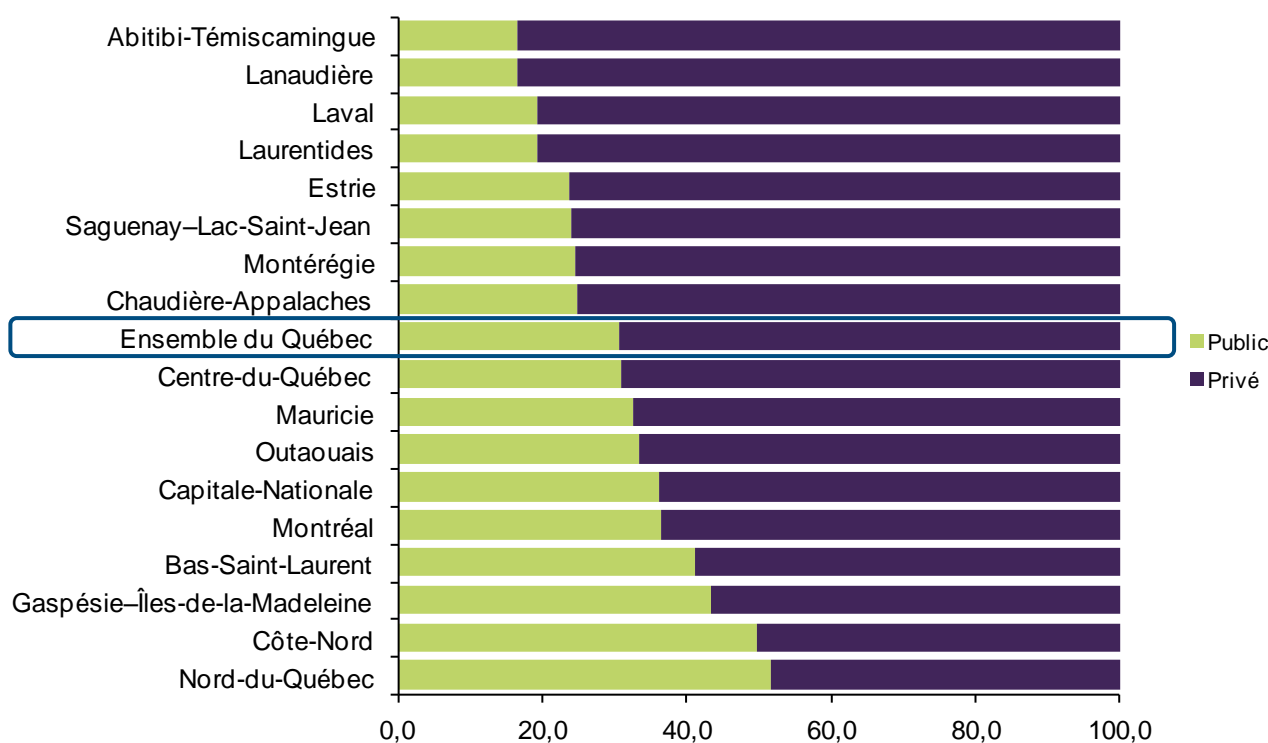
Régions administratives

- La contribution des secteurs privé et public varie fortement sur une base régionale, pour diverses raisons : culture entrepreneuriale plus développée, présence plus ou moins forte de l'administration publique, structure industrielle, etc.
- De 2009 à 2013, le Nord-du-Québec et la Côte-Nord présentent, en moyenne, la plus forte proportion (51,7 % et 49,9 % respectivement) d'investissements issus du secteur public. Cela résulte de la réalisation de grands travaux de génie civil (barrages hydroélectriques).
- En contrepartie, les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (16,5 %) et de Lanaudière (16,7 %) obtiennent les plus faibles parts de l'investissement public.
- De 2009 à 2013, les investissements du secteur privé augmentent plus rapidement dans les régions du Nord-du-Québec (+42,3 % par année) et de la Côte-Nord (+12,0 %) où l'exploitation minière connaît un essor important depuis quelques années.
- À l'inverse, seule la région de la Capitale-Nationale (-0,9 % annuellement) voit ses investissements du secteur privé diminuer au cours de cette période.
- Les investissements du secteur public augmentent dans 10 des 17 régions administratives du Québec entre 2009 et 2013, avec la Côte-Nord (+23,0 % par année) et Montréal (+10,1 %) en tête. Après avoir atteint un sommet en 2007, le Nord-du-Québec (-13,0 %) accuse un recul marqué de ces investissements.

Graphique 3.1b

Répartition des investissements des secteurs privé et public, selon les régions administratives, moyenne 2009-2013

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 3.1

Investissements¹ des secteurs privé et public, 2009-2013

Régions administratives	2013		Part ² 2009 - 2013		Variation ³ 2009 - 2013	
	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public
	En M\$		En %		En %	
01 Bas-Saint-Laurent	952	795	58,8	41,2	4,0	9,4
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 592	526	75,8	24,2	6,8	-0,1
03 Capitale-Nationale	4 653	2 859	63,8	36,2	-0,9	4,9
04 Mauricie	1 279	564	67,4	32,6	4,1	-3,2
05 Estrie	1 748	535	76,1	23,9	6,1	2,1
06 Montréal	9 536	6 319	63,6	36,4	6,2	10,1
07 Outaouais	2 050	979	66,6	33,4	9,7	-1,3
08 Abitibi-Témiscamingue	1 703	362	83,5	16,5	2,4	7,2
09 Côte-Nord	1 466	2 020	50,1	49,9	12,0	23,0
10 Nord-du-Québec	1 871	1 015	48,3	51,7	42,3	-13,0
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	321	333	56,5	43,5	2,0	0,9
12 Chaudière-Appalaches	2 563	864	75,1	24,9	8,1	7,6
13 Laval	2 544	610	80,5	19,5	4,9	2,6
14 Lanaudière	2 873	588	83,3	16,7	7,1	0,6
15 Laurentides	3 752	811	80,5	19,5	3,8	-2,0
16 Montérégie	8 876	2 659	75,3	24,7	3,3	-0,7
17 Centre-du-Québec	1 281	516	69,0	31,0	5,0	-3,5
Ensemble du Québec	49 058	22 355	69,3	30,7	5,1	3,9
Régions ressources	6 313	4 525	58,5	41,5	11,8	4,4
Régions manufacturières	23 962	7 063	76,2	23,8	4,9	-0,1
Régions urbaines	18 783	10 767	65,8	34,2	4,3	6,9

1. 2009-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires; 2013 : perspectives.

2. Moyenne des années.

3. Taux de croissance annuel composé.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

3.2 Investissements non résidentiels

Les investissements non résidentiels influent sur le niveau de productivité et sur le degré de compétitivité des économies nationales et régionales. Ils sont constitués de deux catégories : les dépenses en construction et celles en machines et équipement.

Ensemble du Québec

De 2009 à 2013, les investissements non résidentiels croissent de 4,9 % par année au Québec pour atteindre 47,9 milliards de dollars. En 2013, près de 45 % de ce montant devrait être consacré à des dépenses en machines et équipement.

Blocs régionaux

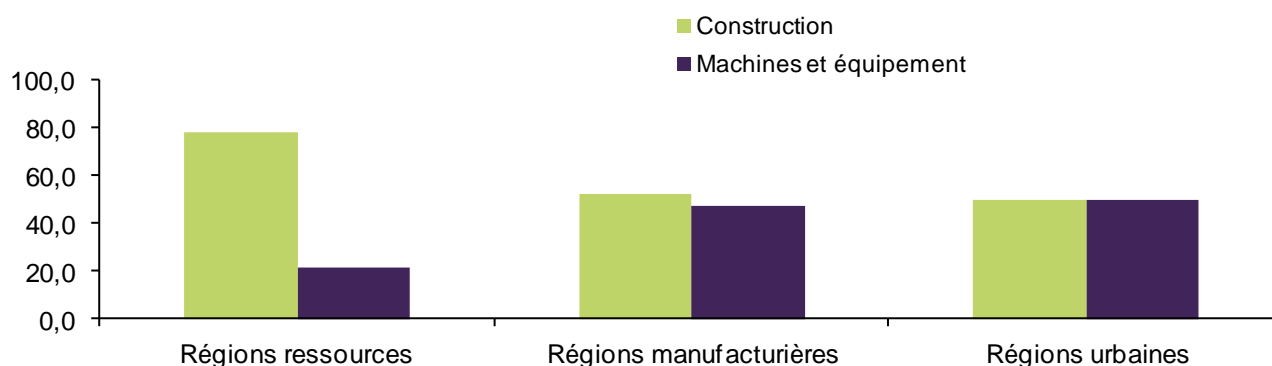
Parmi les blocs régionaux, les investissements non résidentiels se répartissent assez également entre les deux catégories de dépenses, à l'exception de ce que l'on observe dans les régions ressources.

- En 2013, les investissements en construction devraient représenter 78,2 % des investissements non résidentiels des régions ressources, contre 52,6 % dans les régions manufacturières et 50,0 % dans les régions urbaines. Cette différence résulte des grands travaux de génie civil (hydroélectricité, extraction minière, etc.) en cours dans les régions ressources du nord québécois.
- De 2009 à 2013, les investissements non résidentiels croissent plus rapidement dans les régions ressources (+9,3 % par année), motivés principalement par l'augmentation des dépenses en matière de construction. Dans les régions urbaines (+5,2 %), les dépenses associées à la construction alimentent également la croissance des investissements non résidentiels. Dans les régions manufacturières (+2,5 %), la hausse des investissements en machines et équipement fait contrepoids à un recul des dépenses en construction.

Graphique 3.2a

Répartition des investissements non résidentiels, par catégorie de dépenses, selon les blocs régionaux, 2013

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

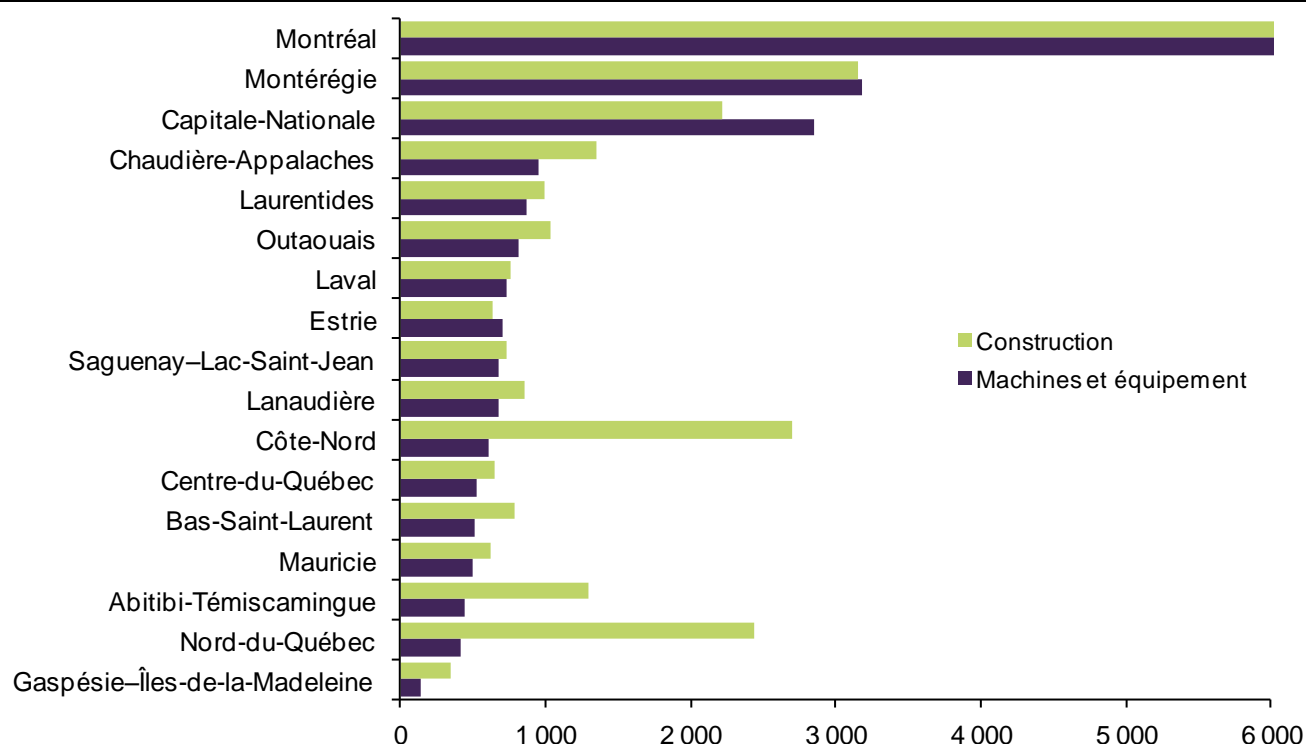
Régions administratives

- En 2013, les dépenses en construction devraient avoir un poids plus grand dans 6 des 17 régions que dans l'ensemble du Québec. Le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont les régions où la construction non résidentielle devrait être la plus importante.
- La même année, les dépenses en machines et équipement représenteront plus de 50 % des investissements non résidentiels dans les régions de la Capitale-Nationale, de l'Estrie et de la Montérégie.
- De 2009 à 2013, la région de Montréal attire, à elle seule, le quart des investissements non résidentiels du Québec, suivie par la Montérégie et la Capitale-Nationale.
- À l'opposé, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (1,5 %) reçoit la plus faible part des investissements non résidentiels au Québec, suivie de la Mauricie (2,4 %).
- Au cours de la période de 2009 à 2013, la majorité des régions (15 des 17) voient leurs investissements non résidentiels augmenter. La Côte-Nord (+19,5 % par année), la Chaudière-Appalaches (+9,3 %) et le Bas-Saint-Laurent (+8,7 %) affichent les rythmes de croissance les plus élevés, alors que les Laurentides (-0,7 %) et la Mauricie (-0,4 %) connaissent un léger repli de leurs dépenses en investissements non résidentiels.

Graphique 3.2b

Répartition des investissements non résidentiels, par catégorie de dépenses, selon les régions administratives, 2013

(en millions de dollars, par ordre décroissant en fonction des machines et équipement)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 3.2

Investissements non résidentiel¹, par catégorie de dépenses, 2009-2013

Régions administratives	Construction	Machines et équipement	Total	Part ²	Variation ³
	2013			2009 - 2013	
	En M\$			En %	
01 Bas-Saint-Laurent	787	516	1 303	2,5	8,7
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	731	681	1 411	3,5	4,9
03 Capitale-Nationale	2 224	2 857	5 081	10,6	1,3
04 Mauricie	616	493	1 109	2,4	-0,4
05 Estrie	637	709	1 346	2,9	6,8
06 Montréal	6 525	6 146	12 671	25,0	7,1
07 Outaouais	1 028	809	1 836	4,0	5,2
08 Abitibi-Témiscamingue	1 292	436	1 728	4,0	2,9
09 Côte-Nord	2 693	609	3 302	6,4	19,5
10 Nord-du-Québec	2 441	413	2 854	5,8	6,7
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	350	139	490	1,5	0,7
12 Chaudière-Appalaches	1 353	958	2 311	4,6	9,3
13 Laval	763	731	1 494	3,0	4,0
14 Lanaudière	854	671	1 525	3,2	5,8
15 Laurentides	999	868	1 867	4,2	-0,7
16 Montérégie	3 156	3 179	6 335	13,9	0,2
17 Centre-du-Québec	646	531	1 177	2,7	1,2
Ensemble du Québec	27 094	20 744	47 838	100,0	4,9
Régions ressources	7 562	2 113	9 676	20,2	9,3
Régions manufacturières	8 992	8 088	17 080	37,3	2,5
Régions urbaines	10 540	10 543	21 082	42,5	5,2

1. 2009-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires; 2013 : perspectives.

2. Moyenne des années.

3. Taux de croissance annuel composé.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

3.3 Investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie

La répartition des investissements non résidentiels par catégorie d'industrie reflète la structure économique d'une région. Par exemple, un territoire bien pourvu en terres arables, en forêts ou en gisements miniers devrait faire l'objet d'importants investissements dans les industries productrices de biens autres que ceux du secteur de la fabrication¹¹.

Ensemble du Québec

Au Québec, de 2009 à 2013, les industries productrices de services obtiennent en moyenne 64,3 % des investissements non résidentiels. La fabrication reçoit 9,6 % de ces investissements, alors que les autres industries productrices de biens encaissent la part restante, soit 26,1 %.

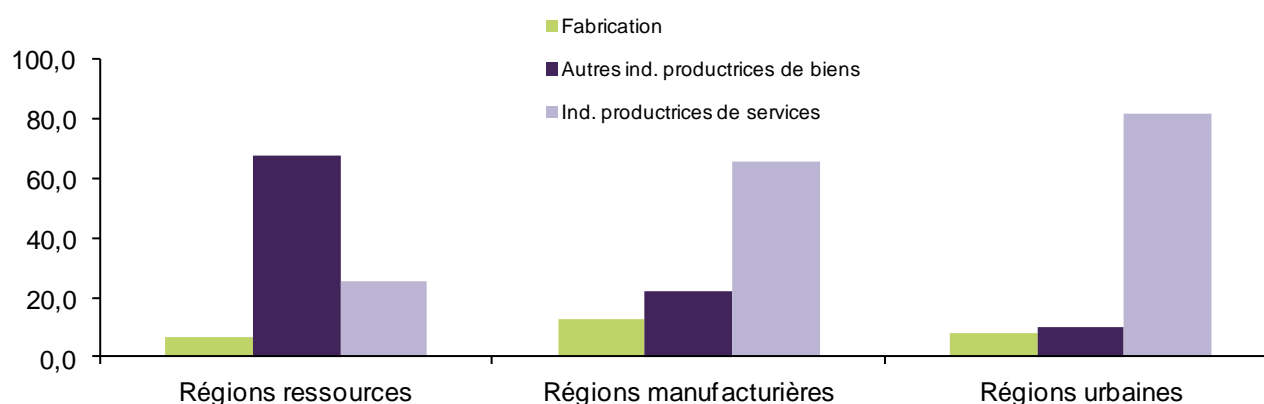
Blocs régionaux

Parmi les blocs régionaux, en 2013, plus de 50,0 % des investissements non résidentiels du Québec dans les autres industries productrices de biens devraient se concentrer dans les régions ressources. Les régions manufacturières devraient recevoir, quant à elles, près de 60 % des investissements du secteur de la fabrication, alors que les régions urbaines devraient percevoir plus de la moitié des investissements des industries productrices de services du Québec.

- En moyenne, de 2009 à 2013, les investissements non résidentiels du secteur québécois de la fabrication représentent 12,7 % des investissements non résidentiels des régions manufacturières, 8,1 % de ceux des régions urbaines et 6,9 % dans les régions ressources.
- Au cours de la même période, le poids des investissements non résidentiels des autres industries productrices de biens est beaucoup plus élevé dans les régions ressources (67,4 %) que dans les régions manufacturières (21,9 %) et urbaines (10,2 %).
- Finalement, la part des investissements non résidentiels qui provient des industries productrices de services est plus importante dans les régions urbaines (81,8 %) et manufacturières (65,4 %) que dans les régions ressources (25,7 %).

Graphique 3.3a

Répartition des investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie, selon les blocs régionaux, moyenne 2009-2013
(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

11. Agriculture, foresterie, pêche et chasse, mines, services d'utilité publique et construction.

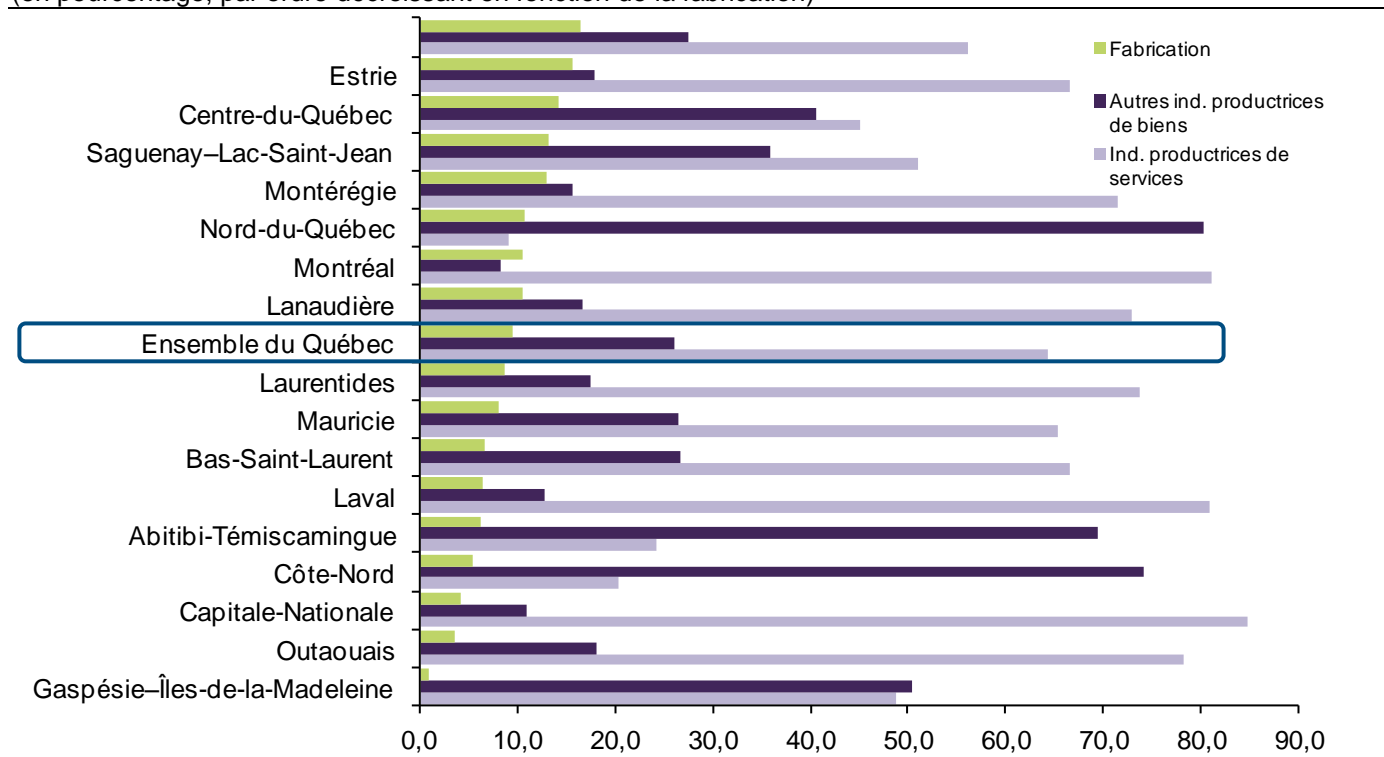
Régions administratives

- En moyenne, de 2009 à 2013, 8 des 17 régions du Québec affichent une part des investissements non résidentiels provenant du secteur de la fabrication supérieure à celle de l'ensemble du Québec. Les régions de la Chaudière-Appalaches, de l'Estrie et du Centre-du-Québec détiennent les parts les plus élevées.
- Dans 4 régions, toutes associées au bloc des régions ressources, les investissements des autres industries productrices de biens concernent plus de la moitié de leurs investissements non résidentiels : ce sont le Nord-du-Québec (80,2 %), la Côte-Nord (74,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (69,5 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (50,3 %).
- De 2009 à 2013, les investissements non résidentiels des industries productrices de services dominent en moyenne dans les régions de la Capitale-Nationale (84,8 %), de Montréal (81,2 %) et de Laval (80,9 %) qui profitent d'une forte présence des services publics (administration publique, santé et éducation) et des services moteurs (finances, assurances, services professionnels, etc.).
- Au cours de cette période, on observe la plus faible proportion des investissements non résidentiels du secteur de la fabrication dans la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (0,9 %), celle des autres industries productrices de biens à Montréal (8,3 %) et celle des industries productrices de services dans le Nord-du-Québec (9,1 %).

Graphique 3.3b

Répartition des investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie, selon les régions administratives, moyenne 2009-2013

(en pourcentage, par ordre décroissant en fonction de la fabrication)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 3.3

Investissements¹ non résidentiels, par catégorie d'industrie, 2009-2013

Investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie, 2009-2013						
Régions administratives	2013			Part moyenne 2009-2013		
	Biens		Services	Biens		Services
	Fabrication	Autres ²		Fabrication	Autres ²	
	En M\$			En %		
01 Bas-Saint-Laurent	83	440	781	6,6	26,8	66,6
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	275	358	778	13,1	35,8	51,0
03 Capitale-Nationale	207	672	4 202	4,2	11,0	84,8
04 Mauricie	101	316	692	8,2	26,5	65,4
05 Estrie	241	248	857	15,6	17,9	66,5
06 Montréal	1 232	1 328	10 112	10,6	8,3	81,2
07 Outaouais	72	335	1 429	3,6	18,2	78,2
08 Abitibi-Témiscamingue	107	1 173	448	6,2	69,5	24,3
09 Côte-Nord	213	2 487	601	5,5	74,2	20,2
10 Nord-du-Québec	6	2 549	300	10,7	80,2	9,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6	167	317	0,9	50,3	48,7
12 Chaudière-Appalaches	582	535	1 194	16,4	27,5	56,2
13 Laval	97	262	1 135	6,4	12,7	80,9
14 Lanaudière	156	280	1 089	10,5	16,6	73,0
15 Laurentides	174	343	1 350	8,7	17,5	73,8
16 Montérégie	965	1 136	4 233	13,0	15,6	71,5
17 Centre-du-Québec	191	452	535	14,3	40,6	45,1
Ensemble du Québec	4 708	13 080	30 051	9,6	26,1	64,3
Régions ressources	415	6 816	2 445	6,9	67,4	25,7
Régions manufacturières	2 685	3 668	10 727	12,7	21,9	65,4
Régions urbaines	1 607	2 597	16 878	8,1	10,2	81,8

1. 2009-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires; 2013 : perspectives.

2. Agriculture, foresterie, pêche et chasse, mines, services d'utilité publique, construction.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis et de la confidentialité des données.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

3.4 Construction résidentielle

Le marché résidentiel a connu une progression soutenue avant la récession. Depuis, des taux hypothécaires relativement bas et un marché de l'emploi en progression sont autant de facteurs porteurs pour la poursuite de la croissance de ce secteur d'activité.

Ensemble du Québec

La situation du marché se reflète dans l'accroissement des dépenses en construction résidentielle. De 2009 à 2013, le Québec enregistre une croissance annuelle de 5,1 % des investissements à ce chapitre, ce qui demeure un rythme élevé, quoique plus modéré que par le passé. En 2013, le total des dépenses en construction résidentielle devrait atteindre 23,6 milliards de dollars au Québec.

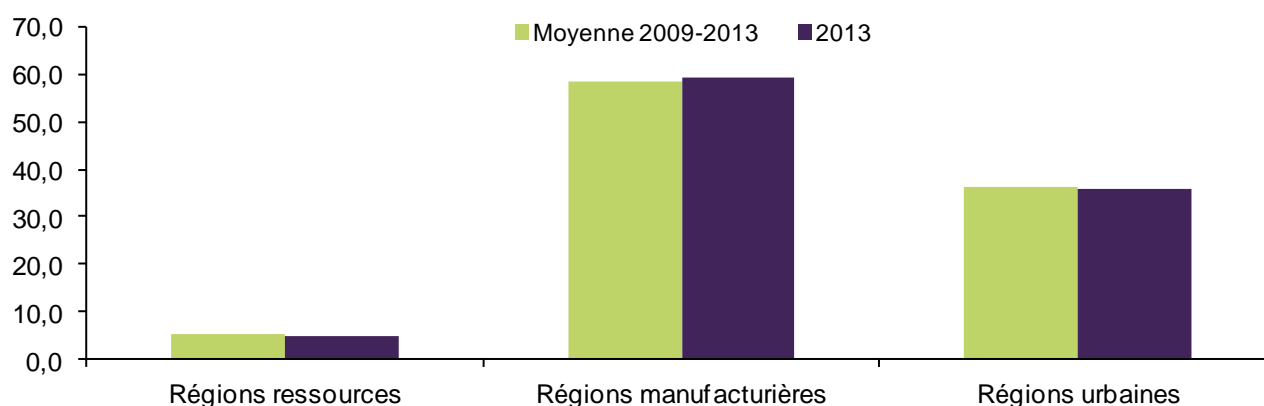
Blocs régionaux

Quant aux blocs régionaux, de 2009 à 2013, les régions urbaines et manufacturières se démarquent avec une augmentation des dépenses en construction résidentielle (+5,4 %) supérieure à celle de l'ensemble du Québec. Les régions ressources (+1,9 %) enregistrent une hausse plus modérée de leurs investissements résidentiels.

- En moyenne, de 2009 à 2013, les régions manufacturières (58,5 %) obtiennent la part du lion des dépenses en construction résidentielle. Cela va de pair avec la croissance démographique de ces régions. Les régions urbaines suivent avec 36,3 % de ces dépenses, puis viennent les régions ressources avec 5,2 %.
- En 2013, le constat devrait demeurer très similaire. Les régions manufacturières (59,2 %) devraient afficher une part légèrement plus élevée des dépenses en construction résidentielle qu'au cours des années précédentes. Ce gain devrait se faire aux dépens des régions urbaines (35,9 %) et des régions ressources (4,9 %).
- Ainsi, en 2013, les dépenses en construction résidentielle devraient s'élever à 13,9 milliards de dollars dans les régions manufacturières, à 8,5 milliards de dollars dans les régions urbaines et à 1,2 milliard de dollars dans les régions ressources.

Graphique 3.4a

Part des dépenses en construction résidentielle, selon les blocs régionaux, moyenne 2009-2013 et 2013 (en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

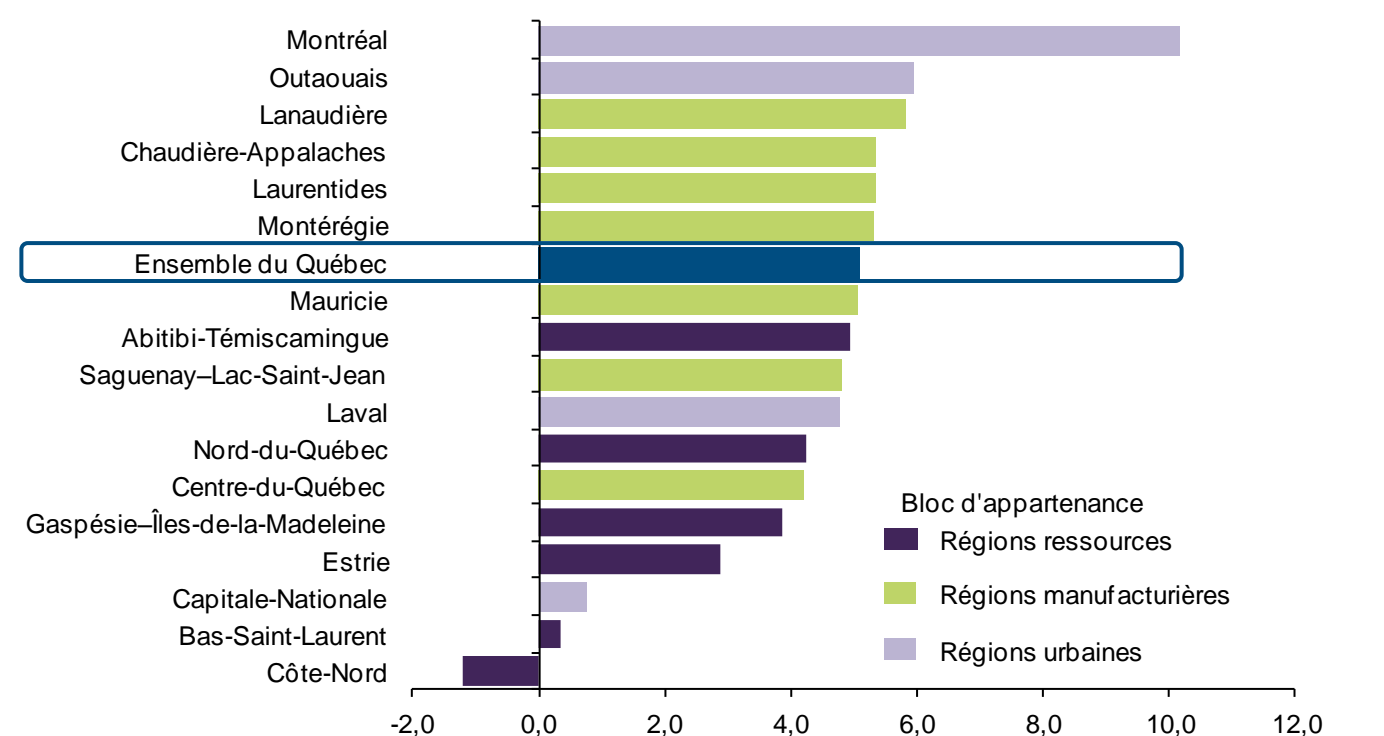
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- De 2009 à 2013, toutes les régions du Québec à l'exception de la Côte-Nord (-1,2 %) affichent une croissance de leurs investissements résidentiels.
- Les gains les plus marqués se situent à Montréal (+10,1 %), dans Lanaudière (+5,8 %) ainsi que dans la Chaudière-Appalaches, les Laurentides et la Montérégie (+5,3 % dans les trois cas).
- En moyenne, de 2009 à 2013, près de la moitié des dépenses en construction se trouvent dans les régions qui ceignent Montréal. À elle seule, la Montérégie regroupe 21,8 % des dépenses en construction résidentielle du Québec.
- Par ailleurs, Montréal (13,7 %) et la Capitale-Nationale (10,8 %) bénéficient des autres parts importantes des dépenses en construction résidentielle.
- De 2009 à 2013, en moyenne, les régions du Nord-du-Québec (0,1 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (0,7 %) et de la Côte-Nord (0,8 %) accueillent toutes moins de 1 % des dépenses en construction résidentielle du Québec.

Graphique 3.4b

Variation¹² des dépenses en construction résidentielle, selon les régions administratives, 2009 à 2013
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

12. Taux de croissance annuel composé.

Tableau 3.4

Dépenses en construction résidentielle¹, 2009-2013

Régions administratives	Valeur		Part ²	Variation ³
	2009	2013	2009 - 2013	
	En M\$		En %	
01 Bas-Saint-Laurent	437	443	2,0	0,4
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	586	707	3,1	4,8
03 Capitale-Nationale	2 361	2 431	10,8	0,7
04 Mauricie	603	734	3,2	5,0
05 Estrie	837	937	4,1	2,9
06 Montréal	2 165	3 185	13,7	10,1
07 Outaouais	947	1 193	4,9	5,9
08 Abitibi-Témiscamingue	277	336	1,5	4,9
09 Côte-Nord	194	185	0,8	-1,2
10 Nord-du-Québec	27	32	0,1	4,3
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	142	165	0,7	3,9
12 Chaudière-Appalaches	907	1 116	4,8	5,3
13 Laval	1 378	1 660	6,8	4,8
14 Lanaudière	1 545	1 936	8,0	5,8
15 Laurentides	2 191	2 696	10,9	5,3
16 Montérégie	4 229	5 200	21,8	5,3
17 Centre-du-Québec	526	619	2,7	4,2
Ensemble du Québec	19 354	23 575	100,0	5,1
Régions ressources	1 078	1 162	5,2	1,9
Régions manufacturières	11 424	13 945	58,5	5,1
Régions urbaines	6 852	8 468	36,3	5,4

1. 2009-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires; 2013.

2. Moyenne des années.

3. Taux de croissance annuel composé.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Chapitre 4 – Marché du travail

Depuis 1993, le Québec a connu l'une des plus longues périodes de croissance économique de son histoire, exception faite des dernières années qui ont été marquées par le ralentissement de l'activité économique mondiale. Cette tendance explique en grande partie l'amélioration importante des conditions du marché du travail.

La comparaison des principaux indicateurs du marché du travail ainsi que leur évolution permettront d'évaluer la position du Québec et de ses régions quant à son développement économique futur. Ces indicateurs sont :

- l'emploi;
- le taux d'emploi;
- le taux de chômage;
- le niveau de scolarité des travailleurs;
- le niveau de scolarité des personnes à la recherche d'un emploi.

4.1 Emploi

La création d'emplois est considérée comme l'un des indicateurs par excellence du dynamisme économique d'une région. Depuis le milieu de 1994, le Québec connaît une amélioration significative des conditions de son marché du travail, exception faite de 2009.

Ensemble du Québec

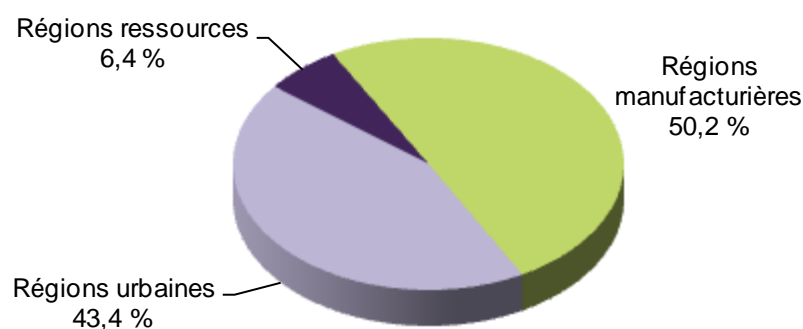
De 2002 à 2012, le Québec crée 419 700 emplois de plus, soit un taux de croissance de 1,1 % par année. Près des deux tiers des emplois créés l'ont été entre 2002 et 2007, car la période de 2007 à 2012 est marquée par la récession de 2009 (- 32 000 emplois). Ainsi, en 2012, le Québec compte au total 3 984 400 emplois.

Blocs régionaux

En 2012, 50,2 % des emplois du Québec se trouvent dans les régions manufacturières. Les régions urbaines en rassemblent 43,4 %. Les régions ressources se partagent le reste, soit 6,4 % des emplois du Québec.

- Par ailleurs, de 2002 à 2012, les régions urbaines (+1,2 % par année) enregistrent la croissance la plus rapide de l'emploi parmi les blocs régionaux. Les régions manufacturières (+1,1 %) affichent une progression similaire, suivies des régions ressources (+0,7 %).
- Les régions manufacturières obtiennent un peu plus de la moitié des nouveaux emplois créés, pour un total de 213 800, suivies des régions urbaines (45 % ou 188 500 emplois créés). Les régions ressources détiennent le reste (4 % ou 17 300 emplois), soit une proportion plus faible que leur poids dans l'emploi de l'ensemble du Québec.

Graphique 4.1a
Répartition de l'emploi, selon les blocs régionaux, 2012
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

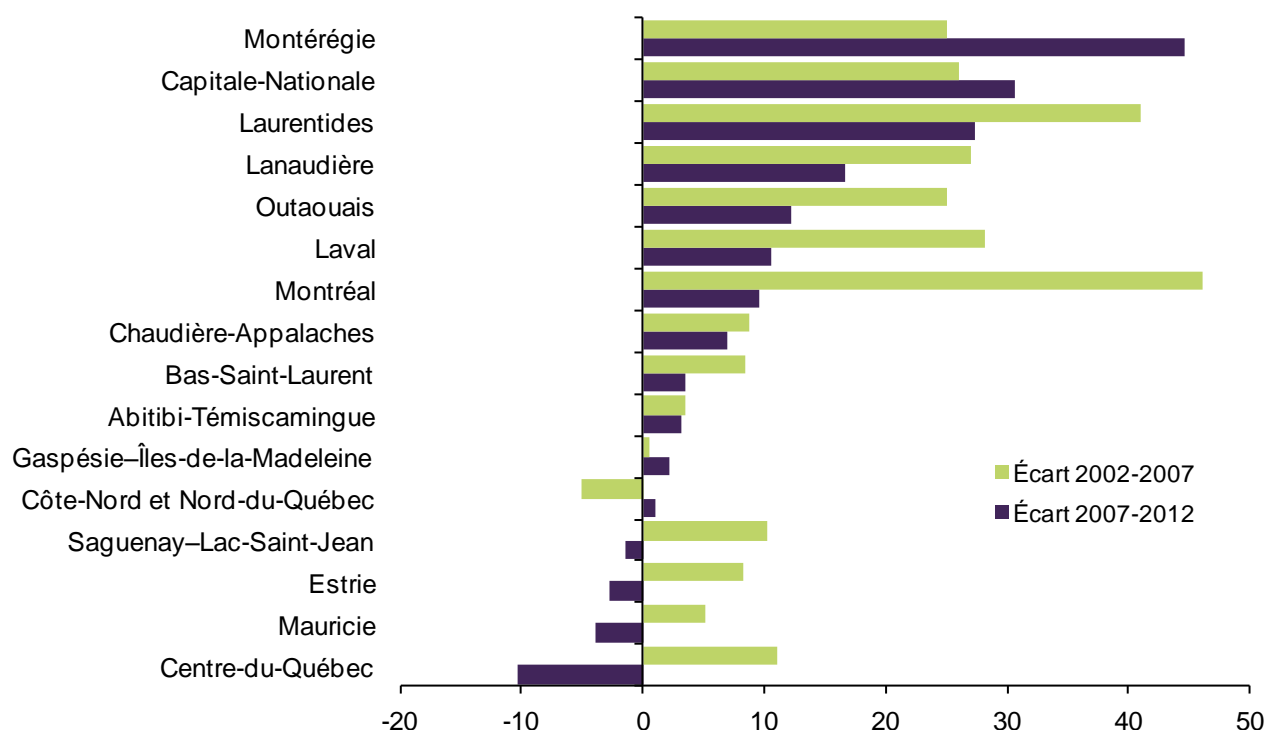
Régions administratives

- De 2002 à 2012, toutes les régions sauf celles de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec profitent d'une augmentation de leur nombre d'emplois.
- Au cours de cette période, les Laurentides (+2,6 % par année), l'Outaouais (+2,1 %), Lanaudière et Laval (+2,0 % dans les deux cas) affichent les taux de croissance les plus élevés. Le recul sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec (-0,7 % annuellement) demeure tout de même limité.
- Entre 2002 et 2007, seules les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec voient leur nombre d'emplois diminuer (-5 100 postes), alors que Montréal (+46 100) et les Laurentides (+41 100) affichent une croissance de près de 90 000 à elles seules.
- L'histoire est différente entre 2007 et 2012. Au cours de cette période, 4 régions manufacturières voient leur nombre d'emplois décroître : le Centre-du-Québec (-10 300 emplois), la Mauricie (-3 900), l'Estrie (-2 800) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (-1 500). Les difficultés observées au sud de la frontière et la récession expliquent cette décroissance.
- Enfin, au cours de cette période, de fortes hausses se réalisent en Montérégie (+44 600) et dans la Capitale-Nationale (+30 700).

Graphique 4.1b

Évolution de l'emploi, selon les régions administratives, 2002-2007 et 2007-2012

(en milliers, par ordre décroissant en fonction de 2007-2012)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 4.1

Emploi, 2002, 2007 et 2012

Régions administratives		Emploi			Écart		Variation ¹	
		2002	2007	2012	2002- 2007	2007- 2012	2002- 2012	2002- 2012
		En k			En k		En %	
01	Bas-Saint-Laurent	82,0	90,4	93,9	8,4	3,5	11,9	1,4
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	117,2	127,5	126,0	10,3	-1,5	8,8	0,7
03	Capitale-Nationale	325,4	351,4	382,1	26,0	30,7	56,7	1,6
04	Mauricie	111,6	116,8	112,9	5,2	-3,9	1,3	0,1
05	Estrie	140,9	149,1	146,3	8,2	-2,8	5,4	0,4
06	Montréal	886,2	932,3	941,9	46,1	9,6	55,7	0,6
07	Outaouais	159,2	184,2	196,5	25,0	12,3	37,3	2,1
08	Abitibi-Témiscamingue	63,3	66,8	69,9	3,5	3,1	6,6	1,0
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	55,2	50,1	51,2	-5,1	1,1	-4,0	-0,7
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	33,7	34,3	36,5	0,6	2,2	2,8	0,8
12	Chaudière-Appalaches	197,8	206,6	213,6	8,8	7,0	15,8	0,8
13	Laval	174,4	202,6	213,2	28,2	10,6	38,8	2,0
14	Lanaudière	196,7	223,8	240,5	27,1	16,7	43,8	2,0
15	Laurentides	231,3	272,4	299,7	41,1	27,3	68,4	2,6
16	Montréal	685,0	710,0	754,6	25,0	44,6	69,6	1,0
17	Centre-du-Québec	104,8	115,8	105,5	11,0	-10,3	0,7	0,1
Ensemble du Québec		3 564,7	3 834,1	3 984,4	269,4	150,3	419,7	1,1
	Régions ressources	234,2	241,6	251,5	7,4	9,9	17,3	0,7
	Régions manufacturières	1 785,3	1 922,0	1 999,1	136,7	77,1	213,8	1,1
	Régions urbaines	1 545,2	1 670,5	1 733,7	125,3	63,2	188,5	1,2

1. Taux de croissance annuel composé.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

4.2 Taux d'emploi

Le taux d'emploi se définit comme le pourcentage de personnes occupant un emploi au sein de la population âgée de 15 ans et plus. Il mesure ainsi la capacité d'une économie ou d'une région à fournir de l'emploi à sa population en âge de travailler.

Ensemble du Québec

Au Québec, pour une dixième année consécutive, le taux d'emploi oscille autour de 60 %. En 2012, il s'établit à 60,0 %. Il s'agit d'une augmentation de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2002. L'entièreté de cette hausse se manifeste entre 2002 et 2007, compte tenu de la récession en 2009.

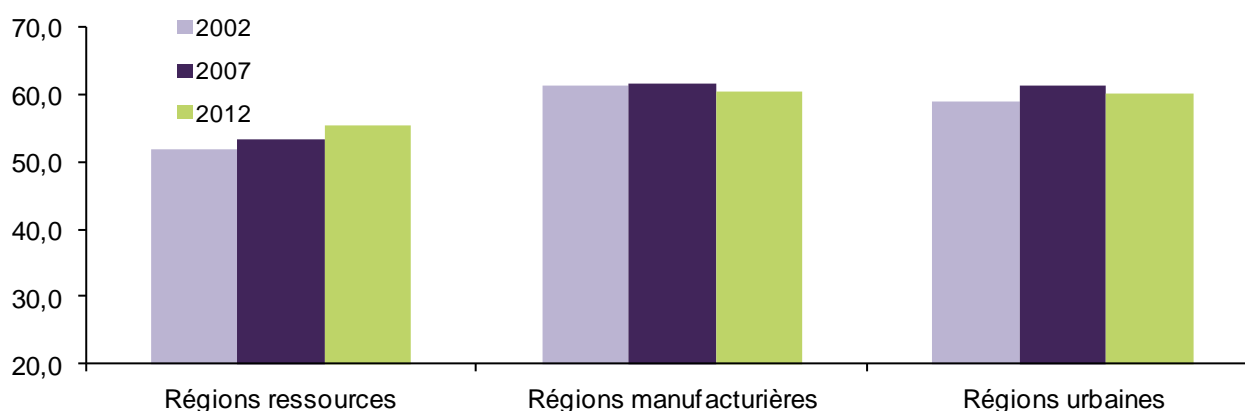
Blocs régionaux

Parmi les blocs régionaux, les régions manufacturières ont historiquement un taux d'emploi plus élevé, suivies des régions urbaines et des régions ressources.

- Entre 2002 et 2007, l'ensemble des blocs régionaux voient leur taux d'emploi augmenter. Ce sont les régions urbaines (+2,5 points de pourcentage à 61,4 %) dont le taux augmente le plus, suivies des régions ressources (+1,4 point à 53,3 %) et finalement des régions manufacturières (+0,4 point à 61,6 %).
- Toutefois, entre 2007 et 2012, deux des trois blocs régionaux voient leur taux d'emploi diminuer. La récession de 2009 explique ce fléchissement dans les régions manufacturières (-1,2 point de pourcentage à 60,4 %) et urbaines (-1,1 point à 60,3 %). À l'inverse, les régions ressources, dont plusieurs bénéficient du développement du nord et de l'augmentation des prix des matières premières, connaissent une forte poussée de leur taux d'emploi (+2,2 points à 55,4 %).
- Finalement, entre 2002 et 2012, l'ordre des blocs régionaux selon le taux d'emploi demeure le même. Cependant, les écarts qui les séparent s'amenuisent. En effet, les régions manufacturières détiennent toujours le taux d'emploi le plus élevé, mais il est seulement de 0,1 point de pourcentage au-dessus de celui des régions urbaines. De leur côté, les régions ressources ont réduit de 9,5 points à 5,0 points leur écart avec le taux d'emploi des régions manufacturières.

Graphique 4.2a

Taux d'emploi, selon les blocs régionaux, 2002, 2007 et 2012
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

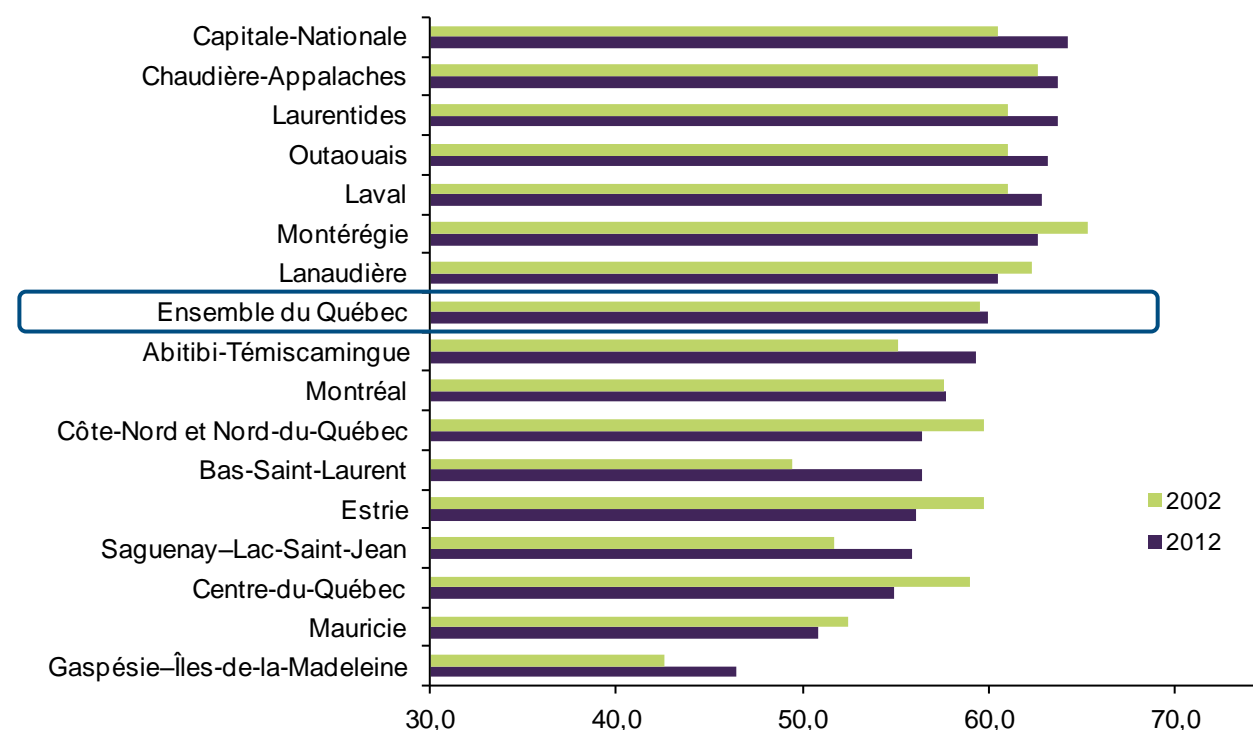
Régions administratives

- En 2012, seulement 7 des 17 régions ont un taux d'emploi plus élevé que celui de l'ensemble du Québec.
- La Capitale-Nationale (64,3 %), la Chaudière-Appalaches (63,7 %) et les Laurentides (63,7 %) enregistrent les taux d'emploi les plus élevés parmi les régions du Québec.
- À l'inverse, les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (46,4 %) et de la Mauricie (50,8 %) affichent les taux d'emploi les plus faibles au Québec, et ce, de façon marquée (respectivement 13,6 et 9,2 points de pourcentage de moins que le taux du Québec).
- Entre 2002 et 2012, les régions dont le taux d'emploi augmente le plus sont, dans l'ordre : le Bas-Saint-Laurent (+6,9 points de pourcentage), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+4,2 points), l'Abitibi-Témiscamingue (+4,2 points), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+3,8 points) et la Capitale-Nationale (+3,8 points).
- Cependant, 6 régions voient leur taux d'emploi diminuer au cours de cette période. Les reculs les plus importants du taux d'emploi sont observés dans le Centre-du-Québec (-4,1 points de pourcentage), en Estrie (-3,6 points) ainsi que sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec (-3,3 points).

Graphique 4.2b

Taux d'emploi, selon les régions administratives, 2002 et 2012

(en pourcentage, par ordre décroissant en fonction de 2012)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 4.2

Taux d'emploi, 2002, 2007 et 2012

Régions administratives		Taux d'emploi			Écart		
		2002	2007	2012	2002- 2007	2007- 2012	2002- 2012
		En %			En points de %		
01	Bas-Saint-Laurent	49,5	53,9	56,4	4,4	2,5	6,9
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	51,7	56,5	55,9	4,8	-0,6	4,2
03	Capitale-Nationale	60,5	62,7	64,3	2,2	1,6	3,8
04	Mauricie	52,5	53,8	50,8	1,3	-3,0	-1,7
05	Estrie	59,7	59,9	56,1	0,2	-3,8	-3,6
06	Montréal	57,6	59,5	57,7	1,9	-1,8	0,1
07	Outaouais	61,0	64,7	63,2	3,7	-1,5	2,2
08	Abitibi-Témiscamingue	55,1	57,8	59,3	2,7	1,5	4,2
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	59,7	54,8	56,4	-4,9	1,6	-3,3
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	42,6	43,4	46,4	0,8	3,0	3,8
12	Chaudière-Appalaches	62,6	63,1	63,7	0,5	0,6	1,1
13	Laval	61,0	65,6	62,9	4,6	-2,7	1,9
14	Lanaudière	62,3	62,1	60,5	-0,2	-1,6	-1,8
15	Laurentides	61,0	63,7	63,7	2,7	0,0	2,7
16	Montréal	65,3	63,0	62,7	-2,3	-0,3	-2,6
17	Centre-du-Québec	59,0	62,7	54,9	3,7	-7,8	-4,1
Ensemble du Québec		59,5	60,9	60,0	1,4	-0,9	0,5
	Régions ressources	51,8	53,3	55,4	1,4	2,2	3,6
	Régions manufacturières	61,3	61,6	60,4	0,4	-1,2	-0,8
	Régions urbaines	58,9	61,4	60,3	2,5	-1,1	1,4

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

4.3 Taux de chômage

Le taux de chômage est un indicateur fortement employé par les médias pour présenter la situation économique. Il s'agit en fait de la part de la population active qui n'a pas de travail et qui est activement à la recherche d'un emploi.

Ensemble du Québec

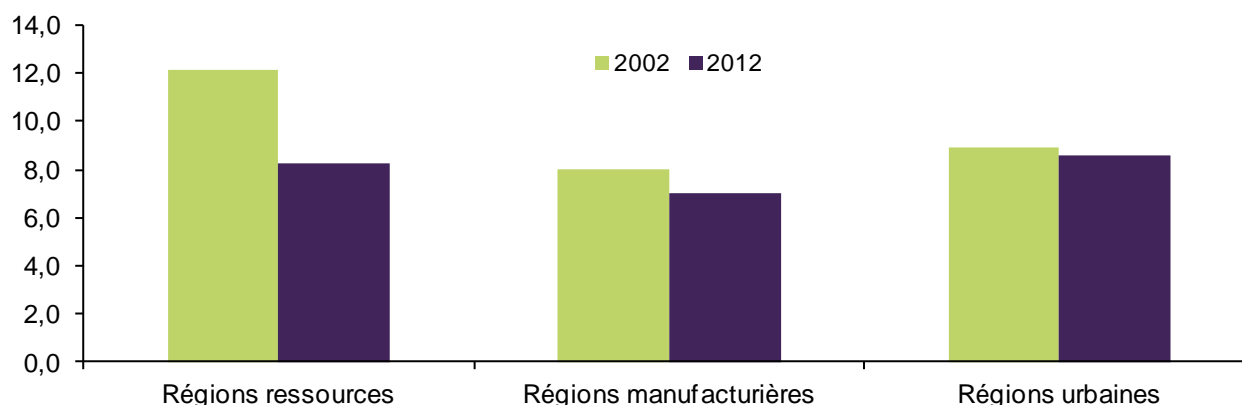
De 2002 à 2012, le taux de chômage diminue au Québec, passant de 8,7 % à 7,8 %. L'entièreté de cette diminution est observée au cours des années 2002 à 2007 (-1,5 point de pourcentage). Après avoir atteint un creux de 7,2 % en 2007, le taux de chômage augmente à 8,5 % en 2009 pour ensuite redescendre et se stabiliser à 7,8 % en 2012.

Blocs régionaux

En 2012, parmi les blocs régionaux, c'est au sein des régions manufacturières (7,0 %) que l'on trouve le plus bas taux de chômage. Dans les régions ressources, le taux de chômage affiche un creux historique de 8,3 %. Enfin, le taux de chômage le plus élevé s'observe dans les régions urbaines (8,6 %).

- De 2002 à 2007, la réduction du taux de chômage s'observe au sein des trois blocs régionaux. La diminution la plus importante touche les régions ressources (-1,8 point de pourcentage), suivies des régions urbaines (-1,7 point) et des régions manufacturières (-1,2 point).
- De 2007 à 2012, la tendance à la baisse du taux de chômage se poursuit au sein des régions ressources (-2,0 points de pourcentage), alors qu'elle marque une pause dans les régions manufacturières (+0,1 point) et que le tendance est inversée dans les régions urbaines (+1,4 point).
- Ainsi, de 2002 à 2012, les régions ressources éliminent presque l'écart qui les séparait du taux moyen de chômage de l'ensemble du Québec en 2012. Celui-ci passe en effet de 3,4 points de pourcentage en 2002 à 0,5 point en 2012.

Graphique 4.3a
Taux de chômage, selon les blocs régionaux, 2002 et 2012
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

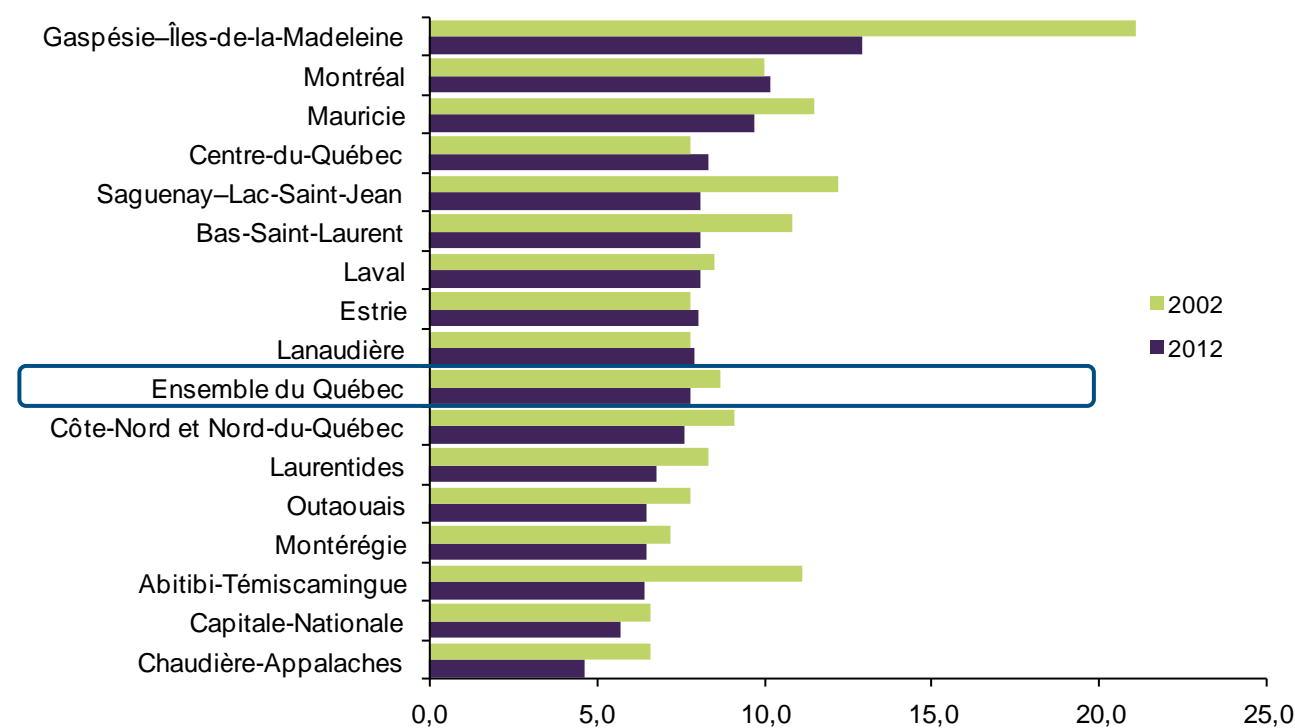
Régions administratives

- Comme dans l'ensemble du Québec, la période de 2002 à 2007 est marquée par une réduction généralisée du taux de chômage dans les régions administratives. Toutefois, plus de la moitié des régions voient leur taux de chômage augmenter au cours des années 2007 à 2012, période marquée par la récession de 2009.
- De façon globale, de 2002 à 2012, la majorité des régions administratives arrivent tout de même à diminuer leur taux de chômage, et ainsi à améliorer leur situation sur le marché du travail.
- Les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (-8,2 points de pourcentage), de l'Abitibi-Témiscamingue (-4,7 points), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (-4,1 points) et du Bas-Saint-Laurent (-2,7 points) présentent le meilleur bilan en matière de réduction du taux de chômage.
- Inversement, les régions du Centre-du-Québec (+0,5 point de pourcentage), de l'Estrie (+0,2 point), de Montréal (+0,2 point) et de Lanaudière (+0,1 point) enregistrent une hausse de leur taux de chômage.
- En 2012, la Chaudière-Appalaches affiche le plus bas taux de chômage, à 4,6 %, tandis que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présente le taux le plus élevé à 12,9 %.

Graphique 4.3b

Taux de chômage, selon les régions administratives, 2002 et 2012

(en pourcentage, par ordre décroissant en fonction de 2012)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 4.3

Taux de chômage, 2002, 2007 et 2012

Régions administratives		Taux de chômage			Écart		
		2002	2007	2012	2002- 2007	2007- 2012	2002- 2012
		En %			En points de %		
01	Bas-Saint-Laurent	10,8	9,0	8,1	-1,8	-0,9	-2,7
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	12,2	9,1	8,1	-3,1	-1,0	-4,1
03	Capitale-Nationale	6,6	5,0	5,7	-1,6	0,7	-0,9
04	Mauricie	11,5	9,3	9,7	-2,2	0,4	-1,8
05	Estrie	7,8	7,0	8,0	-0,8	1,0	0,2
06	Montréal	10,0	8,6	10,2	-1,4	1,6	0,2
07	Outaouais	7,8	6,4	6,5	-1,4	0,1	-1,3
08	Abitibi-Témiscamingue	11,1	9,2	6,4	-1,9	-2,8	-4,7
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	9,1	8,7	7,6	-0,4	-1,1	-1,5
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	21,1	17,3	12,9	-3,8	-4,4	-8,2
12	Chaudière-Appalaches	6,6	6,0	4,6	-0,6	-1,4	-2,0
13	Laval	8,5	5,2	8,1	-3,3	2,9	-0,4
14	Lanaudière	7,8	7,1	7,9	-0,7	0,8	0,1
15	Laurentides	8,3	7,0	6,8	-1,3	-0,2	-1,5
16	Montérégie	7,2	6,1	6,5	-1,1	0,4	-0,7
17	Centre-du-Québec	7,8	6,8	8,3	-1,0	1,5	0,5
Ensemble du Québec		8,7	7,2	7,8	-1,5	0,6	-0,9
	Régions ressources	12,1	10,3	8,3	-1,8	-2,0	-3,8
	Régions manufacturières	8,0	6,9	7,0	-1,2	0,1	-1,0
	Régions urbaines	8,9	7,2	8,6	-1,7	1,4	-0,3

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

4.4 Niveau de scolarité des travailleurs

Le niveau de scolarité des travailleurs d'une région est l'une des mesures du capital humain de cette région. Le capital humain est l'ensemble des aptitudes, talents, qualifications et expériences accumulés, lesquels déterminent en partie la capacité à travailler ou à produire d'un individu pour lui-même ou pour les autres.

Ensemble du Québec

Au Québec, en 2012, la proportion de travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme scolaire marque une hausse de 6,1 points par rapport à 2002 et elle se situe à 88,6 %. Ce phénomène résulte de l'augmentation de la proportion de travailleurs de 15 ans et plus ayant complété une formation postsecondaire (+3,7 points de pourcentage à 42,0 %) ou universitaire (+5,9 points à 25,3 %).

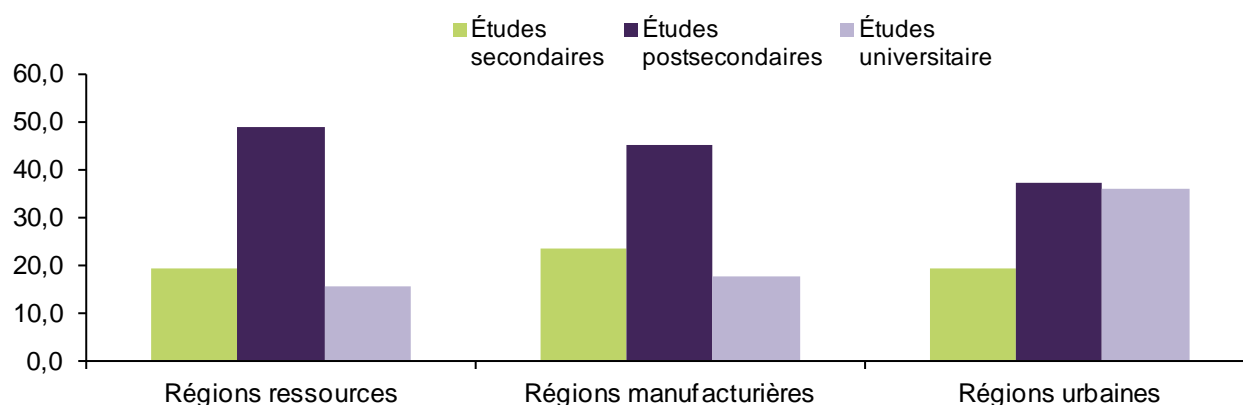
Blocs régionaux

Parmi les blocs régionaux, en 2012, les régions urbaines se démarquent clairement des autres régions avec leur haut taux de travailleurs possédant un diplôme universitaire. De plus, un écart négatif dans le niveau de scolarité (tous diplômes confondus) subsiste entre les régions ressources et manufacturières par rapport à l'ensemble du Québec.

- En 2012, les régions manufacturières (23,4 %) affichent le plus haut taux de travailleurs détenant seulement un diplôme d'études secondaires. Les régions ressources (19,2 %) et urbaines (19,1 %) enregistrent des taux semblables. Par rapport à 2002, dans les trois blocs régionaux, on observe une baisse à ce chapitre.
- En 2012, la proportion la plus élevée de travailleurs possédant au minimum un diplôme d'études postsecondaires se trouve dans les régions ressources (48,7 %), contre 45,2 % dans les régions manufacturières et 37,3 % dans les régions urbaines. Comparativement à 2002, tous les blocs régionaux enregistrent une hausse à cet égard.
- Les régions urbaines (35,7 %) présentent un taux de travailleurs ayant un diplôme universitaire beaucoup plus élevé que les régions manufacturières (17,6 %) et ressources (15,3 %). De 2002 et 2012, le taux de travailleurs ayant reçu une formation universitaire est à la hausse dans tous les blocs régionaux.

Graphique 4.4a

Répartition de l'emploi, par niveau de scolarité des travailleurs âgés de 15 ans et plus, selon les blocs régionaux, 2012
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

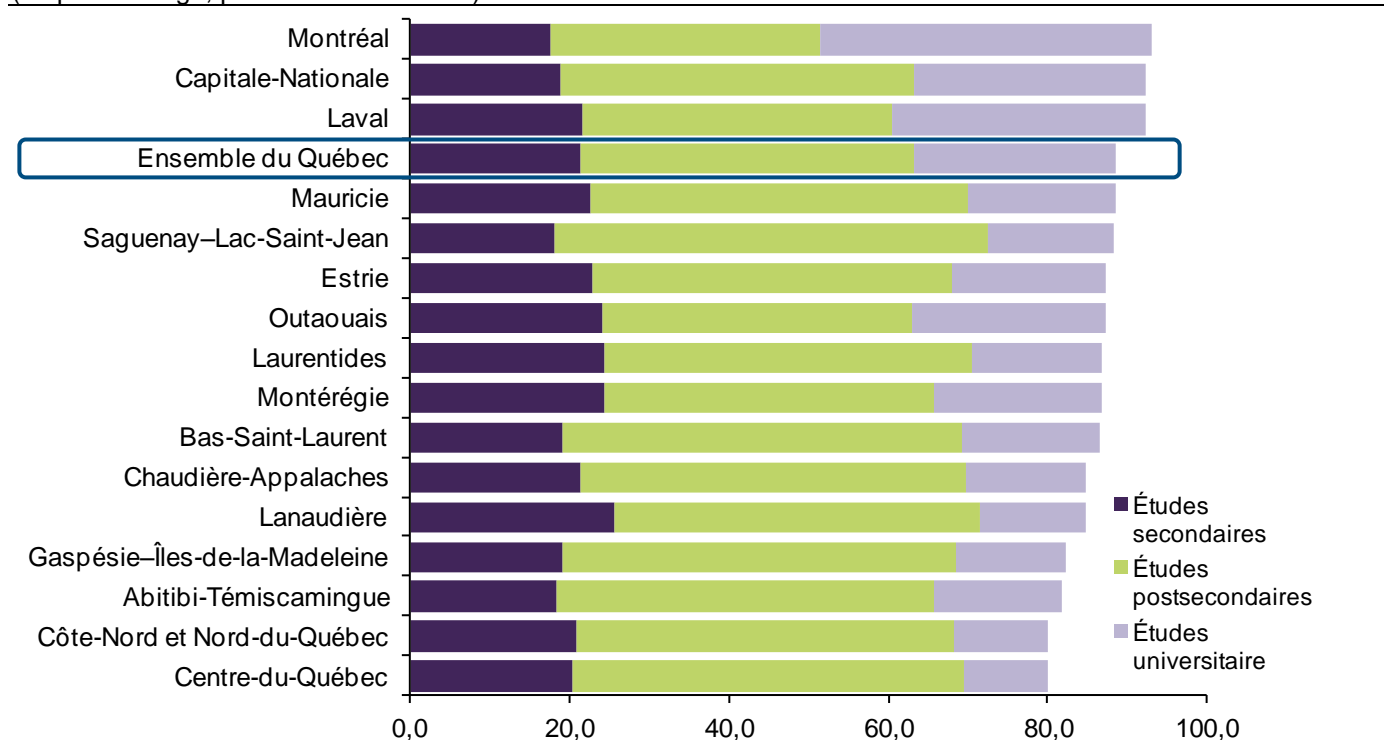
Régions administratives

- En 2012, trois des régions administratives du Québec ont une proportion plus élevée de travailleurs détenant au moins un diplôme d'études secondaires que l'ensemble du Québec. Il s'agit des régions urbaines de Montréal (93,0 %), de la Capitale-Nationale et de Laval (92,3 % dans les deux cas).
- De plus, Montréal affiche la plus forte proportion de travailleurs détenant un diplôme universitaire (41,6 %), alors que le Saguenay–Lac-Saint-Jean présente la plus forte proportion de travailleurs détenant une formation postsecondaire (54,5 %). Lanaudière compte la plus grande proportion de travailleurs ayant seulement un diplôme d'études secondaires (25,4 %).
- En 2012, le Centre-du-Québec affiche la plus faible proportion de travailleurs détenant au moins un diplôme d'études secondaires (79,9 %), ainsi que de travailleurs détenant un diplôme universitaire (10,5 %). Pour ce qui est des travailleurs ayant complété des études postsecondaires ou seulement secondaires, c'est à Montréal que se trouvent les plus faibles proportions (33,8 % et 17,6 % respectivement).
- Entre 2002 et 2012, la proportion de travailleurs détenant au moins un diplôme d'études secondaires augmente le plus à Laval (+11,6 points de pourcentage), notamment grâce à la progression du taux de travailleurs détenant un diplôme universitaire (+17,2 points).
- Au cours de la même période, c'est dans les Laurentides (+12,2 points de pourcentage) que la proportion de travailleurs ayant complété des études postsecondaires croît le plus.
- Finalement, la proportion de travailleurs possédant seulement un diplôme d'études secondaires diminue dans toutes les régions entre 2002 et 2012, à l'exception de la Mauricie (+0,1 point de pourcentage) où elle se maintient.

Graphique 4.4b

Répartition de l'emploi, par niveau de scolarité des travailleurs âgés de 15 ans et plus, selon les régions administratives, 2012

(en pourcentage, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 4.4

Personnes en emploi, selon le plus haut niveau de scolarité complété, âgées de 15 ans et plus, 2002 et 2012

Régions administratives		Études		Études		Études		Total	
		secondaires ¹		postsecondaires		universitaires ²			
		2002	2012	2002	2012	2002	2012	2002	2012
En % du nombre total d'emplois									
01	Bas-Saint-Laurent	26,0	19,0	38,9	50,3	13,7	17,3	78,5	86,5
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	18,6	18,0	47,9	54,5	15,1	15,6	81,6	88,2
03	Capitale-Nationale	22,8	18,8	43,2	44,3	22,9	29,2	88,8	92,3
04	Mauricie	22,5	22,6	45,1	47,3	14,5	18,6	82,1	88,5
05	Estrie	26,0	22,8	37,2	45,2	17,0	19,3	80,2	87,3
06	Montréal	21,7	17,6	34,3	33,8	31,0	41,6	86,9	93,0
07	Outaouais	26,0	24,1	35,7	38,8	18,2	24,4	80,0	87,3
08	Abitibi-Témiscamingue	21,0	18,3	41,7	47,4	12,0	16,2	74,7	81,8
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	23,7	20,9	35,1	47,3	12,1	11,9	71,0	80,1
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	21,1	19,2	43,3	49,3	10,7	13,7	75,1	82,2
12	Chaudière-Appalaches	23,7	21,3	39,1	48,4	14,1	15,1	76,8	84,7
13	Laval	26,8	21,5	39,0	38,9	14,7	31,9	80,6	92,3
14	Lanaudière	28,2	25,4	43,0	46,1	9,9	13,1	81,0	84,7
15	Laurentides	28,1	24,4	34,0	46,2	16,0	16,3	78,2	86,9
16	Montérégie	29,2	24,4	37,8	41,3	15,5	21,0	82,5	86,7
17	Centre-du-Québec	23,1	20,4	41,9	49,0	9,7	10,5	74,7	79,9
Ensemble du Québec		24,8	21,2	38,3	42,0	19,4	25,3	82,5	88,6
Régions ressources		23,4	19,2	39,4	48,7	12,4	15,3	75,2	83,3
Régions manufacturières		26,6	23,4	39,3	45,2	14,5	17,6	80,4	86,2
Régions urbaines		22,9	19,1	36,8	37,3	26,1	35,7	85,9	92,1

1. Incluent les études postsecondaires partielles.

2. Incluent le baccalauréat et le diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

4.5 Niveau de scolarité des personnes à la recherche d'un emploi

Les personnes à la recherche d'un emploi dans une économie correspondent au bassin de main-d'œuvre disponible. Plus ces personnes sont scolarisées, plus les entreprises disposent d'un avantage en matière de relève qualifiée. Par ailleurs, un bassin de main-d'œuvre disponible et scolarisée procure une flexibilité accrue aux employeurs.

Ensemble du Québec

Au Québec, la proportion de personnes à la recherche d'un emploi et possédant au moins un diplôme d'études secondaires passe de 67,5 % en 2002 à 74,9 % en 2012. Cette tendance témoigne d'une amélioration de la qualification de la main-d'œuvre disponible au cours de la dernière décennie.

Blocs régionaux

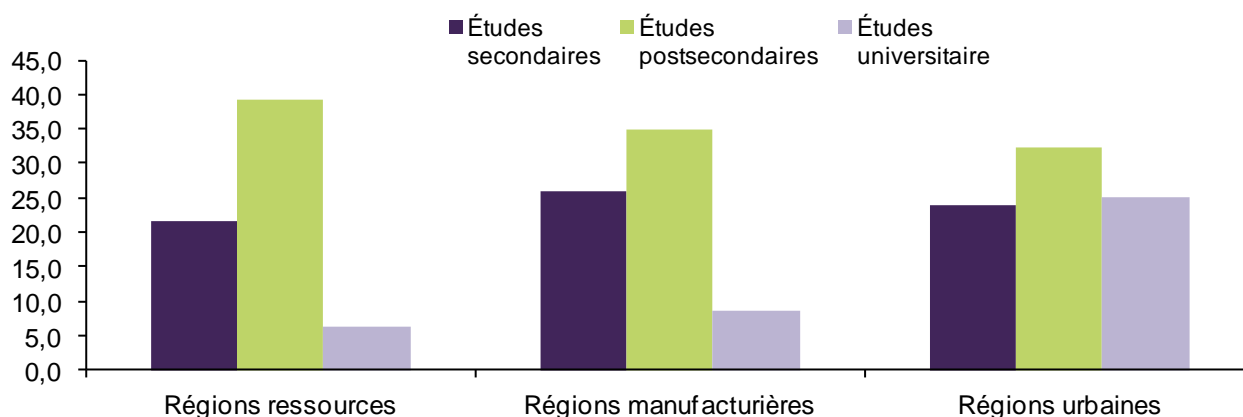
Parmi les blocs régionaux, davantage de personnes à la recherche d'un emploi disposent au minimum d'un diplôme d'études secondaires dans les régions urbaines (81,2 %) que dans les régions manufacturières (69,2 %) et les régions ressources (67,0 %). L'écart est particulièrement marqué au chapitre du diplôme universitaire.

- En 2012, la proportion de personnes à la recherche d'un emploi détenant au maximum un diplôme d'études secondaires est comparable entre les blocs régionaux : 25,9 % dans les régions manufacturières, 23,9 % dans les régions urbaines et 21,6 % dans les régions ressources.
- La même année, un écart de 7 points de pourcentage subsiste entre les régions ressources (39,2 %) et les régions urbaines (32,2 %) quant à la proportion de personnes à la recherche d'un emploi ayant complété des études postsecondaires, sauf universitaires.
- En 2012, 25,0 % des personnes à la recherche d'un emploi dans les régions urbaines possèdent un diplôme universitaire, contre 8,5 % et 6,2 % respectivement dans les autres blocs régionaux.
- Enfin, entre 2002 et 2012, la part des personnes à la recherche d'un emploi possédant au minimum un diplôme d'études secondaires augmente dans tous les blocs régionaux.

Graphique 4.5a

Répartition des personnes à la recherche d'un emploi âgées de 15 ans et plus, selon le niveau de scolarité, selon les blocs régionaux, 2012

(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

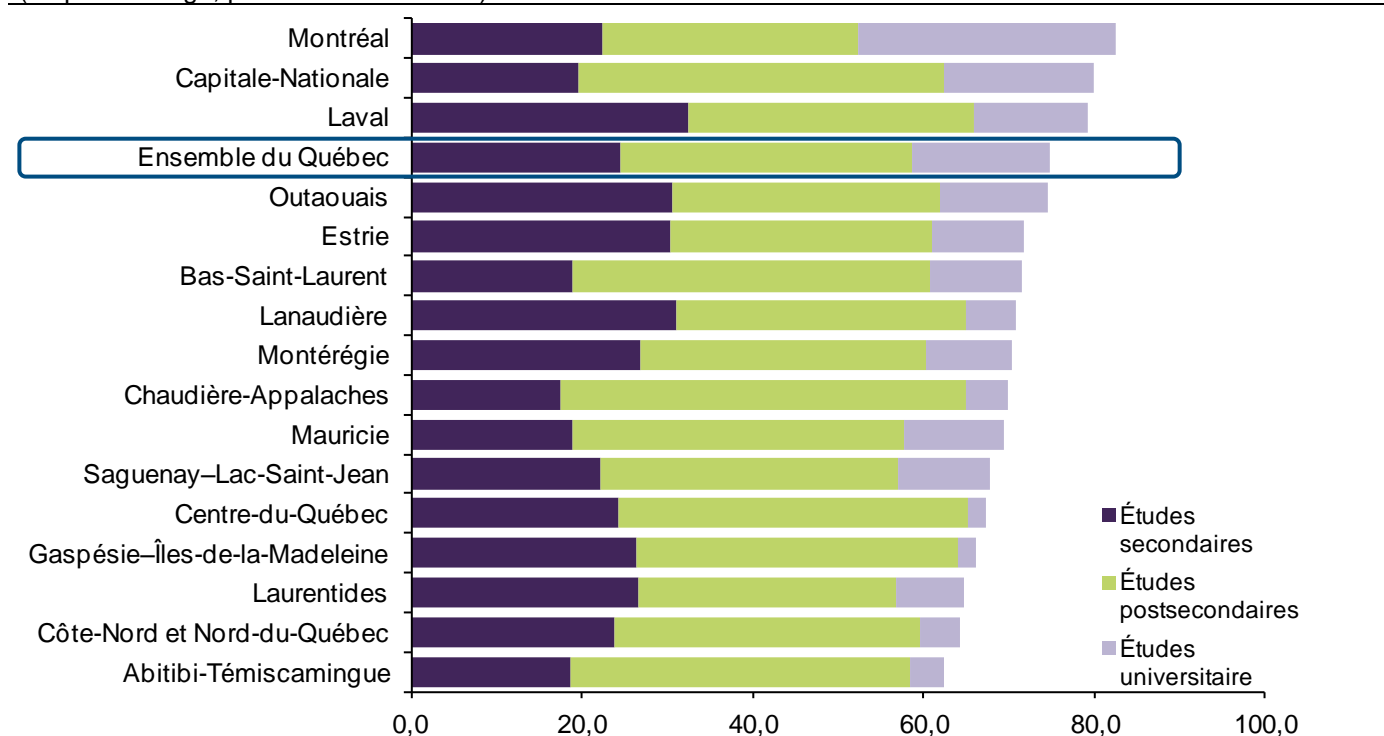
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- En 2012, seules 3 régions administratives du Québec affichent une plus grande proportion de personnes à la recherche d'un emploi possédant au moins un diplôme d'études secondaires que l'ensemble du Québec. Il s'agit des régions urbaines de Montréal (82,6 %), de la Capitale-Nationale (79,9 %) et de Laval (79,3 %).
- À l'opposé, l'Abitibi-Témiscamingue (62,5 %) affiche la plus faible proportion de personnes à la recherche d'un emploi détenant au moins un diplôme d'études secondaires.
- En 2012, la plus forte proportion de personnes à la recherche d'un emploi ayant obtenu un diplôme universitaire se trouve à Montréal (30,2 %), alors que celle ayant complété des études postsecondaires, sauf universitaires, est observée en Chaudière-Appalaches (47,6 %). La proportion la plus élevée de personnes à la recherche d'un emploi détenant au plus un diplôme d'études secondaires est présente à Laval (32,4 %).
- De 2002 à 2012, c'est en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+13,8 points de pourcentage) que la proportion de personnes à la recherche d'un emploi détenant au moins un diplôme d'études secondaires augmente le plus. La forte progression du taux de main-d'œuvre disponible ayant complété des études postsecondaires explique cette bonne performance.
- Au cours de la même période, c'est à Montréal (+6,8 points de pourcentage) que la proportion de personnes à la recherche d'un emploi détenant un diplôme universitaire augmente le plus, alors que celle de personnes à la recherche d'un emploi possédant une formation postsecondaire, sauf universitaire, croît davantage en Chaudière-Appalaches (+18,3 points).

Graphique 4.5b

Répartition des personnes à la recherche d'un emploi âgées de 15 ans et plus, selon le niveau de scolarité, selon les régions administratives, 2012
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 4.5

Personnes à la recherche d'un emploi, selon le niveau de scolarité, âgées de 15 ans et plus, détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 2002 et 2012

Régions administratives		Études secondaires ¹		Études postsecondaire		Études universitaire ²		Total	
		2002	2012	2002	2012	2002	2012	2002	2012
		En % du nombre total de personnes à la recherche d'un emploi							
01	Bas-Saint-Laurent	30,3	19,0	26,3	41,7	4,0	10,7	60,6	71,4
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	22,1	22,3	39,9	34,8	4,9	10,7	66,9	67,9
03	Capitale-Nationale	26,4	19,7	36,8	42,8	13,9	17,5	77,1	79,9
04	Mauricie	31,7	19,0	32,4	38,8	6,2	11,6	70,3	69,4
05	Estrie	27,5	30,5	25,8	30,5	8,3	10,9	61,7	71,9
06	Montréal	24,4	22,5	27,9	29,9	23,4	30,2	75,7	82,6
07	Outaouais	30,4	30,7	24,4	31,4	5,9	12,4	60,7	74,5
08	Abitibi-Témiscamingue	24,1	18,8	32,9	39,6	5,1	4,2	62,0	62,5
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	25,9	23,8	24,1	35,7	1,9	4,8	51,9	64,3
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	21,1	26,4	27,8	37,7	3,3	1,9	52,2	66,0
12	Chaudière-Appalaches	28,6	17,5	29,3	47,6	5,0	4,9	62,9	69,9
13	Laval	29,0	32,4	30,2	33,5	8,6	13,3	67,9	79,3
14	Lanaudière	28,9	31,1	29,5	34,0	3,6	5,8	62,0	70,9
15	Laurentides	32,1	26,6	28,7	30,3	5,7	7,8	66,5	64,7
16	Montréal	28,4	26,8	28,2	33,5	7,0	10,0	63,6	70,3
17	Centre-du-Québec	31,5	24,2	23,6	41,1	3,4	2,1	58,4	67,4
Ensemble du Québec		26,9	24,7	29,3	33,9	11,4	16,3	67,5	74,9
Régions ressources		25,5	21,6	28,0	39,2	3,7	6,2	57,1	67,0
Régions manufacturières		28,7	25,9	29,7	34,8	5,9	8,5	64,3	69,2
Régions urbaines		25,7	23,9	29,2	32,2	18,8	25,0	73,7	81,2

1. Incluent les études postsecondaires partielles.

2. Incluent le baccalauréat et le diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Chapitre 5 – Démographie

Des changements importants à la démographie du Québec se produisent sur plusieurs plans : son évolution, sa dispersion, ses mouvements et sa structure. Ces changements sont le résultat de plusieurs phénomènes convergents : baisse de la natalité, hausse de l'espérance de vie, urbanisation, etc.

Ces bouleversements démographiques récents entraînent déjà des répercussions socioéconomiques importantes pour les régions du Québec : exode des jeunes, fuite des capitaux et de la main-d'œuvre, services publics moins accessibles et plus coûteux compte tenu de la population à servir, etc.

De nombreux indicateurs permettent de mieux comprendre les changements démographiques que vivent les différentes régions du Québec, dont :

- la structure de la population, par groupe d'âge;
- l'évolution de la population et ses perspectives;
- les mouvements migratoires;
- la dépendance démographique et l'indice de remplacement.

5.1 Structure de la population

L'évolution de la structure de la population selon l'âge permet de vérifier à quel rythme l'ensemble de la population vieillit au fil du temps. La comparaison de la distribution de la population par groupe d'âge témoigne du vieillissement de la population au cours des 10 dernières années, dans toutes les régions du Québec.

Ensemble du Québec

De 2002 à 2012, la proportion des personnes de 65 ans et plus au Québec passe de 13,2 % à 16,2 %, au détriment de celle des 0-14 ans qui passe de 17,5 % à 15,5 %. Une fécondité en deçà du seuil de remplacement des générations ainsi qu'une plus grande longévité expliquent ce phénomène.

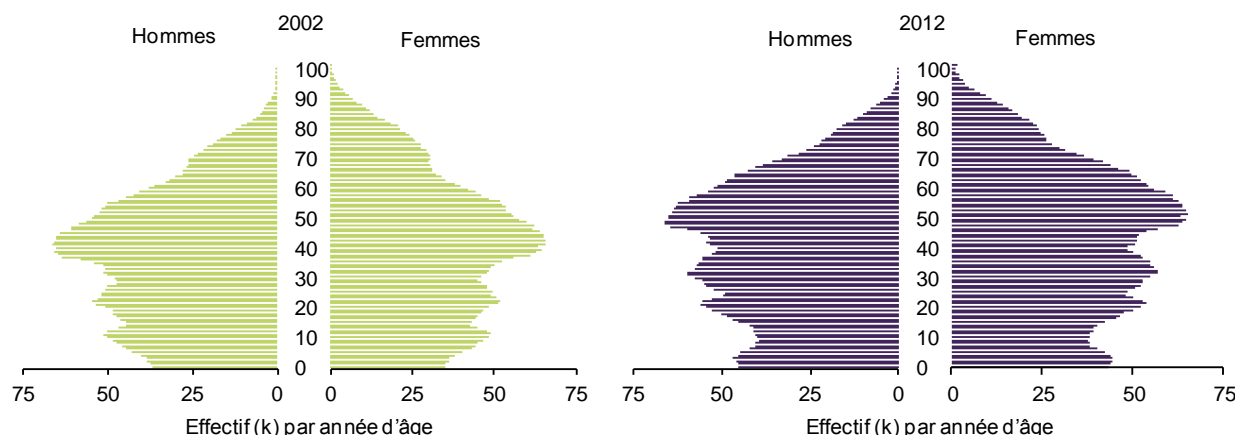
Ainsi, tant chez les femmes que chez les hommes, le renversement de la pyramide des âges s'amplifie de 2002 à 2012. Selon les projections démographiques, ce vieillissement accéléré de la population devrait se poursuivre au cours des prochaines années.

Blocs régionaux

En 2002, les régions urbaines comptent la plus forte proportion de personnes âgées de 65 ans et plus, soit 14,1 %. Il en va tout autrement en 2012, année où ce titre revient aux régions ressources.

- De 2002 à 2012, les régions ressources sont celles qui connaissent le vieillissement de leur population le plus rapide : la proportion des 65 ans et plus passe de 12,9 % à 17,2 %. Dans les régions manufacturières, cette proportion augmente de 12,4 % à 16,5 %, alors que dans les régions urbaines elle n'augmente que de 14,1 % à 15,6 %.
- Au cours de la même période, parmi les blocs régionaux, c'est dans les régions manufacturières que la proportion de jeunes de 0 à 14 ans diminue le plus, passant de 18,4 % à 15,9 %. Dans les régions ressources, les plus jeunes voient leur poids démographique relatif diminuer de 2,3 points de pourcentage, à 15,8 %. La plus faible proportion de jeunes de 0 à 14 ans revient aux régions urbaines (15,1 %), même si elles enregistrent une diminution plus modérée (-1,2 point de pourcentage) à cet égard.

Graphique 5.1a
Pyramide des âges, selon le sexe, 2002 et 2012¹
(au 1^{er} juillet)



1. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

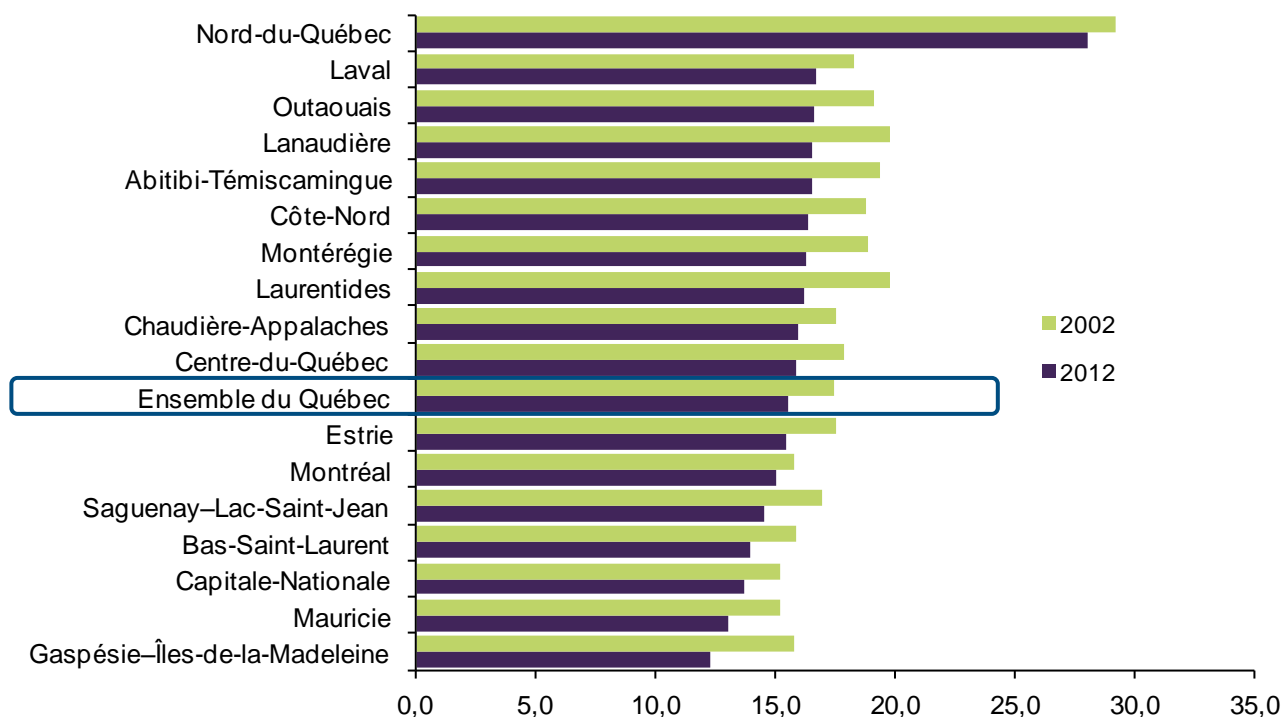
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- De 2002 à 2012, le poids démographique des jeunes de 0 à 14 ans diminue dans l'ensemble des régions du Québec. Montréal (-0,8 point de pourcentage), le Nord-du-Québec (-1,2 point) et la Capitale-Nationale (-1,5 point) affichent les diminutions les moins prononcées du poids démographique des jeunes de 0 à 14 ans.
- À l'inverse, c'est dans les régions des Laurentides (-3,6 points de pourcentage), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (-3,5 points) et de Lanaudière (-3,2 points) que la proportion de jeunes de 0 à 14 ans dans l'ensemble de la population régresse le plus.
- En 2012, le Nord-du-Québec (28,1 %), Laval (16,7 %) et l'Outaouais (16,6 %) affichent les plus fortes proportions de jeunes de 0 à 14 ans. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (12,3 %), la Mauricie (13,0 %) et la Capitale-Nationale (13,7 %) présentent les plus faibles proportions de jeunes de 0 à 14 ans.
- De 2002 à 2012, le poids démographique des personnes âgées de 65 ans et plus augmente davantage dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+5,6 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+5,2 %). Montréal (+0,3 %) affiche la croissance la plus faible de cette tranche de la population.
- En 2012, la proportion de personnes de 65 ans et plus la plus élevée est observée dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (21,2 %), la Mauricie (20,9 %) et le Bas-Saint-Laurent (20,0 %). La proportion la plus faible revient au Nord-du-Québec (6,8 %).

Graphique 5.1b

Poids démographique des 0-14 ans, selon les régions administratives, 2002 et 2012¹
(en pourcentage, en ordre décroissant en fonction de 2012)



1. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 5.1

Distribution de la population, par grand groupe d'âge, 2002 et 2012¹

Régions administratives	2002				2012			
	0-14	15-29	30-64	65 et +	0-14	15-29	30-64	65 et +
	En %				En %			
01 Bas-Saint-Laurent	15,9	18,6	49,9	15,6	14,0	16,9	49,1	20,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	17,0	20,2	49,9	12,9	14,6	18,1	49,3	18,1
03 Capitale-Nationale	15,2	20,0	50,6	14,1	13,7	18,7	49,8	17,7
04 Mauricie	15,2	18,0	50,3	16,5	13,0	17,7	48,4	20,9
05 Estrie	17,6	20,0	48,4	14,1	15,4	19,4	47,4	17,8
06 Montréal	15,8	21,4	47,9	14,9	15,0	20,2	49,6	15,2
07 Outaouais	19,1	19,4	51,2	10,3	16,6	19,5	50,6	13,4
08 Abitibi-Témiscamingue	19,4	19,3	49,7	11,6	16,5	19,2	48,9	15,3
09 Côte-Nord	18,8	19,1	52,0	10,1	16,4	18,3	50,5	14,9
10 Nord-du-Québec	29,3	24,9	41,3	4,5	28,1	23,4	41,7	6,8
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	15,8	16,2	52,5	15,6	12,3	15,7	50,8	21,2
12 Chaudière-Appalaches	17,6	19,9	49,5	13,0	16,0	17,7	49,0	17,3
13 Laval	18,3	18,6	49,8	13,2	16,7	19,0	48,4	15,9
14 Lanaudière	19,8	17,8	51,5	10,9	16,6	18,6	49,8	15,0
15 Laurentides	19,8	17,7	51,5	11,0	16,2	18,3	50,2	15,3
16 Montérégie	18,9	18,8	50,6	11,6	16,3	18,6	49,4	15,7
17 Centre-du-Québec	17,8	19,8	48,5	13,8	15,9	18,0	48,4	17,8
Ensemble du Québec	17,5	19,6	49,7	13,2	15,5	18,9	49,4	16,2
Régions ressources	18,1	18,9	50,0	12,9	15,8	18,0	49,0	17,2
Régions manufacturières	18,4	18,9	50,3	12,4	15,9	18,4	49,2	16,5
Régions urbaines	16,3	20,6	49,0	14,1	15,1	19,7	49,6	15,6

1. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

5.2 Évolution de la population et perspectives

La population qui occupe un territoire est un indicateur fondamental de son développement économique. Ainsi, le développement d'une région est intimement lié à l'évolution future de sa population.

Ensemble du Québec

Entre 2007 et 2012, la population du Québec augmente de 4,8 %. Ce rythme est plus élevé que celui prévu par l'Institut de la statistique du Québec dans son scénario de base pour les années 2012 à 2017 (+3,7 %). En 2027, il devrait y avoir 8 714 258 Québécois, contre un peu plus de 8 000 000 aujourd'hui.

Blocs régionaux

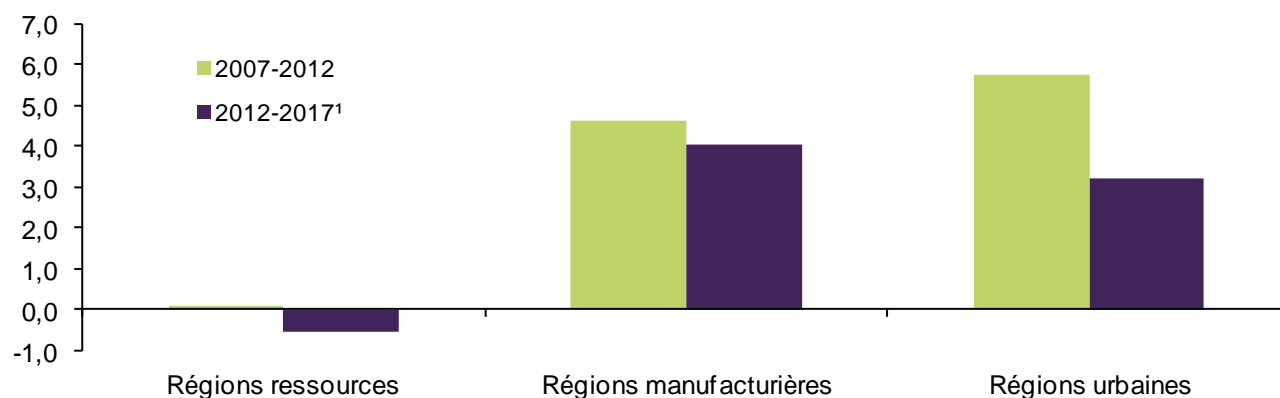
Entre 2007 et 2017, la croissance de la population se produira principalement dans les régions manufacturières et urbaines, alors que les régions ressources connaîtront une légère diminution à cet égard.

- De 2007 à 2012, les régions urbaines (+5,8 %) enregistrent la plus forte hausse de leur population, suivies des régions manufacturières (+4,6 %). Le nombre de Québécois habitant dans les régions ressources varie peu au cours de cette période (+0,1 %).
- Pour la période de 2012 à 2017, l'Institut de la statistique du Québec prévoit dans son scénario de base que la croissance démographique des régions manufacturières (+4,1 %) sera toujours forte, mais moins qu'au cours de la période précédente. C'est dans les régions urbaines (+3,2 %) que le rythme de l'augmentation de la population ralentira le plus, alors que la population des régions ressources décroîtra (-0,5 %).

Graphique 5.2a

Évolution démographique et perspectives, selon les blocs régionaux, 2007-2012 réalisée et 2012-2017 projetées

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

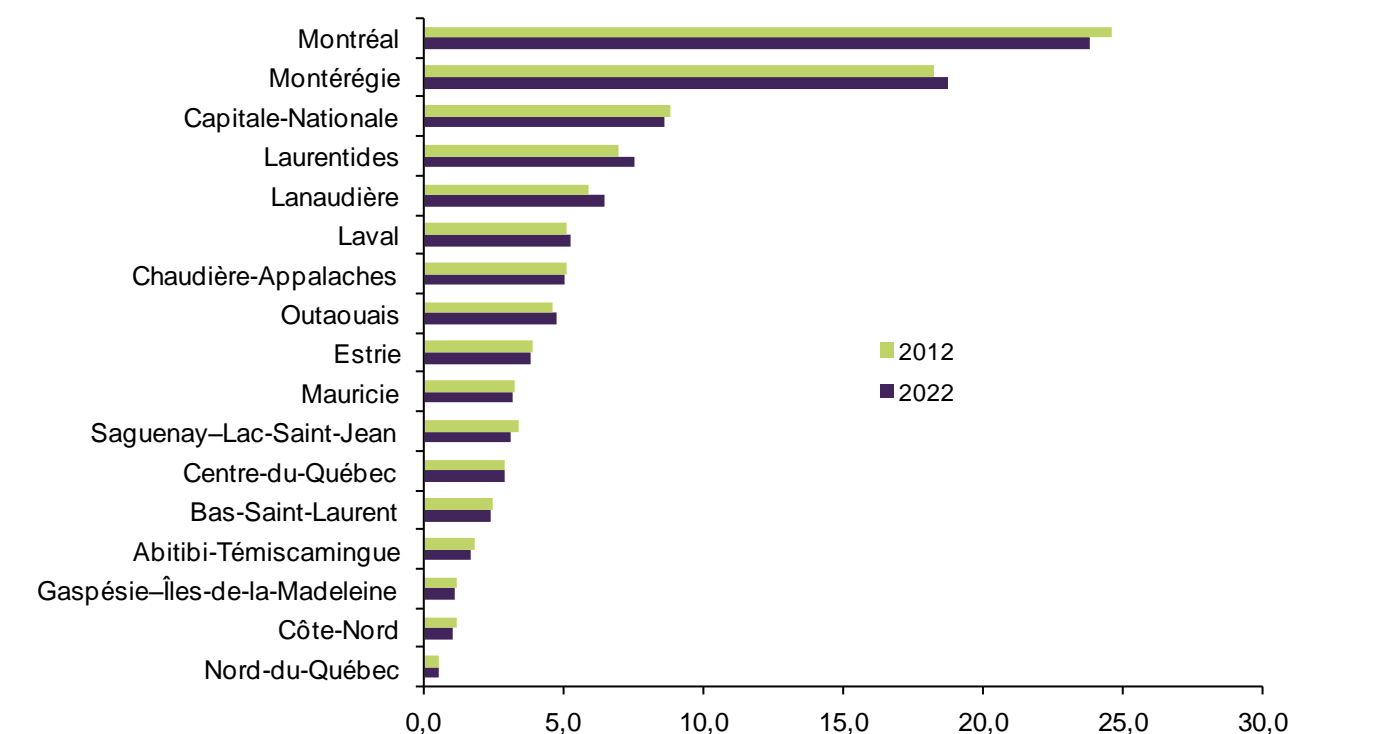
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- En 2012, la population du Québec se trouve principalement dans les régions de Montréal (24,6 %) et de la Montérégie (18,3 %). Ensemble, ces deux régions représentent près de la moitié de la population du Québec. Il faut regrouper les 13 régions les moins peuplées pour atteindre une proportion similaire.
- En 2012, les régions dont le poids démographique est le plus faible au Québec sont le Nord-du-Québec (0,5 %), la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (1,1 %), la Côte-Nord (1,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (1,8 %) et le Bas-Saint-Laurent (2,5 %). Ces régions forment le bloc régional des régions ressources.
- D'ici 2022, 5 régions devraient voir leur poids démographique augmenter aux dépens des 12 autres régions. Il s'agit de Lanaudière (+0,6 %), des Laurentides (+0,6 %), de la Montérégie (+0,5 %), de Laval (+0,2 %) et de l'Outaouais (+0,1 %).
- Montréal est de loin la région dont le poids démographique est appelé à diminuer le plus (-0,8 %). Cela va de pair avec le développement prévu des régions ceinturant la métropole.

Graphique 5.2b

Poids démographique, selon les régions administratives, 2012 réalisé et 2022 projeté
(en pourcentage, par ordre décroissant en fonction de 2022)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 5.2

Variation de la population, de 2002 à 2027¹

Régions administratives	2002-2007	2007-2012	2012-2017	2017-2022	2022-2027
	En %		En %		
01 Bas-Saint-Laurent	-0,7	-0,7	-0,1	0,0	-0,4
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	-2,8	0,0	-1,2	-1,3	-1,6
03 Capitale-Nationale	2,7	5,1	2,6	2,0	1,5
04 Mauricie	0,7	1,0	1,3	1,2	0,9
05 Estrie	3,2	4,3	2,6	2,2	1,6
06 Montréal	0,8	5,3	2,6	2,1	1,9
07 Outaouais	6,5	6,8	4,7	4,1	3,3
08 Abitibi-Témiscamingue	-1,4	1,3	-0,6	-0,5	-0,7
09 Côte-Nord	-2,3	-0,3	-2,6	-2,4	-2,5
10 Nord-du-Québec	3,1	5,6	1,3	0,6	0,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-2,6	-2,2	-0,2	0,1	-0,1
12 Chaudière-Appalaches	2,0	2,4	2,2	1,8	1,1
13 Laval	6,6	8,3	5,5	4,6	3,9
14 Lanaudière	10,5	7,8	7,3	6,3	5,0
15 Laurentides	9,3	7,0	6,8	5,9	4,8
16 Montérégie	5,5	5,3	4,4	3,9	3,2
17 Centre-du-Québec	1,9	3,4	2,8	2,4	1,8
Ensemble du Québec	3,3	4,8	3,4	2,9	2,3
Régions ressources	-1,2	0,1	-0,5	-0,5	-0,7
Régions manufacturières	4,8	4,6	4,1	3,5	2,8
Régions urbaines	2,4	5,8	3,2	2,6	2,2

1. Perspectives.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

5.3 Migration interrégionale, selon l'âge

Les données relatives à la migration interrégionale selon l'âge et la région permettent de mesurer l'ampleur et le sens des mouvements internes de la population. Les taux nets de migration pour 1 000 habitants (c'est-à-dire le rapport des soldes migratoires interrégionaux à la population de départ) permettent une comparaison beaucoup plus juste des migrations entre les régions ayant des populations de taille différente.

Ensemble du Québec (migration interprovinciale et internationale)

En 2011-2012, le Québec enregistre des gains migratoires internationaux nets de plus de 40 000 personnes, ce qui est nettement plus que ce qui avait été observé en 2000-2001 (+28 320 personnes). Ce solde positif s'explique uniquement par la migration internationale. À l'inverse, dans ses échanges avec les autres provinces, le Québec a perdu près de 4 000 personnes, déficit somme toute moins prononcé qu'en 2001-2002 (environ 4 350 personnes).

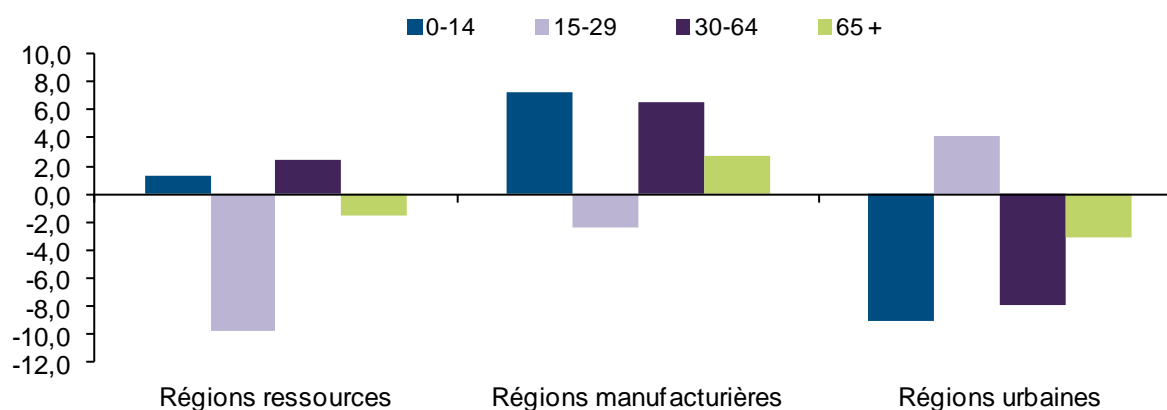
Blocs régionaux

En 2011-2012, parmi les blocs régionaux, les régions manufacturières affichent un solde migratoire interrégional positif (+17 537 personnes) aux dépens des régions urbaines (-17 166 personnes) et ressources (-371 personnes).

- En 2011-2012, les régions urbaines affichent un taux net de migration des 0 à 14 ans fortement négatif (-9,0 personnes pour 1 000 habitants). Les régions manufacturières profitent (+7,3 personnes) davantage de ces migrations que les régions ressources (+1,3 personne). Cela s'explique en bonne partie par le départ des jeunes familles vers les banlieues, notamment autour de Montréal.
- En 2011-2012, le taux net le plus faible de migration des 15 à 29 ans est observé dans les régions ressources (-9,7 personnes pour 1 000 habitants), suivies des régions manufacturières (-2,4 personnes). Plusieurs de ces jeunes quittent leur lieu de résidence pour les régions urbaines (+4,1 personnes), notamment pour leurs études.
- Au cours de la même période, le taux net de migration des 30-64 ans suit la même tendance que celui des jeunes de 0 à 14 ans. Ainsi, celui des régions urbaines (-7,9 personnes pour 1 000 habitants) est négatif, alors que les régions manufacturières (+6,5 personnes) et ressources (+2,4 personnes) enregistrent des gains à ce chapitre.
- Parmi la population de 65 ans et plus, les taux nets de migration sont plus modérés en 2011-2012. Les régions manufacturières (+2,8 personnes pour 1 000 habitants) accueillent l'ensemble des retraités migrants qui quittent les régions urbaines (-3,1 personnes) et ressources (-1,6 personne).

Graphique 5.3 a

Taux net de migration interrégionale, par groupe d'âge, selon les blocs régionaux, 2011-2012¹
(pour 1000 habitants)



1. Données provisoires.

Sources : Institut de la Statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec.

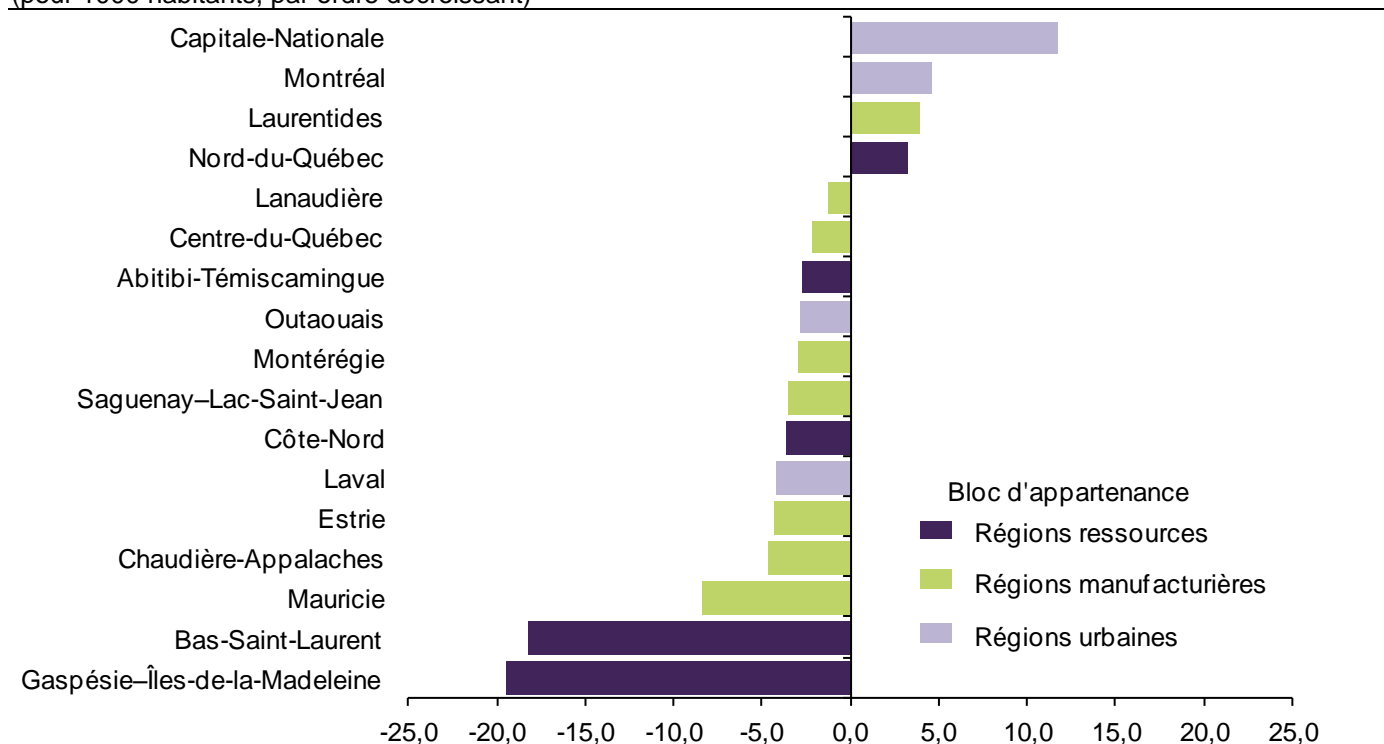
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- En 2011-2012, 4 régions présentent un taux net positif quant à la migration interrégionale des 15 à 29 ans, aux dépens des 13 autres régions : la Capitale-Nationale (+11,6 personnes pour 1 000 habitants), Montréal (+4,5 personnes), les Laurentides (+3,8 personnes) et le Nord-du-Québec (+3,2 personnes).
- À l'inverse, ce sont les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (-19,5 personnes pour 1 000 habitants) et du Bas-Saint-Laurent (-18,2 personnes) qui affichent les taux nets négatifs de migration interrégionale des 15 à 29 ans les plus importants parmi les régions du Québec.
- Le Nord-du-Québec (-13,6 personnes pour 1 000 habitants) présente le taux net de migration interrégionale des 65 ans et plus le plus bas, alors que les Laurentides (+7,0 personnes) enregistrent le plus élevé.
- Par ailleurs, en 2011-2012, Montréal affiche à cet égard un solde négatif net de 20 492 personnes parmi l'ensemble de sa population. Les régions de la couronne montréalaise profitent de cette émigration, notamment les Laurentides (+5 533 personnes), la Montérégie (+5 339 personnes) et Lanaudière (+4 173 personnes).
- Ce déficit se traduit par un taux net de migration interrégionale des 0 à 14 ans (-19,2 personnes pour 1 000 habitants) et des 30 à 64 ans (-15,1 personnes) le plus faible au Québec pour la région de Montréal. À l'opposé, Lanaudière (+15,6 personnes) et les Laurentides (+12,1 personnes) obtiennent le taux le plus élevé pour les 0 à 14 ans et les 30 à 64 ans, respectivement.

Graphique 5.3b

Taux net de migration interrégionale des 15 à 29 ans, selon les régions administratives, 2011-2012¹
(pour 1000 habitants, par ordre décroissant)



1. Données provisoires.

Sources : Institut de la Statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 5.3

Solde migratoire interrégional, par groupe d'âge, 2011-2012¹

Régions administratives	Solde				Taux net			
	0-14	15-29	30-64	65 +	0-14	15-29	30-64	65 +
	Nombre				Pour 1 000 habitants			
01 Bas-Saint-Laurent	138	-614	381	49	4,9	-18,2	3,9	1,2
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	169	-174	352	-12	4,2	-3,5	2,6	-0,2
03 Capitale-Nationale	112	1 532	178	87	1,2	11,6	0,5	0,7
04 Mauricie	177	-392	586	31	5,2	-8,4	4,6	0,6
05 Estrie	94	-262	453	27	1,9	-4,3	3,0	0,5
06 Montréal	-5 730	1 805	-14 815	-1 752	-19,2	4,5	-15,1	-5,8
07 Outaouais	128	-203	262	57	2,1	-2,8	1,4	1,1
08 Abitibi-Témiscamingue	64	-76	234	-69	2,6	-2,7	3,3	-3,1
09 Côte-Nord	-56	-64	-83	-103	-3,6	-3,7	-1,7	-7,2
10 Nord-du-Québec	-46	32	-117	-40	-3,8	3,2	-6,5	-13,6
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	20	-283	256	6	1,8	-19,5	5,4	0,3
12 Chaudière-Appalaches	163	-336	804	-26	2,5	-4,6	4,0	-0,4
13 Laval	740	-325	830	-72	10,8	-4,2	4,2	-1,1
14 Lanaudière	1 234	-117	2 667	389	15,6	-1,3	11,2	5,4
15 Laurentides	1 125	393	3 411	604	12,3	3,8	12,1	7,0
16 Montérégie	1 623	-822	3 876	662	6,8	-3,0	5,3	2,9
17 Centre-du-Québec	45	-94	725	162	1,2	-2,2	6,4	3,9
Ensemble du Québec
Régions ressources	120	-1 005	671	-157	1,3	-9,7	2,4	-1,6
Régions manufacturières	4 630	-1 804	12 874	1 837	7,3	-2,4	6,5	2,8
Régions urbaines	-4 750	2 809	-13 545	-1 680	-9,0	4,1	-7,9	-3,1

1. Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

5.4 Rapport de dépendance démographique

Le rapport de dépendance démographique dresse un portrait du fardeau démographique que représentent les personnes dites « à charge » (0-19 ans et 65 ans et plus) par rapport aux personnes dites « en âge de travailler » (20-64 ans). Ainsi, plus le rapport de dépendance démographique est élevé, plus nombreuse est la population dite « dépendante » par rapport à celle qui est en âge de travailler.

Ensemble du Québec

De 2007 à 2012, le rapport de dépendance démographique pour l'ensemble du Québec augmente. Ainsi, le nombre de personnes dites « dépendantes » représente une charge plus lourde pour les personnes en âge de travailler. Cette situation s'intensifiera avec le grand nombre de bébé-boumeurs qui arriveront à l'âge de la retraite au cours des prochaines années.

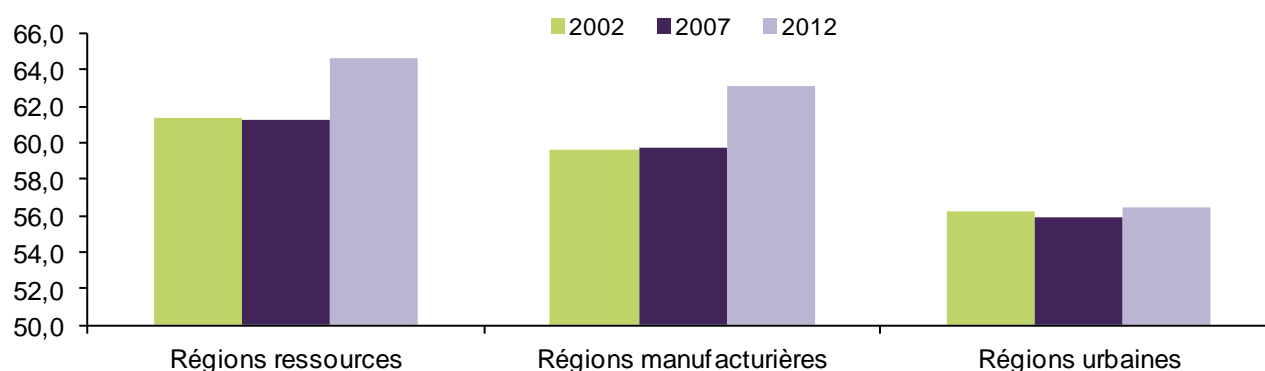
Blocs régionaux

Historiquement, parmi les blocs régionaux, les régions urbaines affichaient le rapport de dépendance démographique le plus faible, suivies des régions manufacturières et des régions ressources. En 2012, ce constat se vérifie de nouveau.

- Entre 2002 et 2007, les rapports de dépendance démographique des blocs régionaux subissent de faibles variations. Au cours de cette période, seules les régions manufacturières (+0,1) voient leur rapport de dépendance démographique varier à la hausse, alors que celui des régions ressources (-0,1) et urbaines (-0,4) enregistre un faible recul.
- De plus, entre 2007 et 2012, le rapport de dépendance démographique des trois blocs régionaux augmente. On observe les plus fortes hausses dans les régions manufacturières (+3,4) et les régions ressources (+3,3), alors que celui des régions urbaines croît moins rapidement (+0,6).
- Par ailleurs, en 2012, le rapport de dépendance démographique des trois blocs régionaux est plus élevé qu'il ne l'était il y a 10 ans. Celui des régions urbaines demeure le plus faible à 56,4, et son écart avec celui des autres régions s'élargit. Enfin, le rapport de dépendance démographique des régions manufacturières atteint 63,1 et celui des régions ressources se fixe à 64,6 en 2012.

Graphique 5.4a

Rapport de dépendance démographique, selon les blocs régionaux, 2002, 2007 et 2012¹
(en points)



1. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

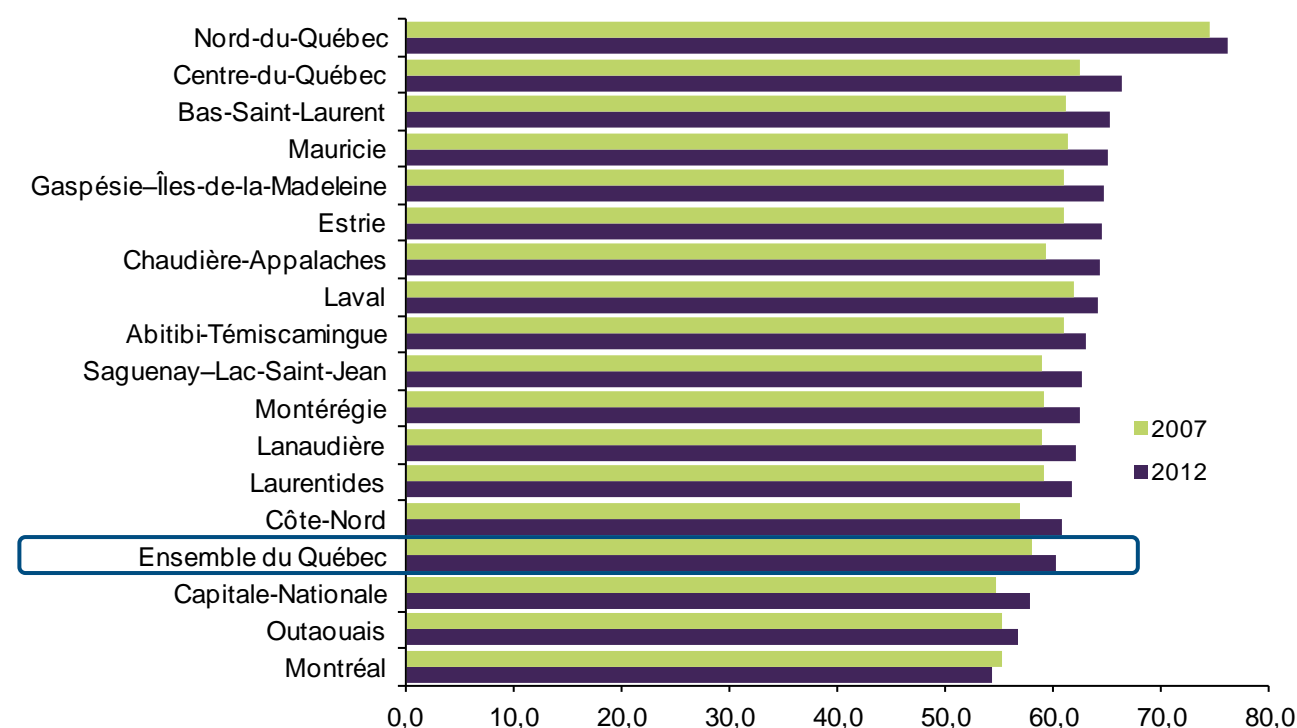
Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Régions administratives

- Entre 2007 et 2012, le rapport de dépendance démographique augmente dans l'ensemble des régions du Québec, sauf à Montréal (-0,8). La Chaudière-Appalaches (+4,9), le Bas-Saint-Laurent (+4,1), le Centre-du-Québec (+3,9) et la Mauricie (+3,7) enregistrent les hausses les plus marquées.
- Au cours de la même période, les augmentations les plus modérées sont observées dans les régions de l'Outaouais (+1,5), du Nord-du-Québec (+1,7) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+2,0).
- En 2012, le Nord-du-Québec (76,1) affiche, de loin, le rapport de dépendance démographique le plus important. Cependant, à l'inverse de ce qui est observé dans les autres régions, son rapport de dépendance est le fait d'une fécondité élevée et de la présence d'un grand nombre de jeunes de moins de 20 ans.
- Les régions du Centre-du-Québec (66,3), du Bas-Saint-Laurent (65,2) et de la Mauricie (65,1) affichent aussi un rapport de dépendance démographique élevé, notamment à cause du vieillissement de la population locale et de la migration interrégionale qui voit les jeunes quitter leur lieu de résidence pour compléter leurs études et les personnes plus âgées y revenir pour y prendre leur retraite.
- Inversement, les régions urbaines que sont Montréal (54,4), l'Outaouais (56,7) et la Capitale-Nationale (57,9) affichent, en 2012, un rapport de dépendance démographique plus faible que celui de l'ensemble du Québec (60,3). L'immigration des jeunes adultes pour compléter leurs études et occuper un emploi, ainsi que le glissement des jeunes familles, avec leurs enfants de moins de 20 ans, vers les banlieues favorisent ces régions.

Graphique 5.4b

Rapport de dépendance démographique, selon les régions administratives, 2007 et 2012¹
(en points, par ordre décroissant en fonction de 2012)



1. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 5.4

Rapport de dépendance démographique¹, 2002, 2007 et 2012²

Régions administratives	Rapport de dépendance démographique			Écart		
	2002	2007	2012	2002-2007	2007-2012	2002-2012
01 Bas-Saint-Laurent	61,8	61,1	65,2	-0,7	4,1	3,4
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	59,0	59,1	62,6	0,1	3,6	3,6
03 Capitale-Nationale	54,0	54,7	57,9	0,7	3,2	3,8
04 Mauricie	61,2	61,4	65,1	0,2	3,7	4,0
05 Estrie	61,9	61,1	64,6	-0,9	3,5	2,6
06 Montréal	56,3	55,2	54,4	-1,1	-0,8	-2,0
07 Outaouais	56,0	55,2	56,7	-0,8	1,5	0,7
08 Abitibi-Témiscamingue	61,9	61,0	63,0	-0,9	2,0	1,1
09 Côte-Nord	55,6	57,0	60,8	1,4	3,7	5,1
10 Nord-du-Québec	74,1	74,4	76,1	0,4	1,7	2,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	60,5	61,1	64,7	0,5	3,7	4,2
12 Chaudière-Appalaches	60,0	59,3	64,3	-0,7	4,9	4,2
13 Laval	60,4	61,9	64,1	1,6	2,2	3,7
14 Lanaudière	59,6	59,0	62,2	-0,6	3,2	2,6
15 Laurentides	58,7	59,2	61,8	0,5	2,6	3,1
16 Montérégie	58,8	59,3	62,6	0,5	3,3	3,8
17 Centre-du-Québec	62,2	62,4	66,3	0,2	3,9	4,1
Ensemble du Québec	58,3	58,1	60,3	-0,2	2,1	2,0
Régions ressources	61,3	61,2	64,6	-0,1	3,3	3,3
Régions manufacturières	59,6	59,7	63,1	0,1	3,4	3,5
Régions urbaines	56,3	55,8	56,4	-0,4	0,6	0,2

1. Le rapport de dépendance démographique s'obtient en divisant la somme des 0-19 ans et des 65 ans et plus par la somme des 20-64 ans. Le résultat est ensuite multiplié par 100. Un rapport supérieur à 100 signifie qu'il y a plus de personnes dites « à charge » que de personnes « en âge de travailler ».

2. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

5.5 Indice de remplacement

L'indice de remplacement mesure le renouvellement des personnes qui s'approchent de l'âge de la retraite (55-64 ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans). Ainsi, un indice de remplacement de 100 signifie que chaque personne qui s'apprête à se retirer du marché du travail est remplacée par une personne plus jeune.

Ensemble du Québec

De 2002 à 2012, l'indice de remplacement démographique du Québec passe de 123,9 à 95,4. Il s'établit maintenant sous le seuil de « un pour un ». La baisse de l'indice est principalement causée par la diminution de l'importance relative des jeunes dans l'ensemble de la population.

Blocs régionaux

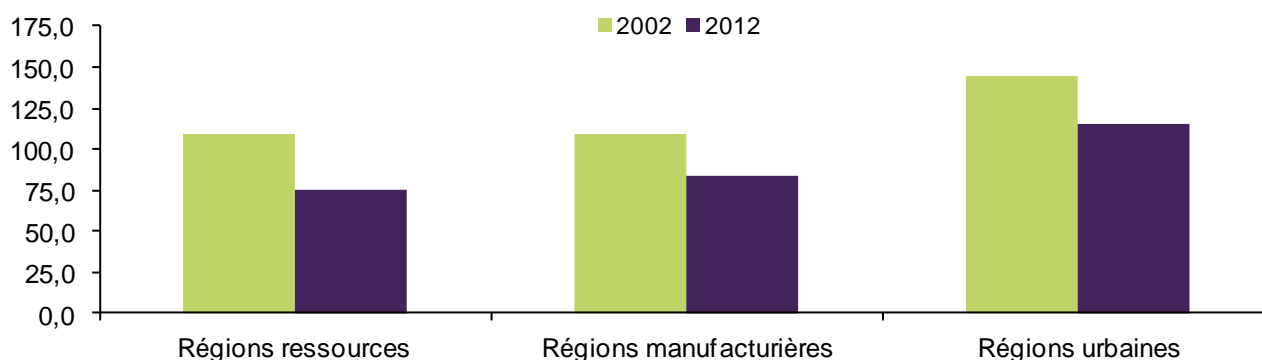
Entre 2002 et 2012, à l'exemple du Québec, tous les blocs régionaux enregistrent une baisse marquée de leur indice de remplacement. Les régions ressources (-34,2 points d'indice) subissent la diminution la plus importante, suivies des régions urbaines (-28,7 points) puis des régions manufacturières (-26,1 points).

- La plus grande partie de cette baisse est observée entre 2002 et 2007, notamment dans les régions ressources (-23,4 points d'indice) et manufacturières (-18,1 points d'indice). Les régions urbaines (-15,9 points) connaissent tout de même une diminution de leur indice de remplacement, mais d'une moins grande ampleur que celle constatée dans les autres blocs régionaux.
- Cependant, entre 2007 et 2012, l'indice de remplacement des régions urbaines (-12,8 points d'indice) diminue plus rapidement que celui des régions ressources (-10,8 points) et manufacturières (-7,9 points). Globalement, la baisse est tout de même moins importante qu'au cours des 5 années précédentes.
- En 2012, seules les régions urbaines (115,4) affichent un indice de remplacement supérieur à 100. Ainsi, dans les régions manufacturières (83,7) et les régions ressources (75,1), il y a moins d'une personne de 20 à 29 ans pour chaque personne de 55 à 64 ans.

Graphique 5.5a

Indice de remplacement, selon les blocs régionaux, 2002 et 2012¹

(en points)



1. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

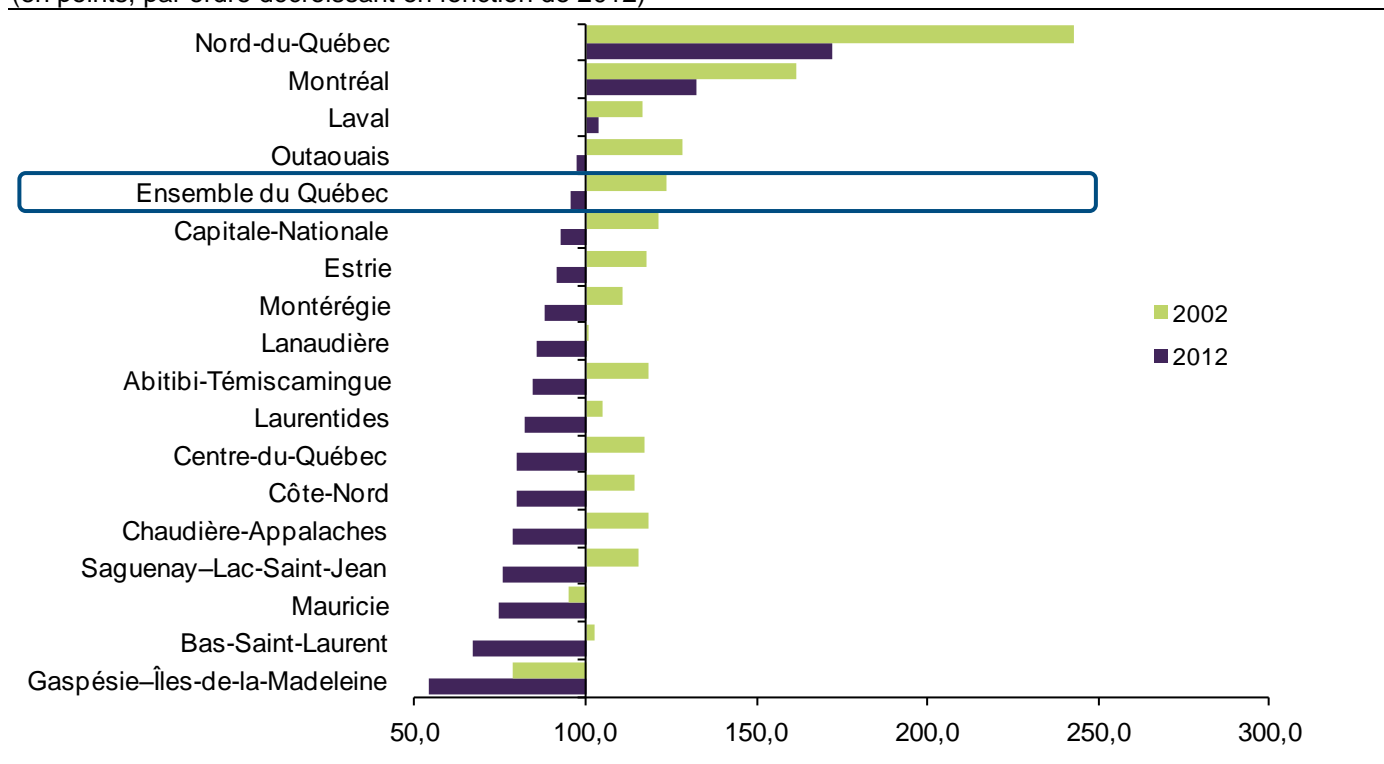
Régions administratives

- Entre 2002 et 2012, 12 des 17 régions administratives voient leur indice de remplacement chuter sous le seuil de remplacement de « un pour un ». En leur ajoutant les 2 régions dont l'indice était déjà sous ce niveau en 2002, c'est 14 des 17 régions qui affichent un indice inférieur à 100 en 2012.
- Au cours de cette période, l'ensemble des régions du Québec enregistre une diminution de l'indice de remplacement. Les baisses les plus fortes sont observées dans le Nord-du-Québec (-70,5 points d'indice), en Chaudière-Appalaches (-39,3 points), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (-39,2 points) et dans le Centre-du-Québec (-37,4 points).
- Par ailleurs, en 2012, les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (54,1), du Bas-Saint-Laurent (66,8), de la Mauricie (74,5) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (76,0) affichent les indices de remplacement les plus faibles parmi les régions du Québec. L'exode des jeunes au cours des dernières années et le vieillissement de la population expliquent ces résultats.
- À l'opposé, 3 régions affichent toujours en 2012 un indice de remplacement supérieur à 100 : le Nord-du-Québec (172,2), Montréal (132,2) et Laval (103,9). Le Nord-du-Québec se distingue particulièrement par la forte présence de jeunes de 20 à 29 ans vivant sur ce territoire.

Graphique 5.5b

Indice de remplacement, selon les régions administratives, 2002 et 2012¹

(en points, par ordre décroissant en fonction de 2012)



1. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

Tableau 5.5

Indice de remplacement¹, 2002, 2007 et 2012²

Régions administratives	Indice de remplacement			Écart		
	2002	2007	2012	2002-2007	2007-2012	2002-2012
	En points			En points d'indice		
01 Bas-Saint-Laurent	102,4	77,7	66,8	-24,7	-11,0	-35,6
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	115,2	89,4	76,0	-25,8	-13,4	-39,2
03 Capitale-Nationale	121,5	104,7	92,6	-16,8	-12,1	-29,0
04 Mauricie	95,2	83,5	74,5	-11,7	-9,0	-20,7
05 Estrie	117,9	98,0	91,4	-19,9	-6,6	-26,5
06 Montréal	161,8	147,2	132,2	-14,6	-15,0	-29,6
07 Outaouais	128,4	105,9	97,5	-22,4	-8,4	-30,8
08 Abitibi-Témiscamingue	118,1	95,0	84,7	-23,1	-10,3	-33,4
09 Côte-Nord	114,0	93,0	79,6	-21,0	-13,4	-34,4
10 Nord-du-Québec	242,7	196,3	172,2	-46,4	-24,0	-70,5
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	78,7	61,4	54,1	-17,3	-7,3	-24,6
12 Chaudière-Appalaches	118,2	92,1	78,8	-26,1	-13,2	-39,3
13 Laval	116,9	108,9	103,9	-8,0	-4,9	-13,0
14 Lanaudière	100,6	90,2	85,4	-10,4	-4,8	-15,2
15 Laurentides	105,1	87,1	82,1	-18,0	-5,0	-23,0
16 Montérégie	110,6	94,2	87,8	-16,4	-6,4	-22,8
17 Centre-du-Québec	117,1	92,1	79,7	-25,0	-12,4	-37,4
Ensemble du Québec	123,9	105,6	95,4	-18,2	-10,2	-28,5
Régions ressources	109,3	85,8	75,1	-23,4	-10,8	-34,2
Régions manufacturières	109,8	91,6	83,7	-18,1	-7,9	-26,1
Régions urbaines	144,1	128,1	115,4	-15,9	-12,8	-28,7

1. L'indice de remplacement correspond au rapport entre les 20-29 ans et les 55-64 ans, multiplié par 100. Un indice de remplacement supérieur à 100 signifie qu'il y a davantage de personnes qui arrivent sur le marché du travail que de gens qui approchent de la retraite.

2. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Direction de l'analyse économique, ministère des Finances et de l'Économie.

.....+.....
economie.gouv.qc.ca